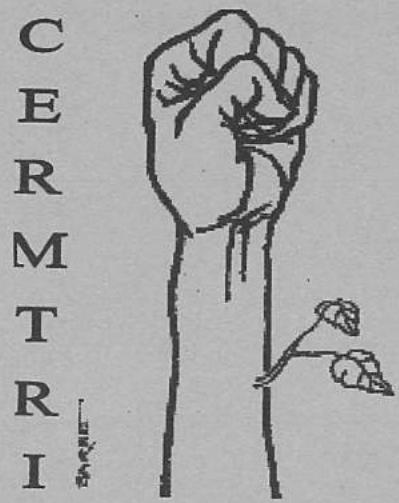
Cahiers du mouvement ouvrier

1907 : la révolte des vignerons
La grève générale en Suisse (1918)
Léon Kamenev
Benjamin Péret
"L'or et le wagon"



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

N° 38 - Deuxième trimestre 2008 (avril-mai-juin) - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 8 euros

Cahiers du mouvement ouvrier

Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine, collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences de Russie

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Frank Labrasca, Pierre Levasseur, Jean-Jacques Marie, Pierre Roy, Jean-Marc Schiappa.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris
Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
Internet : http://assoc.wanadoo.fr/cermtri
e-mail : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** ..... **p. 5**
- **Une lettre du Centre national du livre** ..... **p. 9**
- **Jean-Marc Schiappa : Buonarroti** ..... **p. 13**
- **Michel Biard : *Le Livre noir de la Révolution française*** ..... **p. 17**
- **Jacques Faucher : 1907, la révolte des vignerons (deuxième partie)** ..... **p. 23**
- **Les soldats russes à La Courtine (1917-1918)** ..... **p. 35**
- **Ernst Junod : La grève générale en Suisse (1918)** ..... **p. 45**
- **Boris Souvarine : la controverse sur *"L'or et le wagon"*** ..... **p. 57**
- **Jürg Ulrich : Kamenev, la descente aux enfers** ..... **p. 67**
- **Jean-Jacques Marie : A propos de l'historiographie soviétique de la Révolution française** ..... **p. 81**
- **Alexandre Gordon : Jacob Starosselsky** ..... **p. 87**
- **Marc Teulin : Les caricatures de mai 68** ..... **p. 97**

• **Un dessin d'André Barbe, ou de la révolution d'Octobre au réalisme socialiste** ..... **p. 113**

• **Michèle Jumain : L'histoire immédiate** ..... **p. 119**

• **Michel Barbe et Serge Sebban : L'enseignement de la géographie aujourd'hui** ..... **p. 123**

• **Pages oubliées :**
— **Benjamin Péret : La révolution russe** ..... **p. 133**
— **Lénine : A propos des fraternisations** ..... **p. 134**

• **Chronique des falsifications** ..... **p. 137**

• **Une lettre au *Monde*** ..... **p. 143**

Présentation

"CACHER AUX ENFANTS LA LUTTE DES CLASSES QUI S'EST DEVELOPPEE, SOUS DES FORMES DIVERSES, TOUT AU LONG DE L'HISTOIRE, ET QUI PREND FORME AUJOURD'HUI DANS LA LUTTE DU CAPITALISME ET DU PROLETARIAT, CE SERAIT SUPPRIMER POUR EUX UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE L'HISTOIRE HUMAINE"

(JEAN JAURES, *La Revue des maîtres*, revue de l'enseignement primaire, 25 octobre 1908)

CERMTRI

28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

cermtri@wanadoo.fr

LOTS D'ANCIENS (mais toujours pertinents) NUMEROS DES *CAHIERS DU MOUVEMENT OUVRIER*

I

Au moment où Sarkozy veut introduire les clergés partout... pour apprécier leur apport à la civilisation moderne

Lisez les n^os^ 8, 11 et 12
des *Cahiers du mouvement ouvrier*
Les articles antisémites de *La Croix* lors de l'affaire Dreyfus,
l'interview du cardinal Baudrillart au PPF de Doriot,
un article de Maurice Nadeau : L'Eglise et Vichy.

Les 3 numéros, 8, 11 et 12 : 10 euros.

II

Au moment où Stéphane Courtois promeut un *Livre noir de la Révolution française* qui prolonge son *Livre noir du communisme*

En réponse aux monceaux de falsifications qui s'abattent sur la Révolution française,

lisez les nos 3, 18, 19, 20, 22, 23, 26 et 27
des *Cahiers du mouvement ouvrier.*
Textes de : Nicole Bossut-Perron, James Guillaume, Benoît Malon, Marcel Picquier, Pierre Roy : Chaumette, porte-parole des sans-culottes, La justice du tribunal révolutionnaire pendant la Terreur, La falsification *"La République n'a pas besoin de savants"*, Saint-Just, Levasseur de la Sarthe, Joseph Chalier, le Lyonnais guillotiné, Le député à la Convention Noël Pointe, Le montagnard Robert Lindet face à la vie chère et à la famine...

Les 8 numéros : 25 euros.

III

Pour comprendre comment Staline a déchaîné la terreur et détruit le Parti bolchevique

Lisez les articles de Vadim Rogovine, le seul historien russe qui ait donné une analyse trotskyste de l'Opposition de gauche et du stalinisme.

Dans les nos 1, 2 , 3, 4, 6 et 29 des *Cahiers du mouvement ouvrier* :
Les plénums du comité central de décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937 et janvier 1938. La Grande Terreur dans les arcanes du bureau politique. Le stalinisme et la paysannerie L'Armée rouge en 1938. La débolchevisation du Parti communiste, etc.

Les 5 numéros : 18 euros.

IV

La résistance à Staline

— Le Parti ouvrier antifasciste.
— Les jeunes révolutionnaires de Saratov.
— Les ouvriers grévistes de l'Oural...

Les nos 5, 12, 14, 20 : 12 euros.

V

La lutte de l'Opposition de gauche et la IVe Internationale

Le manifeste de Raffin-Dugens (un des trois de Kienthal). Martel et Martin, membres du PCF, adhèrent à la IVe Internationale (1945). L'Opposition de gauche à Leningrad (1927-1929). Le NKVD et la chasse aux militants de la IVe Internationale. Trotskystes et staliniens au Vietnam à la veille de la guerre. N. Boukharine au bureau politique : quelle attitude vis-à-vis de Trotsky ? (1924, inédit). G. Vitsoris : les trotskystes grecs et la Résistance. Les trotskystes à Magadan et à Vorkouta.

Les nos 9, 11, 18, 20, 24, 35 : 18 euros.

VI

La révolution espagnole

— Les journées de juillet : la révolution ouvrière en marche.
— Les anarchistes et la révolution espagnole.
— Les journées de mai 37 à Barcelone.

Les n[os] 4, 5, 18, 34, 35 : 15 euros.

VII

La révolution allemande

— République des conseils de Bavière.
— Assemblée constituante et conseils.
— Rosa Luxemburg.

Les n[os] 9, 13, 23 : 10 euros.

VIII

Allemagne, 1930-1933
Stalinisme contre front unique

— La lutte contre le "social-fascisme"...
— Souvenirs d'un militant du PC allemand.

Les n[os] 1, 16, 17 : 10 euros.

IX

Marche à la révolution politique
Allemagne 1953 - Pologne-Hongrie 1956

— Grève générale de Berlin-Est (juin 1953).
— De Poznan à Budapest : le Conseil central ouvrier du Grand-Budapest, la révolution hongroise et le PC italien, les procès-verbaux du bureau politique du PC d'URSS (Khrouchtchev, Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Joukov, Mikoïan, etc.).

Les n[os] 10, 13, 14, 31, 32 : 15 euros.

A commander au CERMTRI,
28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 144 pages)

Prix du numéro : **8 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **29 euros** ;

— Etranger : Europe : **33 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **38 euros.**

Nom, prénom : .....

Adresse : .....

.....

Abonnement d'un an :

❒ à partir du n° 13 ❒ à partir du n° 14 ❒ à partir du n° 15 ❒ à partir du n° 16

❒ à partir du n° 17 ❒ à partir du n° 18 ❒ à partir du n° 19 ❒ à partir du n° 20

❒ à partir du n° 21 ❒ à partir du n° 22 ❒ à partir du n° 23 ❒ à partir du n° 24

❒ à partir du n° 25 ❒ à partir du n° 26 ❒ à partir du n° 27 ❒ à partir du n° 28

❒ à partir du n° 29 ❒ à partir du n° 30 ❒ à partir du n° 31 ❒ à partir du n° 32

❒ à partir du n° 33 ❒ à partir du n° 34 ❒ à partir du n° 35 ❒ à partir du n° 36

❒ à partir du n° 37 ❒ à partir du n° 38

Commande du (des) n° (n^{os}) : .....

❒ **Commande du n° 2 de l'édition russe (15 euros port compris)**

La collection des n^{os} 1 à 37 : 120 euros + 20 euros de frais de port ❒

Chèques à l'ordre du CERMTRI

(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Une lettre du Centre national du livre

centre national du Livre

Hôtel d'Avejan
53, rue de Verneuil
75343 Paris Cedex 07
Tél. : 01 49 54 68 68
Fax : 01 45 49 10 21
www.centrenationaldulivre.fr

Monsieur Jean-Jacques MARIE

C.E.R.M.T.R.I.
28, rue des Petites Ecuries

75010 PARIS

Paris, le 11 AVR. 2008

bureau de l'édition
N/référence BE//RSHRDH001447
affaire suivie par Laurence PISICCHIO
tél. 01 49 54 68 14
mél. laurence.pisicchio@culture.fr
V/référence

Monsieur,

Vous avez demandé l'aide financière du Centre national du livre pour la revue suivante :

Cahiers du Mouvement Ouvrier.

J'ai le regret de vous informer que le président du Cnl, après avis de la commission Histoire et Sciences de l'Homme et de la Société Revues, n'a pas donné une suite favorable à votre demande.

Mon bureau reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Chef du bureau

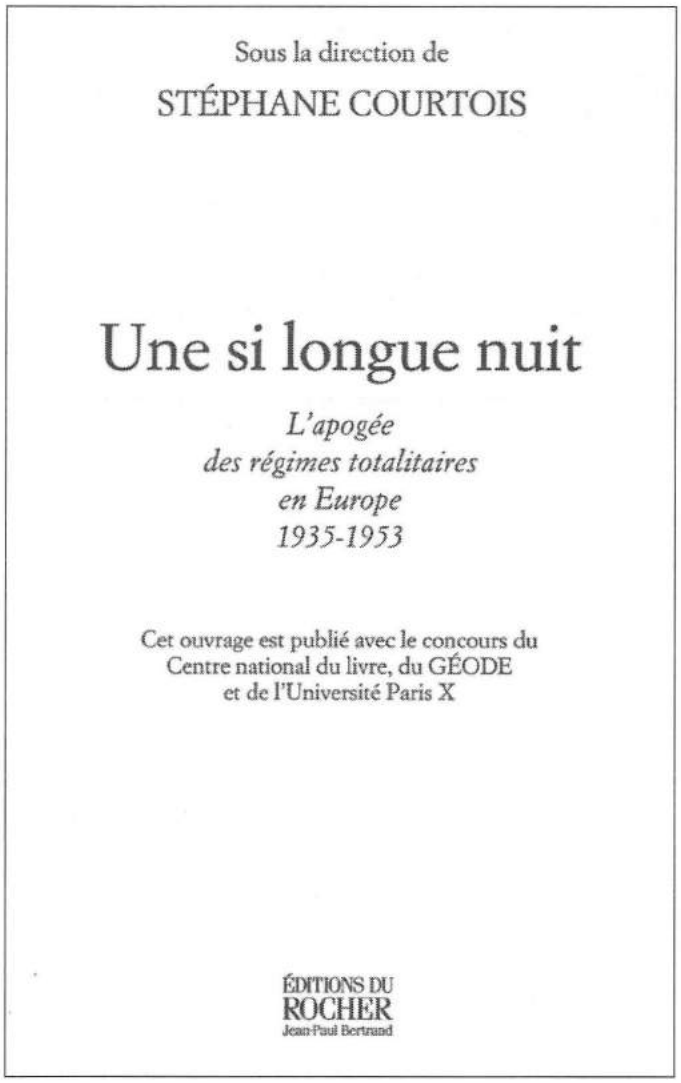
p. o.

Marie-Joseph DELTEIL

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Culture communication

Deux poids, deux mesures...



La Fondation Gabriel-Péri

Présidée par Robert Hue, ex-secrétaire national du PCF, elle est reconnue d'utilité publique depuis 2004. Elle bénéficie de subventions d'Etat (environ 1,1 million d'euros, pour un budget de 1,4 million). *"La chute du Mur a été la fin d'un régime, mais aussi la destruction d'un continent idéologique"*, selon Robert Hue, pour qui *"la pensée communiste est en crise, comme la pensée socialiste"* (*Libération*, 13 mai 2008).

DÉMOCRATIE OU TOTALITARISME
Collection dirigée par Stéphane Courtois

Sous la direction d'Emmanuel Le Roy Ladurie, *Les Grands Procès politiques.*

Ernst Nolte, *Les Fondements historiques du national-socialisme.*

André Bergeron, *Mémoires.*

Bernard Bruneteau, *L'Europe nouvelle d'Hitler*, une illusion des intellectuels de la France de Vichy.

Pierre Tafani, *Les Clientèles politiques en France.*

Victor Zaslavsky, *Le Massacre de Katyn, Crime et mensonge.*

Jean-Marc Schiappa : *Buonarroti l'inoxydable*

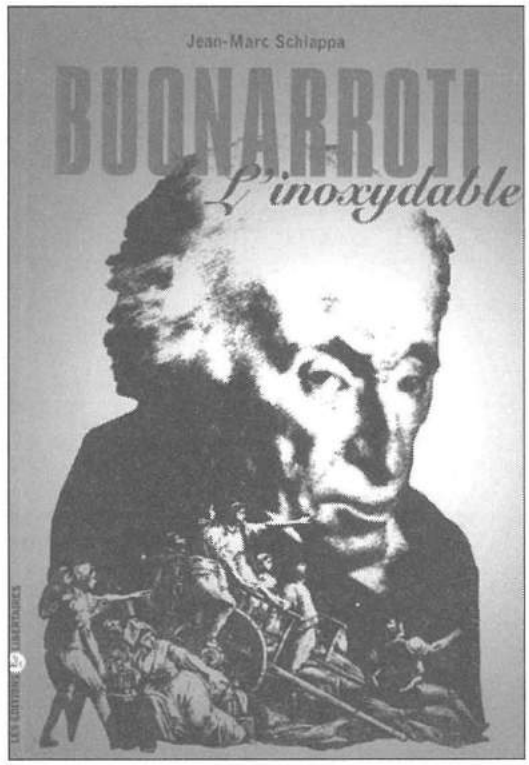
Jean-Marc Schiappa vient de publier aux Editions libertaires, sous le titre *Buonarroti l'inoxydable*, une biographie de l'auteur fameux de la *Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf* (1), dont l'avant-propos commence par les lignes suivantes : *"Un moment avant notre condamnation, Babeuf et Darthé reçurent de moi, sur les bancs de la haute cour de Vendôme, devant la hache aristocratique qui allait les frapper, la promesse de venger leur mémoire en publiant un récit exact de nos intentions communes, que l'esprit de parti avait si étrangement défigurées. Près du terme de ma vie, il est temps que je m'acquitte de cette obligation, que plusieurs circonstances m'ont empêché de remplir plus tôt"* (2). Dans sa préface à la réédition de la *Conspiration pour l'Egalité*, publiée pour la première fois à Bruxelles en 1828, l'historien Georges Lefebvre affirmait que ce livre *"exerça une profonde influence sur l'opinion révolutionnaire dont le nom de Blanqui reste le symbole"* (3).

Pour présenter l'ouvrage de Jean-Marc Schiappa, dont nous ferons une recension dans le prochain numéro de notre revue, nous publions ci-après l'essentiel de l'introduction, qui présente de façon ramassée l'existence pour le moins mouvementée de Buonarroti.

Rappelons que les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié plusieurs articles de Jean-Marc Schiappa : *"Les grèves sous le Directoire"* (n° 10), *"Des militants corses chez Babeuf"* (n° 16), *"Les babouvistes"* (n° 24), *"La révolution de 1848 et la Constituante"* (n° 30).

---

(1) Buonarroti : *Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf*, préface par Georges Lefebvre, deux volumes, 1957, Les Editions sociales.
(2) *Ibidem*, p. 19.
(3) *Ibidem*, p. 7.



"Son nom fut à lui seul tout un programme"

FILIPPO (Philippe en français) Buonarroti, né à Florence le 11 novembre 1761, est mort à Paris le 16 septembre 1837. Pendant des décennies, dans toute l'Europe, son nom fut à lui seul un programme.

A l'instar de son ami de jeunesse devenu son adversaire absolu, Napoléon Bonaparte, il aurait pu s'exclamer *"Quel roman que ma vie !"*, mais l'ambition comme le narcissisme du général lui étaient étrangers.

Fugueur à dix-huit ans, chassé par sa famille à Sienne, perquisitionné à Florence, censuré par les autorités, il fuit vers la Corse en 1789, la Révolution française commencée ; reconduit la corde au cou en bateau depuis Bastia vers Livourne, emprisonné à son arrivée, banni définitivement de son pays natal, il est persécuté par les cléricaux et les monarchistes de part et d'autre de la mer Tyrrhénienne ; lors de l'expédition de Sardaigne, sa barque est mitraillée à Cagliari ; après la rupture de Paoli avec la France en 1793, il est brûlé en effigie à Ceryione ; sur le continent, il est jeté en prison par les royalistes à Lyon, puis il affronte les contre-révolutionnaires à Toulon, à Nice et sur la côte ligure avant d'être arrêté par la réaction thermidorienne. Après quelques mois de liberté incertaine en l'an IV, il est inculpé par la police du Directoire comme un chef de la Conjuration babouviste, on le conduit avec ses coaccusés à Vendôme dans une cage de fer. Il y est jugé ; échappant de peu à la guillotine, il est condamné à la déportation à vie, peine qu'il entame au large de Cherbourg, sur l'île Pelée, puis il est déporté sur l'île d'Oléron pendant le Consulat. Il est assigné à résidence à Sospel, d'où il est conduit à Genève, ville dans laquelle il passe l'essentiel des années napoléoniennes sous l'étroite surveillance du préfet. Il en est expulsé une première fois vers Grenoble, puis une seconde fois, sous la Restauration, vers la Belgique, où il vit en exil. Ses dernières années à Paris, sous la monarchie de Juillet, sont également surveillées malgré sa maladie. Il est arrêté encore une fois en 1833.

La vie du révolutionnaire Buonarroti pourrait ressembler à un chemin de croix.

Mais elle n'est pas que cela : membre de la famille de Michel-Ange, lié au grand-duc de Toscane, en relation en Corse avec Saliceti, le futur diplomate du tsar Pozzo di Borgo, Paoli, il est un ami de la famille Bonaparte, plus particulièrement de Napoléon et de Joseph. En 1793, il devient un intime de Robespierre et des siens, il fréquente la Convention, où il voit Danton, le Comité de salut public, où il rencontre Barère, le Club des Jacobins, où il côtoie Dufourny, connu pour ses *Cahiers du quatrième ordre*. Au siège de Toulon, il retrouve son ami Napoléon Bonaparte, à Oneille, il fréquente les premiers unitaires italiens comme Ranza ; sous le Directoire, il est en rapport avec tous les grands noms de l'opposition démocratique, Babeuf, évidemment, mais également l'ancien protégé de Robespierre, Jullien fils, Darthé, le journaliste Sylvain Maréchal, F. Lepeletier de Saint-Fargeau et ses associés de la Conjuration communiste, et d'autres républicains comme les anciens Conventionnels Amar, le légendaire

Drouet et Robert Lindet. Il est défendu par Réal, le futur comte d'Empire, et Lucien Bonaparte ne l'oublie pas. A Genève, il est dans la même loge que le frère de Marat ; il est expulsé par les soins réunis de Metternich et de Chateaubriand. En exil à Bruxelles, il retrouve Vadier, le peintre David, Siéyès et Cambacérès. Il suit l'école saint-simonienne, s'enthousiasme pour Owen ; ses partenaires sont le Russe Tourgueniev, le fondateur du chartisme Bronterre O'Brien, les pionniers du socialisme belge comme De Potter, les Français parmi lesquels Louis Blanc, Cabet et Blanqui, les partisans de l'unité italienne comme Mazzini. Il inspire certains travaux de Marx et Engels, et on le voit figurer dans *Quatre-vingt-treize,* de Victor Hugo, comme dans le projet de film qu'Abel Gance voulait réaliser sur Babeuf.

On le voit, les grands noms ne manquent pas, politiques mais pas seulement.

Serait-ce tout ?

Publiciste anonyme à Florence, il fait aussi publier clandestinement *la Riforma dell'alcorano e leprofezie dell'agiorante, délie illuminato et del vigilante profeta seich Mansur,* faussement traduit de l'arabe ; en Corse, c'est sous le nom de Abram Levi Salomon (souvent mal retranscrit par les historiens) qu'il publie le premier journal de l'île, *Giornale patriottico di Corsica,* et on découvre récemment qu'il est collaborateur du *Moniteur universel* ; chef clandestin avec Babeuf de la bien nommée "Conjuration des Egaux", il en rédige de nombreux textes ; franc-maçon depuis une date ignorée, il use régulièrement de chiffres, de codes, d'anagrammes, de sociétés secrètes. Déporté au large de Cherbourg, ses lettres parviennent pourtant aux néo-jacobins de Paris ; surveillé à Genève, il participe à la conspiration du général Malet. Ici, il appelle à la prudence, pour l'insurrection lyonnaise de 1834 ; là, il polémique contre les modérés de l'unité italienne. Quand il écrit l'histoire de la Conjuration babouviste sous le titre *Conspiration pour l'Egalité, dite de Babeuf*, celle-ci est à la fois une histoire "impartiale", pour prendre le mot de Barère, survivant du Comité de salut public de l'an II, une source incomparable des historiens depuis Jaurès jusqu'à Venturi, pour ne citer qu'eux, mais aussi un guide pour tous les révolutionnaires, Marx et Bakounine compris. Aucune surveillance, aucune répression ne parvint à l'empêcher d'agir, et le secret, nécessaire, fut incessant. Dans sa correspondance comme dans les textes des sociétés secrètes qu'il anime, les codes ne sont pas tous percés et le secret n'est pas levé sur ses tentatives. Quand la police le croit occupé à des leçons de musique, il est à l'œuvre dans l'ombre et le chercheur tâche de ne pas tomber dans les pièges dressés par le conspirateur pour se protéger. Les textes saisis par la police ne peuvent rien apprendre parce que, dit-il, ils sont *"connus de moi seul"*. Sa vie est un véritable casse-tête, passionnante pour le chercheur comme pour le lecteur.

Et comme si la vie ne suffisait pas !

Andryane, un des élèves qui est arrêté et condamné après une expédition difficile en Italie, lui attribue un épisode effarant : en 1793, pendant le siège de Toulon, les bagnards se sont enfuis ; Buonarroti les rassemble, leur parle et convainc les *convicts* de reprendre leurs chaînes au nom de la République. Ce n'est plus la *Vie des hommes illustres,* mais l'édifiante *Vie illustrée des saints...* Il est vrai que le témoignage d'Andryane est généralement douteux.

Le non moins douteux La Cecilia lui attribue un traité de rétrocession entre France et Italie portant sur la Corse et sur la Savoie, traité aussi inexistant que la dent d'or de Fontenelle et sur lequel de nombreux historiens ont bâti des certitudes prouvant la détestation des Jacobins envers l'île.

Roger Garaudy, du temps où il était stalinien (et que les jeunes générations — heureusement pour elles — ne connaissent pas), fabrique une rencontre entre Buonarroti et Blanqui à Paris en 1828, rencontre aussi improbable que les preuves des procès de Moscou, puisque le révolutionnaire toscan était toujours en exil en Belgique.

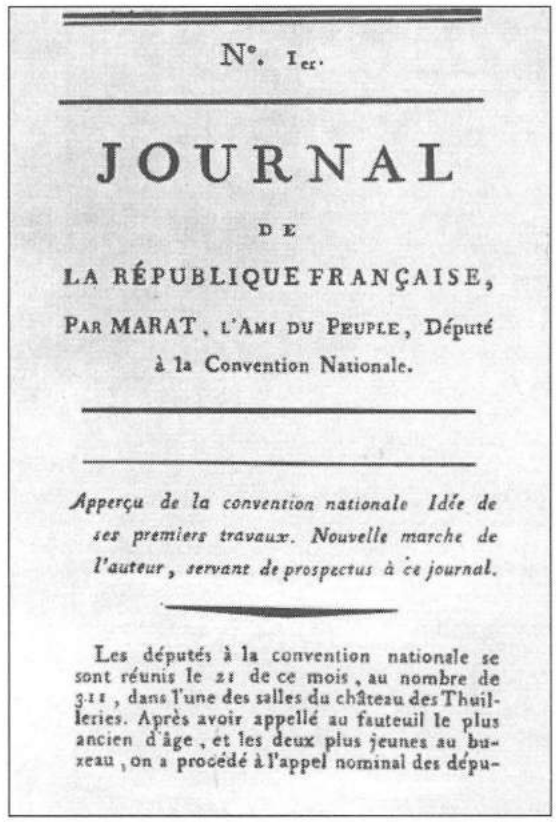
Liste inépuisable et inépuisée de racontars.

Chemin faisant, il faudra tordre le cou à certains de ces canards.

A propos du *Livre noir de la Révolution française*

Michel Biard, ce dont nous le remercions vivement, nous a très aimablement autorisés à reproduire l'article qu'il a publié dans *La Quinzaine littéraire* sur *Le Livre noir de la Révolution française*. Ce livre noir — dans la ligne du *Livre Noir du communisme* — a été présenté à la presse par le maître d'œuvre de ce dernier, Stéphane Courtois, qui affirme ainsi, de son point de vue, une continuité entre les révolutions française et russe, dépeintes par lui et les auteurs qu'il rassemble pour l'essentiel comme un amas d'horreurs accomplies par des tueurs sanguinaires.

Michel Biard, agrégé d'histoire et docteur de l'université Paris-I, est professeur d'histoire du monde moderne et de la Révolution française à l'université de Rouen. Il a publié entre autres les ouvrages suivants :
— *Collot d'Herbois, Légendes noires et révolution*, Presses universitaires de Lyon, 1995.
— *Missionnaires de la République, Les représentants du peuple en mission* (1793-1795), CTHS, Paris, 2002.
— *La Révolution française, Dynamique, influences, débats (1787-1804)*, Armand Colin, Paris, 2004.



N°. 1er.

JOURNAL

DE

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

PAR MARAT, L'AMI DU PEUPLE, Député à la Convention Nationale.

Apperçu de la convention nationale Idée de ses premiers travaux. Nouvelle marche de l'auteur, servant de prospectus à ce journal.

Les députés à la convention nationale se sont réunis le 21 de ce mois, au nombre de 371, dans l'une des salles du château des Thuilleries. Après avoir appellé au fauteuil le plus ancien d'âge, et les deux plus jeunes au bureau, on a procédé à l'appel nominal des dépu-

"La Révolution, voilà l'ennemi !"
Un article de Michel Biard paru dans *La Quinzaine littéraire* (1er au 15 mars 2008)

LA mode est depuis quelques années aux "livres noirs", tant il est vrai que le genre lui-même est presque assuré d'attirer l'œil du chaland dans les librairies. Cela pose d'emblée le choix des thèmes retenus pour créer tout nouveau "livre noir" à ajouter à la "collection", l'histoire n'étant pas avare en violences en tout genre et en tribunaux redoutables.

Force est, par exemple, de constater qu'il n'existe point de "livre noir" de l'Eglise catholique, susceptible pourtant d'évoquer les croisades, l'Inquisition, les bûchers, les conflits fratricides, etc. Cette fois, nous avons affaire à un "livre noir" (1) qui est le livre des "Noirs", au sens donné à ce mot dans les premiers temps de la Révolution pour désigner ceux qui formaient la "droite" de l'Assemblée constituante et, de façon plus large, ceux qui refusaient la Révolution en cours.

Qui sont les auteurs ?

En effet, pour la plupart d'entre eux, les auteurs ne cachent pas leur mépris, voire leur haine tenace, pour la Révolution française, d'autant que l'ouvrage s'ouvre par un texte de Pierre Chaunu extrait d'un livre de 1984 dans lequel il stigmatisait alors le futur bicentenaire. Au-delà du thème retenu, se pose donc une seconde question : qui sont les auteurs ? Question importante, car imaginons un instant des historiens spécialistes du XXe siècle, voire, "horreur !", des spécialistes de la Révolution française écrivant un "livre noir du règne de Louis XIV", l'un évoquant la répression des révoltes paysannes, l'autre les guerres, un troisième la chasse aux protestants, un quatrième les dépenses somptuaires, etc. Que ne dirait-on ! Hypothèse fantaisiste ? Que nenni. La quarantaine d'auteurs qui ont contribué au présent "livre noir" sont, pour leur immense majorité, de parfaits inconnus pour quiconque est au courant de l'historiographie de la période, et notamment des travaux des dernières décennies.

Une simple consultation du catalogue de la Bibliothèque nationale suffit à s'en convaincre. D'ailleurs, bon nombre d'entre eux sont indiqués comme "historien", "écrivain", "philosophe", voire même "essayiste". Tout au plus, peut-on se demander si certains auteurs ont bien pris conscience de la nature de l'ouvrage auquel ils allaient prêter leur plume, l'un se contentant d'autoriser la publication

(1) *Le Livre noir de la Révolution française*, Renaud Escande (dir.), Cerf éd., 882 pages, 44 euros.

d'un extrait d'un livre récent, l'autre évoquant dans son texte le "roman noir" sans peut-être réaliser que le livre d'accueil allait être si "noir".

Opérations de réécriture de l'histoire

Dans l'absolu, dira-t-on, tout auteur a fort heureusement le droit d'écrire sur le thème de son choix et il ne saurait exister de chasses gardées. Toutefois, cela implique un problème de sources et de bibliographie, sous peine de quoi il peut y avoir une simple opération de réécriture de l'histoire qui n'a que des finalités partisanes. C'est le cas ici, dans un contexte qui s'y prête de toute évidence, hélas ! puisque ces dernières années ont vu la renaissance de la "Toinettomania" et la réédition de Mémoires hostiles à la Révolution française publiés au XIX[e] siècle et repris sans le moindre appareil critique. Et chacun sait que les opérations de réécriture de l'histoire se sont, elles aussi, multipliées ces derniers temps, bien au-delà de la seule Révolution française.

L'ouvrage comporte trois parties. La première est intitulée *"Les faits"*, ce qui d'emblée est supposé lui conférer une autorité. Elle comporte 25 contributions. La seconde, *"Le génie"*, rassemble 20 textes qui évoquent des regards portés par des auteurs sur la Révolution. Il suffit de donner quelques noms pour saisir à quel point les choix sont partisans : Rivarol, de Maistre, de Bonald, Taine, Chateaubriand, Cochin, Maurras, Bainville..., autant d'auteurs qui ont porté à la Révolution française un amour aussi profond que celui du comte d'Artois ou du prince de Condé, tous deux émigrés dès juillet 1789. La troisième partie mérite bien son titre : *"Anthologie"*.

11 chapitres successifs livrent au lecteur un amalgame de textes d'époque soigneusement choisis pour la démonstration et de textes d'auteurs hostiles à la Révolution. Pour ne citer que deux exemples, les arts sont évoqués avec des textes de Marie-Joseph Chénier et de Grégoire, complètement décontextualisés et auxquels s'ajoute un extrait de Taine ; de leur côté, les élections, qui ont pourtant fait ces dernières années l'objet de travaux essentiels des historiens, ne seront ici vues qu'à travers la plume de Taine, autrement dit comme une *"farce sinistre"*.

La méthode retenue relève de la farce

C'est en fait la méthode retenue qui relève de la farce. S'agissant de la première partie, cœur de l'ouvrage bien sûr, les contributions ne laissent pas d'inquiéter. Outre le fait que les auteurs ignorent la bibliographie la plus récente et se bornent à mentionner des ouvrages anciens (ainsi, sur le procès de Louis XVI, l'auteur utilise la prose de Gustave Bord, qui a écrit au XIX[e] siècle et dans les premières années du siècle suivant), la plupart d'entre eux écrivent des erreurs grossières par dizaines et soutiennent des énormités : Barère aurait été ministre, les Jacobins réclameraient la république en 1791, la déchristianisation durerait de 1793 à 1799, la Convention aurait décidé d'exterminer très exactement 815 000 "vendéens" (pourquoi pas 815 304 !), Albert Marniez aurait fondé la Société des études robespierristes en 1935 (tout en ayant le bon goût de mourir en 1932), 5 000 Jacobins auraient imposé leurs volontés à 700 000 Parisiens (Paris se trouvant soudainement bien peuplée !), la république aurait été *"décrétée et proclamée"* en septembre 1792, etc. Je jetterai un voile pudique sur les femmes frustrées qui s'acharnent le 10 août 1792 sur les cadavres de gardes suisses, amants *"réputés"* et qui les ont dédaignées, ou sur l'ivrognerie congénitale prêtée aux *"sanguinaires coupeurs de têtes"* ; la Révolution ne serait somme toute qu'un temps où chacun manie le fer pour trancher et trancher encore.

Strictement rien à voir avec un travail d'historien

Mention particulière, en revanche, pour le *"Père Jean Charles Roux, écri-*

vain", qui, sous le titre *"Passion et calvaire d'un enfant roi de France"*, en une quinzaine de pages sans la moindre source indiquée en notes, nous fait pénétrer dans la prison du dauphin. *"Histoire sainte"*, écrit-il... on veut bien le croire. Mention aussi au texte *"Je m'appelais Marie-Antoinette Lorraine d'Autriche"*, qui s'ouvre avec le citoyen Joly, fossoyeur, qui *"traîne les pieds"* pour aller enterrer le cadavre de la ci-devant reine. L'histoire romancée est telle que le lecteur irait presque jusqu'à lire la moindre pensée de Joly. Brisons là, tant les exemples seraient nombreux de cette écriture qui n'a strictement rien à voir avec un travail d'historien.

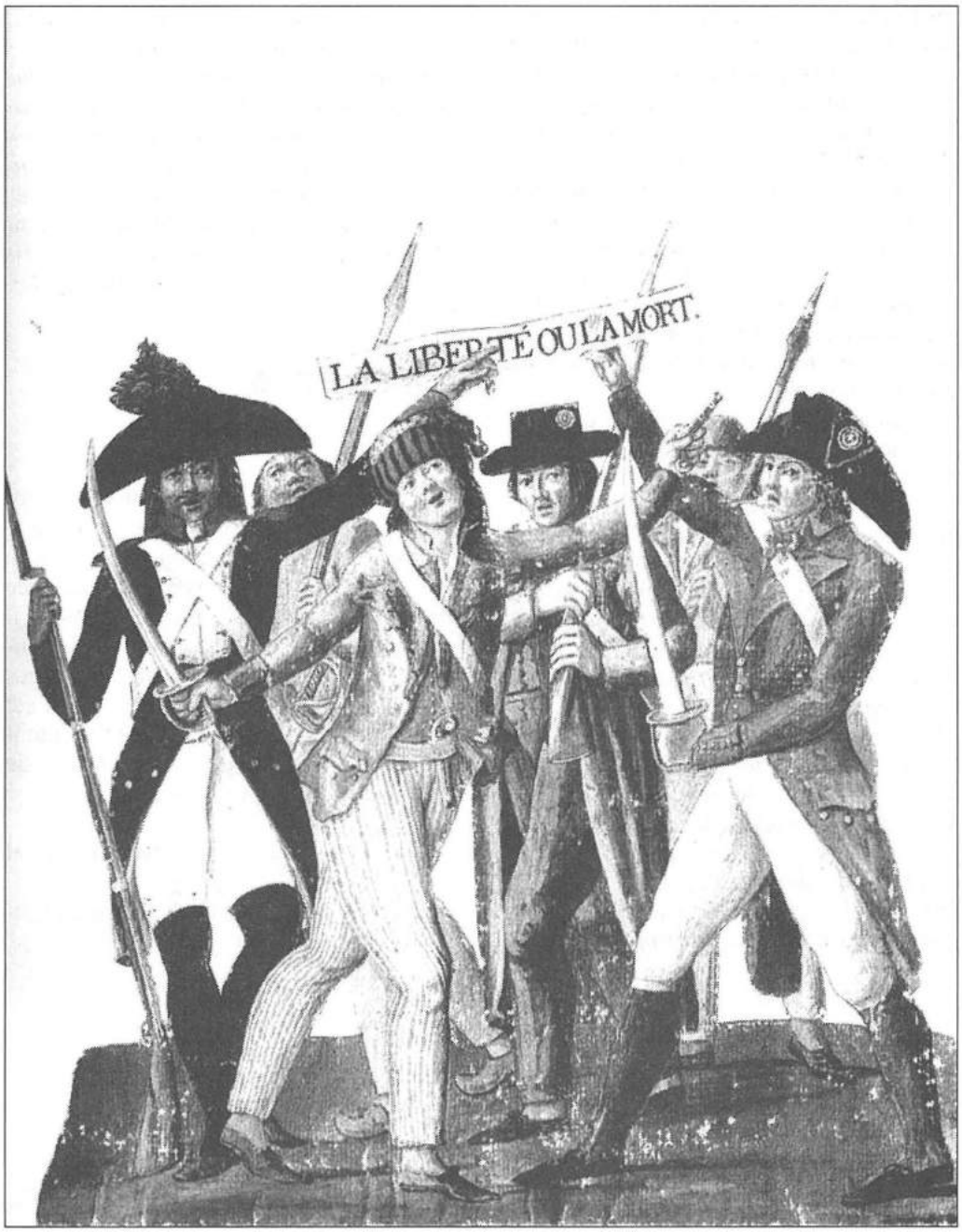
Néanmoins, ajoutons encore que certains textes ont des relents pour le moins particuliers, celui-ci faisant de Saint-Just un des ancêtres du fascisme, celui-là amalgamant la Terreur avec le massacre des Juifs et la *"mentalité stalinienne et maoïste"*, enfin un autre écrivant ceci à propos de la célébration du futur tricentenaire de la Révolution française : *"Les démographes calculent que, en 2030, le nombre de ménages originaires du Maghreb, d'Afrique noire et de Turquie pourrait représenter près de 10 millions de personnes et 30 % des naissances. Vers 2050, le nombre des enfants d'origine étrangère résidant en France métropolitaine devrait dépasser celui des enfants d'origine française. Plus d'une génération plus tard, la proportion sera encore plus forte, comme sera vraisemblablement plus élevé le pourcentage de musulmans dans cette population. Si la logique communautariste qui prévaut actuellement n'a pas été renversée, si les nouveaux Français ne sont pas devenus des Français de culture, quelle signification revêtira pour eux la commémoration de la Révolution ? (...) En 2089, les musulmans de France voudront-ils célébrer 1789 ?"* Le "sans-culotte aviné" est remplacé par le "musulman fanatique", mais la croisade continue et elle est nauséabonde.

L'indigence de son contenu

On ne saurait trop conseiller aux lecteurs de ne pas acheter pareil livre, tant sa couleur a valeur d'aveu et — c'est là l'essentiel — tant est grande l'indigence de son contenu. Au-delà de ce constat, il convient aussi, plus que jamais, de lancer un appel à la vigilance sur les usages actuels de l'histoire. En ces temps où est à l'œuvre un processus d'abêtissement généralisé, il y a là un devoir citoyen de toute première importance.

Michel Biard

NDLR : Les intertitres sont de la rédaction.


LA LIBERTÉ OU LA MORT.

Jacques Faucher : 1907

(deuxième partie)

Le n° 37 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié la première partie de l'étude de Jacques Faucher sur la révolte des vignerons de 1907, victimes d'une crise qui ruine nombre d'entre eux. Dans cette première partie, il étudiait le sens de la dénonciation de la "fraude", le parcours de plusieurs des "meneurs" de cette révolte (Marcellin Albert, Ferroul), la politique d'union sacrée visant à regrouper patrons et ouvriers viticoles au compte des intérêts des premiers, la puissance de la mobilisation qui bouscule cette union sacrée. Ainsi, lorsque "les têtes de 1907" proposent la grève des impôts et la démission de certains élus, l'intransigeance du gouvernement élargit la mobilisation populaire, qui débouche sur des démissions massives d'élus municipaux.
***"Les démissions débordent des milieux viticoles"* eux-mêmes.**
Ferroul menace : *"Puisque le gouvernement laisse saboter le vin, nous saboterons le gouvernement."*
Le gouvernement de Clemenceau décide d'envoyer la troupe rétablir l'ordre.
Les conséquences de cette décision — qui débouche entre autres sur la fameuse révolte du 17e régiment — forment l'un des aspects de cette seconde partie de l'étude de Jacques Faucher, qui s'interroge enfin sur la portée révolutionnaire du mouvement.

"Les germes de ce qui se passerait en 1917 en Russie"

La chasse aux dirigeants

L'arrestation de Marcellin Albert, de Ferroul et des responsables du comité est à l'ordre du jour. *"3 escadrons du 13e Dragons de Béziers traversent la bourgade"* de Marcellin Albert. Un commissaire est blessé. *"Les gueux, ne contenant plus leur rage, distribuent coups de bâtons et horions sur quelques policiers"* (F. Napo).

A Narbonne, sur la place de la mairie, la *"multitude"* (F. Napo) réclame du pain et crie *"Crosse en l'air !"* à l'adresse du 139e d'Infanterie d'Aurillac.

L'arrestation de Ferroul donne lieu à de véritables émeutes. Le colonel d'Ailluers fait mettre *"sabre au clair"* pour ouvrir la voie au cortège qui emporte Ferroul *"sous les vociférations et les coups de cailloux"*. *"Comme au départ des prisonniers d'Argeliers, les femmes se couchent sur la chaussée."* Des tas de sarments enflammés ralentissent la progression des troupes.

A Narbonne toujours, trois barricades construites aux abords de la mairie, comme en 1871, démolies par l'armée, sont debout dix minutes après.

Le pétrole des assaillants venus libérer Ferroul fait flamber le grand portail de la sous-préfecture.

Le 20 juin, le sang coule à Narbonne

Et puis, la première victime. Pas un quidam qui passait par hasard, mais Louis Ramon, ancien secrétaire de la Bourse du travail. La balle d'un cuirassier lui arrache le visage, à l'intérieur du bar Méridional où il s'est réfugié. Sa fille est gravement blessée. Un consommateur, Louis Sire, reçoit cinq balles dans les jambes. Un gamin de 14 ans est tué à bout portant par les cuirassiers : *"La colère fait alors place à la fureur"*, écrit F. Napo, toute la journée du 20 juin est, *"pour les Narbonnais exaspérés, celle de la chasse à tout ce qui est symbole d'autorité : gendarmes, officiers de cavalerie, indicateurs de police ou faux journalistes..."* (F. Napo).

Le Bien républicain, sabre au clair !

A Causse et Veyran (Hérault), *"on hisse un drapeau noir cravaté de rouge, symbole plus révolutionnaire"*. Clemenceau envoie le 139e d'Aurillac, le 80e de Tulle, les 7e et 10e Cuirassiers de Lyon et 500 gendarmes. Mais Ferroul réplique par un texte au mépris vengeur : *"Les vieux ans de M. Clemenceau sont rude-*

ment terribles" et jette à la face du premier flic de France un *"terrible" "Napoléon usagé"*. Le mépris, même à relents littéraires, ne fait pas reculer chassepots ou lebels. Quand la foule crie, les mots sont des armes. Le *"Ne tirez pas !"* à l'adresse des soldats et l'épouvantable, le monstrueux, l'anti-Français *"Crosses en l'air !"* retentissent, plus menaçants que mitraille. Cette fois, ce n'est plus dans l'humour des pancartes que le mûrissement de la révolte devient perceptible, mais dans la nouvelle tournure que prennent les événements.

Le massacre de Narbonne

Après l'arrestation de Ferroul et les victimes du bar Méridional, Narbonne est en effervescence. Policiers maquillés en journalistes, mouchards de toutes sortes sont poursuivis aux cris de : *"A l'eau, à mort les mouchards !"* C'est alors que les soldats affolés jouent leur rôle, le rôle assigné par Clemenceau : *"baïonnettes baissées"*, ils *"tirent plusieurs salves"* contre la foule. Sans sommation. Ainsi, le 20 juin 1907, sont tués deux cultivateurs, un domestique, un employé de commerce et une employée de maison. Cécile Bourel, l'employée de maison, a le crâne fracassé par une balle perdue. Elle devient le martyr symbolique de l'intervention républicaine. L'événement est ressenti avec d'autant plus de haine à l'égard de Clemenceau — (*"Mort à Clemenceau et Picquart"*, le général impliqué, peut-on lire sur le tumulus élevé à l'emplacement ou fut tuée Cécile Bourel) — que les soldats ont tiré sur une foule qui s'avançait vers la caserne en portant la malheureuse victime *"pour le remettre entre les mains du colonel du 139e de ligne pour qu'il soit désormais à l'abri et qu'on lui prodigue les soins nécessaires"*. G. Ferré écrit que la cohue reformée derrière les porteurs du blessé *"a l'intention de reprendre à nouveau sa victime"*. Le lieutenant Lacombe, dont les soldats ont ouvert le feu, place de l'Hôtel de ville de Narbonne, est promu capitaine en août 1907. En 1905, le 22 janvier, les soldats du tsar avaient eux aussi tiré sur une foule pacifiste et pleine d'illusions, conduite par Gapone, un pope ! C'était le commencement de la révolution de 1905 et l'annonce de 1917. La foule de Gapone n'avait certainement pas conscience du rôle que l'histoire allait lui attribuer. Aucun historien contemporain ne semble avoir esquissé quelque rapprochement. Les six victimes de Narbonne enflamment Montpellier et Perpignan.

A Montpellier, le 19 juin, les incarcérations de Ferroul, Bourges, Cabanne et Senty, notables du comité, ont provoqué attroupements et cris. Les trois nuits d'échauffourées qui ont suivi, marquées par les morts de Narbonne, se sont *"soldées par des blessés légers et de nombreuses arrestations"* (G. Ferré). A Perpignan, le préfet télégraphie à Clemenceau de la poste — et non de la préfecture en feu — qu'*"une émeute dirigée contre gouvernement et contre préfet a détruit en grande partie la préfecture"*. G. Ferré conclut : *"La situation devient explosive."* André Marty, élu du PCF, se souvient que, jeune révolutionnaire en 1907, il a *"réclamé le dépavage de la rue pour être prêt à attendre le choc du 24e Colonial"*.

Le spectre de la guerre civile

Paroxysme du mouvement qui secoue le monde viticole, la révolte des mutins du 17e est le moment où la République est en équilibre sur une lame de couteau. Cette révolte de soldats est le sommet d'une suite d'événements contenant, d'une manière latente, imperceptible, puis de plus en plus manifeste, une prise de conscience qui ouvre la voie à tous les possibles. Les pancartes, les slogans des manifestants, la mise en cause des politiciens, les affrontements avec policiers, gendarmes, soldats, le caractère de rupture avec les institutions des moyens d'action ont leur débouché "naturel" dans la mutinerie du 17e. Alors que la région est occupée militairement, les soldats du 17e accomplissent un acte rarissime dans l'histoire militaire de la France et d'une extrême gravité, *"acte inouï"*

(R. P.-J. M., page 15). Cette mutinerie apporte une coloration politique nouvelle à la suite des manifestations de 1907. Jusque-là, seuls socialistes et syndicalistes ont affirmé leur position de classe d'une manière claire. Or, dès le 9 juin, *"les soldats, dans leur caserne, manifestent bruyamment et entonnent* L'Internationale *lors de l'arrivée des manifestants narbonnais en provenance de Montpellier"* (R. P.-J. M., page 50). Quelle que soit la raison de l'énervement des soldats (la consigne à la caserne depuis le début des manifestations et les permissions annulées), l'important, c'est qu'ils reprennent le *"A vous de commander"* de Ferroul par *"Nous ne sommes rien, soyons tout"*, c'est-à-dire que le lien se fasse (sans complicité aucune de Ferroul, bien évidemment, dans les faits) entre le mouvement vigneron à son apogée et le chant ouvrier, le chant de la IIe Internationale, le chant révolutionnaire de la Commune de Paris. C'est déjà une prémutinerie et le général commandant le 19e corps d'armée peut parler, le 13 juin, d'événement *"d'exceptionnelle gravité"*, et il réunit le conseil de guerre.

L'agitation ne s'arrête pas pour autant, manifestants et soldats sont en rapport — déjà, des soldats sont visibles sur les photos, en uniforme, parmi les vignerons. *"Ce qui tend à prouver qu'il y a corrélation étroite entre les incidents à la caserne et ce qui se passe à l'extérieur"* (R. P.-J. M., page 51). A Perpignan, le 16 juin, entre 11 h 45 et midi, *"4 ou 5 hommes chantaient* L'Internationale *dans une des cours"*. Un sergent fait cesser le chant et *"un des soldats"*, note le colonel rendant compte de l'incident au ministre de la Guerre, *"regardait le sergent insolemment"*. Le fourrier le punit et c'est *"une soixantaine d'hommes"* qui le reçoivent en *"poussant des cris, des sifflements, et en chantant L'Internationale"*, et en réclamant les permissions supprimées.

Le caractère d'une mutinerie

Le 20 juin, à Agde, l'attitude des soldats prend nettement le caractère d'une mutinerie : *"C'est le spectre de la guerre civile qui se profile"* (*1907 de A à Z*). *"On discute beaucoup dans les chambrées et les officiers signalent des cas d'indiscipline de plus en plus fréquents. De temps à autre, s'élèvent aussi quelques strophes de* L'Internationale*"* (*1907 de A à Z*, page 108). Le transfert du 17ee au Larzac pour isoler les soldats de l'agitation de la plaine provoque l'émoi dans la population biterroise. Les habitants refusent de voir partir leurs soldats, qui sont tous des environs, et ils s'opposent par centaines à leur déplacement vers Agde. Le 17e arrive cependant dans son nouveau cantonnement dans la nuit du 18 au 19 juin. Ces soldats fatigués, livrés à eux-mêmes, se répandent dans la ville et participent à l'exaltation des civils. Ces derniers les exhortent à lever la crosse en l'air et à marcher sur Béziers, où la rumeur, fausse, fait croire à des manifestants tués. Cette nouvelle n'étonne pas les soldats. En effet, *"à l'entrée de Vias, au jour levant, nous pouvons voir des pancartes clouées contre les platanes, sur ces pancartes on nous demandait de ne pas tirer sur nos frères"* (Joseph Fondecave, cité par Pech et Maurin, page 197).

Le tocsin se met à sonner

En même temps, les nouvelles arrivent de Narbonne, ce qui porte l'excitation à son comble chez des hommes travaillés par des meneurs et craignant d'être envoyés à Narbonne. Quelques bagarres en ville, *"un factionnaire tire en l'air"*, le tocsin se met à sonner ; c'est la révolte sans que personne, comme souvent dans ces cas-là, sache quel est l'enchaînement des faits. Fondecave donne un récit qui ne fait pas douter du caractère révolutionnaire de l'action du 17e.

"Le régiment est en l'air ! (...) Tout est tumulte et confusion (...), des poings s'élèvent et s'abaissent, c'est un officier qu'on passe à tabac (...). Une fusillade éclate, c'est une compagnie ou demi-compagnie aux ordres d'un officier qui vient de faire feu (...). Les copains ne nous ont pas lâchés, mais sont remontés dans les chambres pour s'armer, prendre

le fusil, mettre baïonnette au canon (...). La porte de la poudrière tient bon (...). On enfonce la porte à l'aide de bancs de caserne, les caisses de cartouches sont éventrées, chacun se sert à sa convenance (...). Les prisonniers libérés courent chercher leurs armes (...). Vers 11 heures, nous décidons de nous porter sur Béziers."

Une colonne se forme, avec en tête et à l'arrière un caporal, la musique est à sa place, c'est donc militairement organisés que les mutins prennent la route. *"Nous arrivons à Vias, malgré l'heure avancée tout le village est sur la route, l'on acclame, l'on embrasse, l'on nous encourage, l'on nous ravitaille..."* C'est le peuple et son armée. Un détachement commandé par deux hommes de troupe, deux caporaux (les deux sous-officiers qui avaient suivi ont été renvoyés à Agde parce que les plus menacés par la répression militaire), ne peut être tenu pour une banale escapade de collégiens. C'est l'ébauche d'une armée insurrectionnelle, révolutionnaire, avec discipline et institution d'un nouveau commandement issu des insurgés. Elle fait ses preuves au fur et à mesure que se dressent devant elle les troupes chargées de les arrêter. *"Je crie à mes hommes : Arme à la bretelle, en avant !"* et trois barrages s'ouvrent devant la détermination du caporal. Au quatrième barrage, une baïonnette bloque Fondecave, c'est là que la force profonde de l'insurrection s'exprime, que l'histoire choisit son sens : un soldat inconnu saisit la baïonnette à pleines mains, l'écarte, Fondecave bouscule son adversaire et *"fait sa trouée"*.

Le général Lacroizade, derrière le barrage, joue son rôle de général et s'offre à la mitraille des insurgés. Il somme le caporal sapeur, au nom de la République, de s'arrêter. Fondecave, avec une détermination étonnante et une autorité qu'il ne tire que de sa propre conviction de révolutionnaire, tient tête au général : *"Nous sommes décidés à aller à Béziers, et nous irons."*

"La République sociale"

C'est à l'entrée de Béziers que, brusquement, 1907 devient autre chose qu'une révolte de vignerons et qu'au-dessus des attitudes de fier-à-bras des "Ferrouls", des appels à la pitié de Marcellin Albert, des dénonciations des fraudeurs et des encensements du vin naturel, se dresse une nouvelle figure : la République sociale. *"A notre arrivée au passage à niveau de la route d'Agde, nous faisons halte, prenons la formation réglementaire, caporal sapeur en tête, sapeurs, tambours, clairons, musiques et compagnies. Au signal : En avant ! la musique joue* L'Internationale *et crosse en l'air nous gravissons l'avenue d'Agde..."*

A ce moment précis, l'accumulation des mots d'ordre, des manifestations, des imprécations, des fausses solutions, des illusions, des dénonciations de causes subalternes, des gaucheries grandiloquentes, tout un magma idéologique, fait que l'amorphe devient cristal. On est en 1907 et tout un acquis des luttes ouvrières resurgit à travers l'intervention de Fondecave et ses camarades. *"Entre meneurs, nous délibérons"* ; à plusieurs reprises, Fondecave parle des meneurs, dont il semblerait bien, selon Pech, qu'il y en avait un par bataillon.

Précédemment, au cours de sa relation de la mutinerie, il écrit : *"Notre arrivée à Agde nous permit de prendre langue avec nos copains du 1er bataillon (...). De semblables manifestations devaient avoir lieu au 100e et au 12e cantonnés à Narbonne et Perpignan. Un clairon devait donner le signal le 27 juin."* Une brochure de la CGT, *La révolte du 17e*, évoque ce projet de manifestation coordonnée. Jules Maurin note aussi : *"Cette mutinerie ne devait pas être isolée, mais coordonnée avec celles du 12e et du 100e, le tout était prévu pour le 27 juin."*

Un témoignage rapporté par Pech *"semble accréditer l'idée d'une préméditation, ou tout au moins d'une organisation du mouvement"*. En effet, un participant, François-Joseph Rabat, dit *"il y en avait qui commandaient"* (le soir de la mutinerie).

Le fait que beaucoup de témoignages signalent non seulement la participation de civils aux côtés des soldats, mais aussi leur rôle dans le déclenchement de la mutinerie, peut autoriser à penser que

des militants socialistes ou syndicalistes ont été impliqués dans la mutinerie. De toute façon, ils ont joué un rôle sans pour autant être capables d'encadrer le mouvement, ce dont se plaint Fondecave : *"Nous hésitons pendant quelques moments, nous sommes un peu pris au dépourvu, entre meneurs nous ne nous connaissons pas assez (manque de lien)."*

L'impasse politique

Plus tard, sur les allées Paul-Riquet, Fondecave propose, alors que le mouvement stagne, soldats l'arme au pied, au milieu d'une population qui multiplie les gestes de sympathie, *"d'aller s'emparer de la caserne Saint-Jacques (...) et de distribuer armes et cartouches à la population"*. *"Mon idée est repoussée"*, dit Fondecave. Par qui ? Avec quels arguments ? La réponse n'intéresse pas les historiens. Le caporal sapeur a dès lors tout compris : *"Je me ronge les poings."* Organisation dérisoire, défaillante, sans perspective politique. Fondecave commence à *"douter de la victoire"* et il ne pense plus qu'à *"finir en beauté"* ; cette expression deux fois utilisée par le meneur est citée par Pech, pour en conclure, un peu hâtivement, mais conformément à son idéologie du socialisme républicain, qu'*"elle met l'accent sur le caractère protestataire, et, finalement, non révolutionnaire de la mutinerie"* (R. Pech-J. Maurin, *1907*, note 463, page 295). Réduire, toujours réduire les grands moments, quand sont évidents les signes d'un basculement possible ; réduire à une signification terre-à-terre, petite, conforme à une histoire dont *"la tendance serait à l'apaisement"*. *"Je sens que ce n'est pas ce que j'ai rêvé."* Pech voit dans ce désappointement du caporal le fait que *"la population exprime par son comportement sa sympathie, sans verser dans l'insurrection"*. Fondecave n'a pas suivi le mouvement vigneron avec les illusions de la foule, il ne s'est pas mutiné pour "protester", pour "contester", comme diraient les "révolutionnaires de 1968". Il avait un rêve : la révolution en marche, dont il fournit une description à propos du refus des soldats de regagner leur cantonnement à Agde *"pour nous engager à rentrer dans le devoir"*.

Fondecave, pourtant conscient de la situation sans issue : *"Le vin est tiré, il faut le boire"*, sait où est son devoir : *"Notre devoir est tout tracé, avec le peuple nous sommes, avec le peuple nous restons"*, fait-il mander aux autorités par un caporal sien ami. Il est alors l'organisateur du peuple en armes. *"Nous continuerons d'occuper les Allées. Je veille à ce que les hommes ne boivent pas trop et fais balancer pardessus les cordes quelques civils qui distribuaient du pinard et prêchaient la reddition sans condition. Vers deux heures, nous prenons nos dispositions de combat, chacun choisit son poste sur les marches du théâtre, prépare ses cartouches et son fusil, afin de savoir si les hommes sont décidés nous commandons deux feux de salve à hauteur des platanes, les hommes obéissent avec ensemble"* (les mutins se sont installés devant le théâtre entre des cordes formant un carré, séparés des civils qui les ravitaillent). Puis, soudain, c'est la Commune de Paris, c'est Eisenstein :

"Mais en même temps que la fusillade, on entend le bruit des devantures métalliques des maisons bordant les Allées, les commerçants se mettent à l'abri pendant que, de toutes les rues aboutissant aux Allées, une foule silencieuse, sombre et résolue, armée qui de fusils de chasse, couteaux, fourches, haches, vieux pistolets, foule qui vient à notre secours, parmi cette foule de nombreuses femmes, jeunes, vieilles et qui ne sont pas les moins décidées, ce sont enfin les nôtres, la grande misère humaine qui arrive..."

La force d'évocation de ce texte, la passion qu'il soulève contraste avec les fades relations des historiens qui ont tendance à adoucir ou même à gommer tout relent révolutionnaire, avec la prétention scientifique de remettre les faits *"dans leur exacte dimension"*, afin de ne pas succomber à la tentation du mythe. (Il leur est facile de citer les propos des mutins ou des vignerons qui, à aucun moment, ne témoignent de sentiments révolutionnaires conscients.)

Paulhan. L'autorité de l'Etat menacée

Sagnes insiste sur le caractère exclusivement *"rural et viticole"* de la population de Paulhan (dans l'Hérault), sans *"connotation politique"* et qui pourtant, le 21 juin, somme le sous-préfet de crier : *"A bas Clemenceau"*, le jette à terre, le piétine, le bat avant de le promener dans les rues de Paulhan. Plus de 7 000 à 8 000 manifestants entourent les soldats, les exhortent à mettre la crosse en l'air, à lâcher leurs armes. Les trains ne circulent plus, les rails ont été arrachés sur une vingtaine de mètres ; c'est une *"foule armée de bâtons et de barres de fer"* (G. Ferré, page 92) qui se mesure avec l'autorité de l'Etat au point de *"couper les oreilles"* du sous-préfet, du moins le croit-on. Quand tout un gros village réunit un aussi grand nombre de manifestants par solidarité avec les victimes de Narbonne, au moment même où la préfecture brûle à Perpignan, qu'au *"siège de la principale préfecture, symbole du pouvoir"*, des *"échauffourées"* ont lieu, particulièrement *"redoutées par le gouvernement"* (Sagnes, *1907*, page 31), avec débuts d'incendie, cris séditieux à l'égard de Clemenceau, rues dépavées, barricades, pièges à chevaux. Quand une aussi grande étendue géographique et administrative est touchée, avec la participation d'un large spectre politique, c'est que le *"Faren to peta"* (Nous ferons tout sauter !) repris, dérisoire, par les gauchistes des années 1970, est à ce moment-là lourd de charge révolutionnaire. L'armée est "contaminée" et l'épisode du 75e de Romans — plutôt Roanne —, où une main mystérieuse glisse à Fondecave des propositions de révolte armée, ou bien les marins du *Desaix* qui accueillent le 17e ainsi : *"Vous avez bien fait, on est de cœur avec vous..."* tendraient à le prouver. Ce que dit, à sa façon modérée, G. Ferré quand il écrit que, *"pour Paris, cette affaire du sous-préfet* (de Paulhan) *est perçue comme une attitude séditieuse supplémentaire mettant en cause l'autorité de l'Etat à travers ses représentants"* (G. Ferré, page 94).

Mais cela ne signifie pas que les vignerons de 1907, même les plus en avant dans le mouvement, sont des révolutionnaires conscients. Ils rêvaient souvent d'une bonne république, une république idéale œuvrant pour le bien de tous dans le sens de l'intérêt général, celle dont l'école laïque leur avait rempli la tête, et dont ils s'aperçoivent avec étonnement qu'elle était loin de la IIIe des politiciens à la Sarraut, Clemenceau, Briand et Cie. Mais leur mise en mouvement, leur affrontement direct avec l'Etat, ses percepteurs, ses huissiers, ses commissaires, ses mouchards, ses gendarmes, ses hussards et ses cuirassiers, ses préfets et ses parlementaires sont une école de la révolution. Il est certain qu'en quelques mois de manifestations, la conscience populaire dans son ensemble a évolué plus rapidement qu'en des années de propagande.

Retour des politiciens. La CGVM

Marcellin Albert se fait manœuvrer par Clemenceau, car *"homme d'une grande bonté, d'une loyauté et d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon (...), il n'était pas de taille à lutter avec M. Clemenceau, qui a joué avec lui et lui a cassé les reins"* (Mgr Cabrières, évêque de Montpellier), et disparaît de la scène. Ses anciens amis "apolitiques" révèlent leurs ambitions... et prennent la direction d'une création des propriétaires : la Confédération générale des vignerons du Midi (CGVM), dont les bases sont jetées fin juillet à Béziers dans une assemblée interdépartementale présidée par Palazy et fondée officiellement le 22 septembre. Marius Cathala, gros propriétaire du premier comité d'Argeliers, en est le secrétaire général.

Le toujours socialiste Ferroul est le premier président de la CGVM, que *L'Humanité* dénonce comme *"une vaste machine aux multiples engrenages mise au service des patrons fraudeurs"*. En effet, *"le nombre de voix attribuées à chaque membre est proportionnel aux nombres d'hectares possédés et au nombre d'hectolitres produits"* (*1907 de A à Z*, page 157), contrairement au principe

démocratique : un homme, une voix ! Ainsi est pratiquement interdite la participation à la direction de la CGV des ouvriers agricoles, des métayers, des petits propriétaires pourtant invités à adhérer à la CGV,

Le toujours présent Ferroul appelle les ouvriers agricoles à adhérer à la CGV, prêtant sa caution de socialiste à l'entreprise patronale. Il utilise un étonnant argument économique, dans *La République sociale* datée du 5 septembre 1907 : *"Un devoir s'impose : créer la plus-value dont nous voulons une part qu'on nous donnera ou que nous saurons exiger. Sans cette plus-value, c'est, puisqu'on n'aura pas voulu la créer, la lutte pour rien, pour le principe, mais pour zéro."* Une façon de dire "travailler plus pour gagner plus". Le secrétaire de la Bourse du travail de Narbonne n'embouche pas d'autre trompette. Toujours dans *La République sociale* (29 août 1907) : *"Pas de lutte de classe, puisque, à bien voir, le patronat méridional a disparu. Et puis, par l'apport de sa volonté et de son énergie à la cause actuelle, l'ouvrier est-il bien sûr de ne pas continuer la lutte contre le patronat (...), contre la classe patronale du Nord, seule cause de notre détresse actuelle ?"* ([au mépris de l'évidence. [...] Cours du vin 1907 : 11 francs l'hecto ; 1910 : après une récolte déficitaire, 36 francs l'hecto]).

La hiérarchie militaire ne s'y trompe pas, tout cela *"est d'une exceptionnelle gravité"*. Les mutins, eux, n'ont certainement pas mesuré la portée de leur acte, ou plutôt le *"caractère exceptionnel de l'événement (...) et son aspect transgressif"*. Aux yeux de l'armée et du Code de la justice militaire, l'infraction ne relève pas d'une agitation "débonnaire". Clemenceau et tous ceux qui l'utilisent sont particulièrement sensibles à tout ce qui touche l'armée. L'affaire des "fiches" n'est pas si lointaine (1904). L'affaire Dreyfus a fortement ébranlé le corps des officiers. L'armée ne peut pas devenir "le foutoir" populaire où une troupe conduite par des caporaux (des hommes de troupe !) fait reculer des soldats commandés par un général. L'acte en soi est donc bien révolutionnaire, quel que soit le degré de conscience qu'en ont ceux qui le vivent. Chanter *"Nous ne sommes rien, soyons tout ! Et s'ils veulent, ces cannibales, faire de nous des héros, Ils sauront vite que nos balles seront pour nos propres généraux"* n'est vide ni de sens ni d'intention. Il n'est pas question de *"féroces soldats rugissant dans nos campagnes"* et étrangers, mais bien de *"nos propres généraux"* français. Il ne s'agit pas d'un chant d'après-boire, mais bien de celui de la Commune de Paris, c'est-à-dire d'un chant ouvrier aux paroles menaçantes pour l'ordre établi. *L'Internationale* de la Commune n'est pas *La Marseillaise* des versaillais !

D'une étincelle au feu d'artifice

Il est à noter que *L'Internationale* est entonnée en des circonstances qui n'ont rien d'héroïque, rien encore de révolutionnaire. C'est une simple question de permission "refusée", une soixantaine de soldats mécontents de ce fait reprennent le chant déjà entendu et réprimé. *"La crosse en l'air et rompons les rangs"*, c'est un peu excessif pour une 48 heures "sucrée", dira-t-on, et on passera outre. Mais c'est oublier que toutes les revendications, tous les grands mouvements de grève ont commencé par des revendications mineures. Une permission refusée, de la nourriture avariée, une verrière exposée au soleil..., autant d'étincelles qui peuvent mettre le feu aux poudres dans certaines conditions. Le 17e n'avait certainement pas l'intention d'être le fer de lance de la république sociale du Gustave Hervé de l'époque. Mais son comportement, dans une région où est proclamée la grève de l'impôt et la démission des conseils municipaux, c'est-à-dire l'assèchement des caisses de l'Etat et la négation de la structure de base de la république bourgeoise, va plus vers la tension prérévolutionnaire que vers le calme d'un retour de défilé du 14 Juillet.

Mutins meneurs et les civils

A part peut-être quelques "meneurs" politiquement éduqués, tournés vers

l'"utopie" socialiste (comme on dit en 2007), ces caporaux qui organisent le rappel à Agde des mutins au son du clairon, à part ceux-là, le reste de la troupe, partagé entre divers sentiments, n'a pas d'objectifs précis. Ce qui n'infirme en rien que 1907 n'ait pas été gros de possibilités révolutionnaires. Jules Maurin note ainsi : *"Cette mutinerie ne devait pas être isolée, mais coordonnée avec celles du 12e et du 100e. Le tout étant prévu pour le 27 juin."* Il ne s'agit plus d'assemblées bruyantes de pioupious énervés, mais d'un réseau, avec dans l'air une tentative de coordination. Ainsi, cette permission refusée, qui a entraîné une réaction populaire et une répression gouvernementale d'une brutalité à hauteur du "désordre" social, a des conséquences qui révèlent une organisation latente des soldats.

Un terreau idéologique révolutionnaire

Enfin, et surtout, on ne peut juger de l'importance de 1907 si on isole le moment de l'activité populaire de la période historique. En France, le souvenir de la Commune de Paris est vivant chez les survivants et chez leurs descendants. La ville de Narbonne a vécu une commune révolutionnaire. Durant tout le XIXe siècle, où *"la tendance générale fut à l'apaisement"* (Agulhon), les Méridionaux n'ont pas été insensibles au développement des idées révolutionnaires et sont actifs dans les manifestations politiques : *"De 1830 à 1834, le républicanisme progresse avec le développement des affrontements de classe..."* La révolution de février 1848, comme l'avait fait celle de 1830, révèle la force du républicanisme dans le département de l'Hérault. *"La révolution de février 1848 est, en effet, accueillie avec enthousiasme par les républicains du département."* Le coup d'Etat du 2 décembre mobilise la résistance républicaine armée. On trouve les mêmes noms que ceux qui se signaleront en 1907 : Lunel, Mèze, Marsillargues, Saint-Chinian, Saint-Thibéry, Florensac, Servian, Roujan. De véritables affrontements avec l'armée produisent des morts, 70 morts ou blessés à Béziers, à Pézenas les rouges de la ville reçoivent les renforts des villages environnants, à Bédarieux des républicains administrent la ville pendant sept jours — (trois gendarmes tués) —, six jours à Capestang. Sagnes caractérise cette insurrection comme *"un mouvement de masse important, majoritaire dans certaines régions de l'Hérault"* (Sagnes, page 34) et cite Agulhon : *"La lutte des classes a coloré le mouvement."* A l'annonce de la proclamation de la Commune de Paris, le 18 mars 1871, *"il règne aussitôt une vive effervescence dans le département. A Montpellier, le 22 mars, un millier de personnes manifestent leur solidarité avec les Parisiens. Le lendemain, 1 200 personnes font de même à Cette et un millier à Béziers."* Même mouvement de sympathie dans les autres bourgs importants. Un terreau idéologique révolutionnaire existe donc quand la crise viticole engendre le mouvement de 1907 et s'inscrit dans la situation générale de la lutte des classes en France.

Des échos historiques

Des soldats pilleurs d'armureries, des manifestants incendiaires de sous-préfecture au chant de *L'Internationale* éveillent des échos historiques. La répression de la grève de Courrières en 1906 par Clemenceau, ce même Clemenceau qui "achètera" Marcellin Albert en 1907, vient de secouer le pays. Un peu partout en France, la classe ouvrière anesthésiée par la défaite de la Commune est en train de relever la tête et de s'organiser. 1906 est l'année de la Charte d'Amiens, qui précise les rapports d'indépendance partis-syndicats. La campagne pour les 8 heures prend un ton de plus en plus révolutionnaire. Dans son *Clemenceau*, J.-B. Duroselle constate qu'il y a *"diffusion, dissémination, vulgarisation de la grève"* en même temps qu'*"un affrontement de plus en plus dur"*. En 1907, agitation d'employés, le 8 mars grève à Nantes, grève de la chaussure (110 jours) à Fougères, de la

métallurgie à Grenoble. Le syndicat des instituteurs (horreur !) demande son adhésion à la CGT et, par voie d'affiche, passe outre à l'interdiction qui lui est faite. Son secrétaire, l'Héraultais Marius Nègre, de Caux, est arrêté. Les scandales parlementaires de la fin du XIX[e] siècle, l'affaire Dreyfus, les "inventaires" — pendant lesquels les catholiques organisent la résistance aux fonctionnaires chargés de faire l'inventaire des biens des églises, en application de la loi de séparation —, l'agitation sociale et la crise viticole montrent que la bourgeoisie a ses propres problèmes. Son ordre n'est peut être pas éternel. Rien n'est immuable. Quand l'harmonie sociale se maintient à coups de charges de cavalerie, comme à Villeneuve-Saint-Georges, où Clemenceau gagne son titre de *"premier flic de France"*, le bel équilibre républicain vacille. La CGT appelle Clemenceau *"le tueur"* ou *"la Bête rouge de France"*. En Russie, le tsar et Stolypine — son ministre chargé de la répression en 1906 — n'auront pas droit à des titres plus vengeurs.

1905 en Russie

On doit rapprocher la situation dans le Midi avec ce qui se passe sur le plan international. En Russie a éclaté, en 1905, une révolution où le premier soviet des ouvriers de Saint-Pétersbourg s'appelait en France le *"gouvernement prolétarien"*. Le vigneron de Florensac (Hérault) ignorait très certainement que, dans un pays lointain et froid, des paysans, comme lui, se révoltaient. Mais les mutins du 17[e] ne vivaient pas dans un monde isolé. Les liens existaient avec le reste du pays par la voie des journaux, des amis, des voisins, des parents partis à la ville, des Bourses du travail, de la vie politique en général. Il n'est donc pas tellement étonnant que des hommes, tels les caporaux que citent R. Pech et J. Maurin, se soient détachés de la masse et aient joué un rôle de meneurs, tel Fondecave, auquel à l'arrivée du 17[e] à Gap, avant le départ pour Gafsa, une jeune fille apporte un bouquet de fleurs rouges et qui, dans son témoignage, apparaît comme le type même du dirigeant révolutionnaire.

Les germes de 1917

1907 n'était pas 1905, il n'y a pas eu de Potemkine dans l'estuaire de l'Hérault. Mais c'était des *"événements d'une exceptionnelle gravité"*. Clemenceau l'a rapidement compris, qui, alliant diplomatie et vigueur, a conquis en 1907 quelques galons de plus au service de la république bourgeoise. Sans être une "répétition générale" de la révolution prolétarienne, 1907 contenait les germes de ce qui se passerait dans l'avenir en 1917 en Russie, un peu comme un texte littéraire, historique, iconographique contient, masqué, un sens gros d'expériences accumulées et transmis sous des formes contradictoires. 1907, c'est la révolution de 1789, les combats du XIX[e] siècle et ceux des temps à venir.

Jacques Faucher

DE L'INCOHÉRENCE
À L'ASSASSINAT !
- 30 MOIS DE MINISTÈRE
RADICAL -
PAR
ANDRÉ MORIZET
avec une préface de
MARCEL SEMBAT
une lettre de
MAURICE ALLARD
et des dessins de
H.P. GASSIER
A. DELANNOY
GRANDJOUAN
En vente à l'Humanité, 16, Rue du Croissant

1917 : La Courtine (Limousin) : mutineries et comités de soldats du corps expéditionnaire russe

L'auteur de l'article ci-après a oublié de le signer... S'il se fait connaître après réception de ce numéro, nous indiquerons son nom dans le n° 39 de la revue.
Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déjà publié sur ce sujet dans leur n° 6 un extrait de l'ouvrage de Rémi Adam, *Histoire des soldats russes en France (1915-1920) (les damnés de la guerre)*, ouvrage qui vient d'être réédité par les éditions Les Bons Caractères, et dont nous conseillons vivement la lecture.

L'extrait que nous avions publié portrait sur le sort des soldats russes envoyés en Algérie en décembre 1917-1918 (soit un bon tiers du corps expéditionnaire russe envoyé par Nicolas II comme chair à canon sur le front français) dans des centres de détention pour travailler au service des colons dans des conditions proches des camps de concentration. L'Etat met ainsi à disposition des intérêts privés des colons une main-d'œuvre quasi gratuite sanctionnée pour être dans sa grande majorité favorable à la révolution...

M. B. nous a fait parvenir à ce propos la note suivante :
« A propos de La Courtine et des Russes achetés au tsar en 1916, j'avais lu le livre de cet universitaire de Grenoble. Cantonnés dans la périphérie (aux Eygalades) de Marseille, loin de tout en pleine chaleur, ils avaient massacré à coups de pierres leur colonel, une brute qui leur interdisait de sortir boire un coup de bière sur la Canebière comme tous les autres soldats qui grouillaient à Marseille en attente d'embarquement pour Salonique ou arrivant comme eux de Mourmansk. Comme tu sais, c'est ce prétexte qui permit d'expulser Trotsky de France... Pour la Libre Pensée, je voulais en faire un exposé et un papier et, en famille, je m'étais rendu en vacances dans la Creuse, au camp de La Courtine. Il y a là une gare SNCF, terminus qui acheminait les soldats au plus grand camp d'exercices militaires de France : des hectares de vallons et forêts ; complètement désertée et envahie par la végétation, la gare est devenue une boucherie ; pas de monument, rien à la mémoire des Russes ; au cimetière, des tombes anonymes.
A l'hôtel ou nous étions descendus, le soir à table, je demande à la patronne si elle en a entendu parler. Oui, dit-elle, mais très peu. Elle me dit demander un renseignement là-dessus, qu'elle me donnera le matin au petit déjeuner.
Le matin, dans la salle du café-restaurant, elle me désigne deux hommes qui bavardent. Je leur expose mon problème comme professeur d'histoire-géo et membre de l'APHG. Figure-toi que le type était colonel à la retraite, donc en civil, chargé par sa hiérarchie de rédiger l'histoire des Russes à La Courtine avec toute la répression ! Il nous invite dans son bureau d'historien, mis à sa disposition par l'armée, infiniment heureux de tomber sur nous ! Il nous fait un exposé complet avec photos et documents à l'appui ! Puis, il nous invite à visiter le camp et nous accompagne au mess des officiers pour y déjeuner en me présentant comme un officier supérieur (oui ! oui ! moi qui ne suis que sergent des transmissions !) et en me permettant d'acheter au bar un exemplaire du centenaire de cette "affaire" réalisé par ses soins.
Comme tu le vois, il faut de la curiosité et du culot, et alors la chance te sourit ! »

"Envoyez-nous là d'où nous avons été chassés par la volonté de Nicolas le sanglant"

C'EST en lisant le numéro spécial de *La Vérité* pour le 90e anniversaire de la révolution d'Octobre, et plus particulièrement l'article de Jean-Jacques Marie intitulé *"Indépendance, front unique et internationalisme"*, ainsi que le document *"Les Thèses d'avril"*, que je me suis souvenu d'un fait s'étant passé en 1917, mais en France, étroitement lié à la révolution russe et, je crois, peu connu des militants.

Si des documents, livres et films sont relativement abondants sur les soulèvements et mutineries dans l'armée française lors de la Première Guerre mondiale, il n'en est pas de même concernant le soulèvement des soldats russes en France. Ces soldats, combattants dans les tranchées en Champagne composant deux brigades de 20 000 soldats, apprirent en mars 1917, sur le front et dans les hôpitaux, que le régime tsariste venait d'être balayé, qu'un soviet d'ouvriers et de paysans s'était constitué à Petrograd, ainsi qu'un gouvernement provisoire.

Vraisemblablement, ces soldats russes qui étaient livrés à la boucherie impérialiste ignoraient beaucoup de choses de ce qui se passait réellement dans leur pays. Il est à peu près certain qu'ils ignoraient tout de la lutte politique que Lénine, exilé en Suisse, engageait à ce moment-là à travers ses "lettres de loin" pour gagner l'indépendance politique du Parti bolchevique à l'égard de ce gouvernement provisoire. Il est probable qu'ils devaient ignorer également comment se poursuivait ce combat dans cette première phase de la révolution à travers ce qui fut appelé les Thèses d'avril comme également les appels à la fraternisation, et en particulier l'*"Appel aux soldats de tous les pays belligérants"*.

Et pourtant, ces milliers de soldats russes, ignorant tout cela, se réunirent en comités, formèrent en France leurs soviets, appelèrent à désobéir, à ne plus monter au front et à refuser de combattre, éliront leurs délégués pour négocier avec le gouvernement provisoire leur renvoi en Russie et participer à la révolution, comme ils le diront dans un de leurs tracts reproduit intégralement en annexe.

« Envoyez nous là d'où nous avons été chassés par la volonté de Nicolas le sanglant. Là-bas, en Russie, nous saurons être et nous serons du côté de la liberté, du côté du peuple laborieux et orphelin. Là, c'est avec la plus grande des joies que nous livrerons notre vie pour le grand et libre peuple russe. En plus de tout ce que nous avons dit, nous avons résolu de ne pas aller à l'exercice ici, en France. Qu'on appelle ce pas illégal, criminel, nous n'avons pas d'autres moyens de nous faire entendre. Nous connaissons le prix de toutes ces promesses ; nous savons que sans pression,

elles resteront mortes et non raisonnantes."

Les faits

En décembre 1915, Paul Doumer, le futur président de la République, est en mission parlementaire à Petrograd. Il est parti de Paris avec un projet soumis par l'état-major et dont Joffre est l'instigateur. La crise des effectifs le préoccupe et, en cas d'attaque allemande, il lui faudrait faire appel à la classe 1916.

En revanche, la Russie, faute de matériel, ne peut utiliser qu'une partie de ses troupes. Doumer demande au tsar Nicolas II des effectifs qui pourraient aller jusqu'à quarante mille hommes par mois, formés en unités, dont l'armement et l'équipement seraient assurés par la France.

Pour sceller ce projet d'accord, conclu le 15 décembre, Doumer prévient Albert Thomas, le secrétaire d'Etat socialiste à l'Armement, qu'il a consenti d'ajouter *"cent cinquante mille fusils modèle 1874 à la livraison des trois cent mille déjà négociés"*.

En fait, Doumer n'obtient réellement des Russes que l'envoi d'une première brigade de dix mille hommes *"à titre expérimental"*. Une deuxième brigade suivra, ainsi que deux autres encore destinées à Salonique.

Un voyage invraisemblable est organisé pour dix mille soldats. La mer Blanche prise par les glaces, la seule issue passe par l'est. La 1re brigade embarque à Moscou et à Samara dans le Transsibérien.

Une première étape en train longue de 9 000 kilomètres jusqu'aux frontières de la Mandchourie. Les trains japonais prennent alors le relais pour acheminer la 1re brigade jusqu'à Lu-Ta, port chinois.

Suivent des escales bigarrées pour ces milliers d'hommes embarqués sur des paquebots français réquisitionnés : Saigon, Singapour, Colombo, puis Djibouti, le canal de Suez et la Méditerranée.

Henri Barbusse, écrivain, publie en 1928 *Faits divers*, recueil de nouvelles dont *"Ceux qu'on n'a pas domptés"*, consacrée aux mutins de La Courtine.

Le 20 avril, les deux premiers bateaux accostent à Marseille. *L'Himalaya, Le Latouche-Tréville*, dont une nuée de vareuses a envahi les ponts, sont acclamés par la foule massée sur les quais.

Le 20 avril, Joffre accueille ces soldats *"choisis parmi les plus braves et commandés par les officiers les plus réputés"*.

Les Russes avaient recruté en priorité des soldats alphabétisés. Nicolas II avait même été jusqu'à souhaiter qu'ils soient blonds ou châtains avec les yeux bleus ou gris. Dans la 1re brigade qui débarque en France, on trouve des ouvriers moscovites lettrés, mais qui n'ont jamais combattu. La 2e brigade, qui arrive quelques semaines plus tard, est composée, elle, de costauds paysans descendus des contreforts de l'Oural. Ils ont déjà combattu, mais n'ont pas la culture de leurs prédécesseurs.

Armés du fusil lebel qu'on leur remet à leur arrivée, équipés d'un casque de poilu orné pour l'occasion de l'aigle à deux têtes, formés en quelques semaines au camp de Mailly, les vingt mille soldats du corps expéditionnaire ont leurs premiers contacts avec l'"ennemi" au début de l'automne 1916.

Joffre, qui attendait beaucoup plus d'un renfort russe, constate alors amèrement : *"Réduit à ces proportions, il ne présentait plus un intérêt majeur comme solution à la crise des effectifs du front français."*

Les événements incroyables qui viennent de se dérouler en Russie

En vue de l'offensive du printemps 1917, les brigades s'entraînent pour enlever les positions les plus périlleuses. C'est là que parviennent les premières rumeurs sur les événements incroyables qui viennent de se dérouler en Russie : le tsar a abdiqué, un gouvernement provisoire est en place, la Russie est une république. D'abord occultée par les officiers, la nouvelle devient officielle le 12 avril 1917, quand les troupes prêtent serment au nouveau pouvoir.

Quatre jours plus tard, c'est le jour J de l'offensive Nivelle. Le 16 avril, la 2e brigade est clouée sur place près de Reims. A Courcy, sur les bords du canal de la Marne, la 1re brigade passe, mais c'est l'hécatombe. Sur les vingt mille Russes engagés dans l'offensive, il y a quatre mille tués et blessés. Les Français comptent deux cent cinquante mille morts et les mutineries ne tardent pas à éclater dans leurs rangs. Une "indiscipline" qui n'épargne pas le corps expéditionnaire russe.

Après cette hécatombe, les rescapés sont envoyés au repos dans les Vosges et en Haute-Marne. C'est là que certains prennent conscience que tout a basculé dans leur pays. Dans les hôpitaux qui reçoivent des blessés russes, les premiers comités et soviets de soldats sont formés sous l'impulsion de civils russes qui hésitent encore à rentrer au pays.

Des drapeaux rouges fleurissent

Le 1er mai, à Neufchâteau, dans les Vosges, le général commandant les troupes russes en France préside une revue de ses troupes quand, derrière lui, fleurissent des drapeaux rouges, des calicots improvisés ; sur l'un d'eux, un seul mot : *"Liberté."*

Le ministère de l'Intérieur s'inquiète alors sérieusement de l'éventuelle influence de cette effervescence sur les troupes françaises. L'état-major, en première analyse, attribue les causes des mutineries françaises aux événements de février à Petrograd. Dès lors, il devient urgent d'envoyer ces deux brigades russes, qui s'émancipent, en *"un lieu éloigné du front, des populations et des exilés politiques russes de Paris"*. Quelques jours plus tard, conformément aux décisions du soviet de Petrograd, une première réunion des comités de soldats de la 1re brigade est organisée. C'est dans la salle du conseil municipal de la mairie de Bourmont (Haute-Marne) qu'à parité et à égalité les hommes siègent avec leurs officiers.

Dans les premiers jours de juin, des prisonniers allemands qui se trouvent au camp de La Courtine, en Creuse, quittent les lieux. Pour accueillir les soldats russes dans ce camp perdu sur le plateau de Millevaches, *"toutes mesures de méfiance ou de coercition préventive sont à éviter soigneusement"*.

Foch lui-même invite ainsi le général commandant la région militaire de Limoges à faire preuve de psychologie envers des troupes alliées *"dont l'état moral exige la plus sérieuse attention"*. Pour l'état-major, La Courtine n'est alors qu'une étape avant le renvoi de ces troupes en Russie. *"Un indispensable retour au pays, dont les hommes disent avoir la nostalgie"*, signale le général de Castelnau (commandant le groupe des armées de l'Est).

Fin juin, la 1re brigade arrive en train à La Courtine.

Le comité de soldats de la 1re compagnie, l'un des rares à ne subir l'influence d'aucun officier, prend aussitôt l'initiative de faire connaître au monde sa situation (voir annexes).

Quand, à son tour, la 2e brigade s'installe au camp, un grand meeting est organisé dans la nuit du 5 au 6 juillet. La 1re brigade veut rallier à sa cause les nouveaux arrivants. Le comité de soldats met aux voix la demande de retour en Russie : *"Là-bas, nous saurons être du côté de la liberté, du côté du peuple laborieux et orphelin. Pour cela, la seule ressource, c'est de s'unifier et catégoriquement refuser d'aller sur le front français."*

Dans les rangs de la 2e brigade, c'est l'hésitation, mais les officiers réussissent in extremis à reprendre en main leurs "moujiks". Le loyalisme de la 2e brigade est précaire. Le 8 juillet, au lendemain du meeting des deux brigades, le général commandant le corps expéditionnaire décide de déserter le camp avec l'ensemble des officiers des deux brigades.

Ils sont suivis par six mille hommes et partent s'installer à une vingtaine de kilomètres au nord de La Courtine, près de Felletin et Aubusson.

Dix mille rebelles

Le 9 juillet, l'enceinte militaire se retrouve ainsi occupée par dix mille "re-

belles" avec armes et bagages, sans autres chefs que ceux qu'ils se choisissent.

Baltais, le premier président du soviet de La Courtine, organise une résistance passive depuis le camp. Cela donne lieu à des semaines de palabres : il discute avec un émissaire de Kerenski venu sur place, il répète la volonté de ses hommes de rentrer en Russie, il monte à Paris, il négocie. A son retour à La Courtine, jugé trop tendre, il est supplanté à la tête du soviet par un Ukrainien du nom de Globa. Pendant ce temps-là, nous sommes en juillet, les hommes du camp aident à faire les foins dans la campagne limousine environnante...

Mais début août, pour mettre fin à ces va-et-vient et au voisinage bon enfant avec la population, trois mille soldats français de la classe 1917 encerclent le camp à bonne distance. Dans le même temps, les six mille hommes de la 2e brigade, surnommés les "felletinois", sont transférés dans un camp en Gironde. Jugés de moins en moins aptes à ramener leurs camarades à la raison, un tiers d'entre eux seulement reviendra à La Courtine début septembre pour un face-à-face fratricide.

L'état-major français et le gouvernement réitèrent depuis des semaines leur volonté de ne pas s'immiscer dans "l'état intérieur" des troupes russes. Pourtant, il est quand même décidé dans les derniers jours d'août d'obtempérer pacifiquement aux appels désespérés du commandement russe. L'intendance française, qui livre depuis deux mois plus de dix mille rations par jour, réduit considérablement son approvisionnement au camp. Cette réduction sonnera comme un signal pour les "rebelles".

Très vite, le dispositif est parachevé quand le hasard veut qu'un détachement de trois mille Russes "ultra-loyalistes" soit de passage en France. Aussitôt, certains apprennent les rudiments du canon de 75, que l'armée française met à la disposition de cette troupe providentielle. Le 12 septembre, la population civile de La Courtine est évacuée. Le 14, le général commandant le corps expéditionnaire donne quarante-huit heures aux rebelles pour se rendre. Le 16 septembre, à 10 heures, fin de l'ultimatum. Personne n'a quitté le camp.

Les premiers obus s'abattent sur le camp

Globa, le président du soviet, donne l'ordre aux musiciens de jouer *La Marseillaise* et la *Marche funèbre* de Chopin. Au même moment, les premiers obus s'abattent sur le camp. Les musiciens sont les premières victimes, alors que, incrédules jusqu'à la dernière minute, les dix mille assiégés du camp paniquent et courent se réfugier dans les casernes. Cette canonnade dissuasive épargne les bâtiments du camp, inauguré en 1905, évite de causer de trop gros dégâts matériels. Les tirs d'obus hachent chaque heure de ce 16 septembre. La nuit suivante est entrecoupée de quelques tirs de mitrailleuses tenues par les plus courageux des rebelles.

Le 17 au matin, les canons de 75 se remettent en batterie et les redditions, d'abord éparses, se multiplient tout au long de la journée jusqu'à ce que les plus déterminés des assiégés se retrouvent une centaine à la nuit tombée. Ces derniers se battront toute la journée du 18, bâtiment par bâtiment.

Pendant ce temps, les soldats français, restés jusque-là en observateurs, parquent dans les champs alentour les huit mille cinq cents hommes qui se sont soumis. Le 19 septembre à 9 heures, l'opération est terminée. Globa est arrêté.

Le bilan officiel fait état de neuf morts chez les mutins. Divers autres décomptes permettent de dire que plus d'une centaine d'hommes furent tués ou blessés. Quatre-vingt-un "meneurs" sont incarcérés aussitôt à l'île d'Aix dans l'attente d'un jugement du tribunal militaire russe, qui ne viendra jamais.

En novembre 1917, Clemenceau, nouveau président du Conseil, ne dispose plus d'interlocuteurs en Russie, et le sort du corps expéditionnaire n'est pas la première préoccupation du nouveau pouvoir soviétique. Il propose alors à l'ensemble des troupes russes en France le travail volontaire dans l'Hexagone ou le travail "obligé" en Afrique du Nord, dans les "bat' d'Af" de Mers el-Kébir ou Biribi...

Une majorité accepte la première solution.

Enfin, jusqu'à l'armistice, une poignée d'officiers et de soldats obtient pour l'honneur qu'une légion russe poursuive la guerre. Le jeune Malinovski y apprendra son métier de soldat avant de devenir en 1945 maréchal, puis ministre de la Défense sous Khrouchtchev et Brejnev.

Eparpillés partout en France, ces soldats deviennent ouvriers agricoles, bûcherons, mineurs, et c'est en 1919 et 1920 que la plupart des autres anciens soldats sont échangés contre des Français retenus en Russie soviétique.

Annexes

Appel du comité des soldats russes du 1er régiment

L'ASSEMBLÉE générale des soldats de la 1re brigade russe avec le concours de plus de 5 000 hommes, qui a eu lieu dans la nuit du 22 juin (date russe) 1917, a décidé de faire connaître à tout le monde la note suivante.

Dès notre arrivée en France il y a un an et demi, des bruits couraient que nous avions été achetés pour des munitions. Ces bruits se multipliaient de plus en plus, et enfin on considérait le soldat russe pas comme un homme, mais comme un objet. Les blessés, les malades, on les traitait d'une manière révoltante, et, de plus, on leur appliquait une discipline de prison. Cela ne peut pas être autrement : le malade, le blessé, cet homme incapable pour le service, en d'autres termes un objet inutile. Donc, avec un objet inutile, il ne faut pas, et ce n'est pas reçu de faire des façons.

Nous, soldats bien portants, pour le moment nous sommes objets utiles ayant leur prix qu'on appelle la capacité pour le combat. Mais au premier combat, une partie de nous perdra ce prix, on les blessera et cette partie, donc, suivra le sort déplorable des objets inutiles jetés dans les hôpitaux. Chacun de nous attend ici une telle possibilité, mais chacun de nous veut l'éviter. La seule ressource pour cela, c'est de s'unifier et catégoriquement refuser d'aller sur le front français. Et nous, nous sommes décidés à cela.

Aucune assurance des chefs, des nôtres et ceux des Français, ne nous forcera de renoncer à cette décision. Pendant plus de 2 mois, on nous répète que la situation des blessés s'est améliorée, et, pourtant, on ne voit pas de résultat. Au contraire, dans les dizaines de lettres que nous recevons chaque jour des hôpitaux, on n'entend qu'une lamentation continue de la situation sans issue. Des blessés qui rentrent approuvent unanimement cela. Là, notre situation avant le coup d'Etat était pénible, c'est qu'après lui, elle s'est encore empirée. Le laborieux peuple russe témoigne une grande pression au profit de la paix. Mais cela n'est pas du goût de la France bourgeoise ; sachez que pour elle, la guerre est avantageuse, elle lui apporte des intérêts. Voilà pourquoi la majorité des Français se trouvant sous l'influence de sa bourgeoisie se montre pour nous au plus haut degré méfiante, nous insulte et nous humilie.

Enfin, irrésistiblement, nous sommes attirés vers la Russie, l'amour du pays natal, vers les parents et vers ceux qui nous sont chers. Que nous puissions encore une fois embrasser notre femme, caresser nos enfants, voir les chers visages de nos parents avant la mort. Voilà de quoi sont altérés nos cœurs. Le dur militarisme n'a pas étouffé ces sentiments. Non, ces sentiments s'enflamment de plus en plus, et rien qui ne nous donne satisfaction ; alors, nous ferons voir notre force pour poursuivre le combat.

Donc, encore une fois, nous prions, nous exigeons et nous insistons qu'on nous renvoie en Russie.

Envoyez nous là d'où nous avons été chassés par la volonté de Nicolas le sanglant. Là-bas, en Russie, nous saurons être et nous serons du côté de la liberté, du côté du peuple laborieux et orphelin. Là, c'est avec la plus grande des joies

que nous livrerons notre vie pour le grand et libre peuple russe. Sauf tout ce que nous avons dit, nous avons résolu de ne pas aller à l'exercice ici, en France. Qu'on appelle ce pas illégal, criminel, nous n'avons pas d'autres moyens de nous faire entendre. Nous connaissons le prix de toutes ces promesses, nous savons que sans pression elles resteront mortes et non raisonnantes.

Trois tracts du soviet russe de La Courtine

Citoyens soldats !

Nous n'avons pas encore oublié. Nos cœurs battent encore à chaque minute. Personne ne peut oublier comme nous avons été entourés et battus à La Courtine.

Nous n'avons plus qu'une seule pensée : en Russie, en Russie ! Envoyez-nous tous en Russie le plus tôt possible. Ils nous ont accablés de leurs feux et laissés sans pain afin de ne pas nous envoyer en Russie. Ils ont retiré toute force à notre comité et veulent nous courber sous un joug de fer.

Ils ont envoyé nos camarades innocents dans des endroits inconnus, et maintenant un certain nombre de nos camarades commencent à oublier. Est-il possible que nous soyons aussi faibles au point d'aller travailler en échange d'un salaire ? Ainsi, peu leur importe la perte de leurs frères. Songez, camarades, que par ce travail, nous vendrons nos frères. Ne vous abaissez pas pour un salaire qui serait la perte des nôtres. Notre liberté est bien plus chère que tous leurs sous de cuivre. Si nous revenions en Russie après ce travail volontaire, nos frères nous demanderaient en nous regardant dans les yeux : *"Qu'as-tu fait ? Tu as travaillé pour les Français et accepté leur salaire, et tiré les derniers sous de ta famille."*

Camarades, nous vous demandons de ne pas aller au travail volontaire. A ceux qui ont signé, je donne ce conseil : refusez !

En Russie, en Russie !

Camarades !

Beaucoup d'entre vous ont fait preuve d'une insigne faiblesse en commençant à se soumettre à cette bourgeoisie. Ils veulent la sauver de sa perte.

Camarades !

Il ne faut pas consentir à exécuter des travaux particuliers. Ceux qui se sont fait inscrire vont à leur perte, ainsi que leurs camarades qui souffrent sans raison. Et si leur nombre est assez fort, leurs camarades devront souffrir également.

Camarades qui avez signé, je vous demande de réfléchir à ce qui vous attend.

Refusez !

Camarades !

Refusez catégoriquement tout travail particulier et également d'aller au front. On nous trompe en nous disant qu'il n'y a pas de vaisseaux. Ce sont des mensonges ! Ils ne veulent pas nous renvoyer en Russie au secours de nos pères et de nos frères !

Le commandement s'efforce de nous employer de diverses manières et même de nous envoyer au front pour défendre la bourgeoisie française.

Camarades ! Sachez que l'heure est proche de notre retour tant attendu en Russie.

Tous en Russie ! Hourrah ! A bas les tyrans !

Lettre sur la situation au camp de La Courtine après la répression des 17, 18 et 19 septembre

La Courtine, le 28 septembre 1917

Le commissaire spécial de police de La Courtine

à Monsieur le Sous-Préfet à Aubusson

1. Il y a actuellement au camp de La Courtine 7 500 soldats russes répartis en 20 compagnies.

2. Sans être considérés tout à fait comme prisonniers, ces troupes ne jouissent pour l'instant d'aucune liberté.

3. A part quelques corvées de nettoyage du camp, de chargements de wagons et autres, ils restent inoccupés.

4. Le camp est consigné toute la journée. Il n'y a guère que quelques hommes qui ont le droit de sortir, tels qu'infirmiers, employés à l'intendance, boulangers, ordonnances, etc. Ces hommes, du reste, ne font pas partie des mutins.

5. Jusqu'à présent, la consigne leur interdisant toute sortie du camp est rigoureusement observée et aucun d'entre eux ne cherche à la forcer.

6. Les comités n'existent plus, du moins officiellement. Dès leur retour au camp et après leur affectation dans les compagnies, tous les gradés ont été cassés et ce sont les commandants de compagnie qui en ont nommés d'autres parmi les éléments plus calmes.

7. Une compagnie sur deux est commandée par un officier français connaissant le russe. Les autres ont été confiées à des officiers russes. Les bataillons sont commandés par des Russes. Le chef de corps est le colonel Kotowich, venu récemment de Russie à cet effet, il aura des adjoints de tous grades.

8. Il n'y a que des sous-officiers interprètes employés à divers services. Ils n'ont guère le temps ni le loisir de surveiller l'état d'esprit existant.

9. Une nouvelle mutinerie n'est pas à craindre, du moins pour quelque temps. Si une effervescence se produisait dans les esprits, le commandement en serait prévenu par des éléments redevenus fidèles ou qui, plus modérés, ne désirent pas voir se reproduire les mesures de répression passées.

10. Aucune lettre ne leur est déposée depuis longtemps déjà. Je ne sais si, lorsqu'il sera décidé de leur remettre leur correspondance, des mesures seront prises pour la contrôler.

11. Ils sont gardés par des Français, 1 000 hommes environ, des 57e, 165e d'infanterie, 16e et 9e chasseurs à pied, un peloton de chasseurs à cheval. Ces troupes sont disposées en petits postes tout le tour et même à l'intérieur du camp.

12. En ce qui concerne l'état d'esprit des troupes russes, il serait difficile d'apprécier exactement leurs idées et leurs desseins. Il est un fait certain, c'est que ces gens n'ont pu changer d'opinion du jour au lendemain et que les mesures prises contre eux les ont plus tôt exaspérés. Le cours ultérieur de leurs actes dépendra surtout des événements de Russie et de la façon dont leurs officiers sauront s'y prendre. Une discipline de fer s'impose, mais impossible de pouvoir affirmer que leurs officiers auront le caractère pour cela, ils recommencent à nouer.

L'état d'esprit des troupes françaises est bon. Quant à la population civile, l'esprit est bon également, néanmoins on voudrait franchement voir partir les Russes, on les redoute à cause du grand nombre qu'ils sont, du mécontentement qu'ils éprouvent des restrictions qui leur sont imposées. Et on craint que les troupes françaises soient trop peu nombreuses pour les contenir s'il se produisait une nouvelle mutinerie, c'est peut-être une crainte mal placée.

En résumé, j'estime que les mesures prises sont énergiques, que, bien appliquées comme on le fait, elles finiront par être efficaces et que les mutins se rendront à la raison dans l'espoir d'avoir plus de liberté.

Ci-joint une copie de la consigne concernant le camp de La Courtine.

Le commissaire spécial

E. Junod : la grève générale de 1918 en Suisse

Les nos 36 et 37 des *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié des études de Fabien Jeannier sur la situation en Écosse à la fin et au lendemain de la guerre de 1914-1918, une étude de Roland Corominas sur les bouleversements révolutionnaires qui secouent l'Espagne à la fin et au lendemain de la guerre, et sur les raisons de leur insuccès final, puis une étude de Frank La Brasca sur la situation en Italie en 1917.

Ce numéro poursuit le tour d'horizon de la situation en Europe à la fin de la guerre en publiant une étude d'Ernst Junod sur la grève générale qui ébranle la Suisse de fond en comble en 1918 et sur les suites politiques de cette grève générale rarement évoquée dans les divers ouvrages historiques. L'ampleur de la grève générale, l'impossibilité dans laquelle se sont trouvés les dirigeants socialistes et syndicaux de l'empêcher en disent long sur la réalité de la situation révolutionnaire dans toute l'Europe.

Les prochains numéros des *Cahiers du mouvement ouvrier* prolongeront ce tour d'horizon européen en évoquant la situation en Allemagne, en Hongrie et en Slovaquie. Rappelons que les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont publié une étude de Georges Scheuer sur la révolution en Autriche en 1918-1919 dans leur n° 22 et une étude de Maurice Carrez sur la révolution finlandaise dans leur n° 23.

"Le formidable élan du prolétariat suisse"

La montée révolutionnaire du prolétariat

Tout au long de la première décennie de ce siècle et à la suite de plusieurs grèves générales locales, celles de Genève (1902), du canton de Vaud (1902), et celle de Zurich en 1912, il devient évident pour les travailleurs qu'il faut aller plus loin contre les lock-out, l'organisation patronale et les interventions de l'armée. Le mouvement des masses cherche des perspectives à sa lutte, perspectives que les appareils social-démocrate et syndical s'efforcent de masquer en se prononçant contre le principe de la grève générale, qui posera immanquablement le problème du gouvernement.

C'est à travers les Unions ouvrières locales, avec la force que leur confère l'unité, que les travailleurs vont essayer de surmonter les obstacles dressés par les appareils. En 1909, à Zurich, l'assemblée de délégués de l'Union ouvrière prend position à l'unanimité, malgré l'opposition de la direction et du secrétaire "ouvrier" Greulich, pour la grève générale. En 1912, c'est cette même Union qui déclenche la grève générale zurichoise décidée par 6 567 voix contre 812, et contre la volonté des dirigeants. Exemples, entre autres, qui montrent le mouvement de maturation du prolétariat. Ce mouvement va en s'agrandissant, en liant, d'une part, la lutte contre la vie chère, l'augmentation de la journée de travail, la baisse de salaires, la scandaleuse hausse des loyers, avec, d'autre part, la lutte politique au sein du Parti socialiste et des syndicats contre les dirigeants opportunistes. La guerre sera sans aucun doute le catalyseur de ces tendances, et le vote des directions en 1914 des pleins pouvoirs et de la "défense nationale" n'a d'autre signification que la soumission du mouvement de la classe à la bourgeoisie. C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier l'activité de la gauche du PS suisse : son action, sa puissance et ses limitations. Se ralliant aux mots d'ordre de Zimmerwald, cette avant-garde va se nourrir de l'activité des masses chaque fois plus nombreuses contre la bourgeoisie et son gouvernement, responsables de l'aggravation inhabituelle des conditions de vie et des atteintes aux libertés démocratiques. En 1915, lors du congrès d'Aarau, la gauche obtient la reconnaissance du principe de la lutte révolutionnaire de masse contre la guerre : autrement dit, la lutte contre l'Etat bourgeois. C'est une victoire qui s'accompagne du départ des éléments les plus réactionnaires du PS suisse, les grutliens.

En manœuvrant, les directions tentent d'escamoter la question de la "défense nationale" au congrès qui devait avoir lieu en février 1917, et le congrès est remis à une date indéfinie. Ce sera grâce au lancement d'un référendum à l'intérieur du parti, qui aboutit, que la gauche du PS suisse pourra déjouer ces manœuvres. Le congrès aura enfin lieu à La Chaux-de-

Fonds la même année. Les délégués du parti refusent de voter les crédits militaires par 222 voix contre 77. C'est la rupture de l'union sacrée : *"Pas un sou, pas un homme à ce gouvernement."* En refusant la défense nationale, malgré les obstacles dressés par les directions opportunistes, le mouvement de la classe montre le véritable ennemi : l'Etat de classe, l'Etat bourgeois.

La crise de la bourgeoisie

Comme dans toutes les puissances impérialistes, la guerre met fin aux illusions sur la "démocratie" des institutions bourgeoises. L'électorat ouvrier et petit-bourgeois déserte les partis de la bourgeoisie pour aller soutenir et rejoindre les organisations du mouvement ouvrier. Quelques chiffres montrent l'ampleur de ce phénomène, qui annonce le début classique de la révolution sociale. En 1914, l'Union syndicale suisse (USS) comptait 89 000 membres. Après avoir perdu environ un tiers de ses effectifs, ce qui est la conséquence de la capitulation des appareils devant la bourgeoisie lors du vote des pleins pouvoirs et des crédits militaires, l'USS atteint vers la fin 1917 le nombre de 160 000 adhérents ! Le point culminant de cette ascension se situe en 1920 avec environ 225 000 membres. En ce qui concerne le PS suisse, le processus est sensiblement le même : avec 33 200 membres en 1914, après avoir enregistré des pertes considérables pendant les années de guerre, il atteint presque 40 000 membres en 1917 et il atteindra environ 54 000 en 1920.

Les résultats électoraux confirment cette tendance et soulignent aussi la crise du Parti radical. A travers ce miroir déformant que sont les élections et malgré le système du scrutin majoritaire, qui instituait l'hégémonie des radicaux, les élections au Conseil national de 1917 marquent le degré de dislocation atteint par le "grand vieux parti". Sur 187 sièges, le Parti radical en perd 87, la poussée de la gauche reflète bien la crise économique, qui, désormais, se double d'une grave crise politique. Des tensions entre les différentes fractions de la bourgeoisie éclatent, en 1917 apparaissent à Zurich les premières formations du Parti agrarien. La démission du conseiller fédéral Hoffmann met aussi en évidence, indépendamment des circonstances de "l'affaire Hoffmann" (1), les divergences existantes au sein de la classe dominante et qui s'expriment au travers de la caste militaire et du Conseil fédéral. La rupture de l'union sacrée par les socialistes va accélérer la crise politique en mettant à nu les rapports de domination de la bourgeoisie, sa faiblesse constitutionnelle face aux changements politiques. La démission d'Hoffmann, l'éclatement du Parti radical aux élections de 1917, les pressions énormes des militaires sur le Conseil fédéral ne sont que les manifestations les plus évidentes de la crise que traverse la bourgeoisie et ses institutions.

Contrairement à ceux qui croient voir dans les ripostes sanglantes de l'armée aux manifestations de rue (affrontement sanglant de La Chaux-de-Fonds fin 1916, émeute de Zurich fin 1917, où l'armée fait 4 morts et 28 blessés) une preuve de la force et de la détermination de la bourgeoisie, nous voyons dans ces exactions justement le désarroi et la paralysie du gouvernement. Le Parlement "militarisé", n'ayant plus désormais le soutien de la social-démocratie, est incapable de jouer pleinement son rôle d'amortisseur et de résorber les contradictions qu'ouvre la crise sociale.

Avant la grève générale de 1918

Pendant la période d'union sacrée, la caution des socialistes aux pleins pouvoirs et aux crédits militaires permet de faire croire aux masses que le Parlement est

(1) Le conseiller fédéral, chef du département politique, le radical Arthur Hoffmann, avait tenté par l'intermédiaire de Grimm de faire conclure une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie. La manœuvre découverte, c'est le "scandale", Hoffmann est contraint de démissionner. Il est pour le moins significatif que l'affaire n'ait pas été étouffée comme le fut celle des colonels accusés de renseigner les puissances centrales en 1916, et qui furent tous les deux couverts par l'état-major et par le Conseil fédéral.

toujours utilisable par elles, alors que tout le pouvoir est concentré entre les mains du Conseil fédéral. La guerre, la dégradation des conditions de vie des masses mettent en évidence le rôle parasitaire des chambres. La crise s'accentuant par l'activité des masses, le PS suisse se voit contraint de retirer son soutien à la bourgeoisie, ouvrant ainsi la crise au niveau des institutions. Que le processus entamé lors de la grève générale de 1918 n'ait pas abouti n'enlève rien à l'ampleur de cette crise, qui ne put être résolue que par les efforts conscients des appareils en faveur de la bourgeoisie pour le maintien de la propriété privée et de l'appareil d'Etat. Le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie permettra de dévoyer le formidable élan du prolétariat suisse, mais encore fera avorter l'éclosion d'un parti révolutionnaire, condition nécessaire pour le triomphe de tout processus de révolution.

En octobre 1917 éclate la révolution russe, soulevant d'immenses espoirs dans le prolétariat mondial, dont le suisse ne constitue pas l'exception. L'exemple d'Octobre était présent dans tous les esprits, pour les plus conscients, pour la gauche du PS suisse, la guerre impérialiste allait se transformer en guerre révolutionnaire. Les débats autour de la dictature du prolétariat qui se développent au sein du parti et dans les syndicats reflètent le fait que le prolétariat national — le prolétariat suisse — intègre toujours dans sa lutte les expériences les plus achevées du mouvement ouvrier international. L'écho de la révolution russe est si grand dans la classe et dans le Parti socialiste que, une année après Octobre, le comité directeur du PS suisse appelle publiquement à manifester pour fêter l'anniversaire de la révolution.

L'activité de la classe s'accélère : en 1917, il y aura 2 584 conflits de travail ; au cours de l'année 1918, les grèves se multiplient encore. Le 30 janvier 1918, l'Union ouvrière de Zurich, s'appuyant sur la vague de mécontentement des travailleurs, adresse au Conseil fédéral une résolution demandant la suppression des pleins pouvoirs et la satisfaction de leurs revendications. Cette résolution menace de déclencher une grève générale si aucune réponse satisfaisante n'est donnée dans les 24 heures. Le gouvernement répond en mobilisant près de 6 000 soldats. A cette occasion, le PS suisse et l'USS se prononcent contre l'initiative de l'Union ouvrière de Zurich. En février 1918, se crée à Olten une commission de coordination qui regroupe les secrétaires des principales fédérations syndicales et des représentants du PS suisse sous le nom de Comité d'action d'Olten (CAO). En juillet 1918, se tient malgré la résistance de l'USS le congrès ouvrier de Bâle, qui se prononce clairement pour la grève générale si le Conseil fédéral n'accepte pas ses revendications. Mais le gouvernement est tétanisé. A cette occasion, Charles Naine, le centriste qui passera définitivement à la droite du PS suisse, écrit dans la *Sentinelle* (5 août 1918) ce cri d'alarme, qui s'adresse davantage à la bourgeoisie qu'aux travailleurs :

"On dirait que notre gouvernement fait exprès pour provoquer les troubles. Ce n'est donc pas suffisamment significatif que les émeutes secouent un peu partout les centres industriels. Il faut encore jeter de l'huile sur le feu. Le Conseil fédéral accuse les socialistes de le faire. Nous lui retournons la balle. Les émeutes éclatent non pas parce que la foule a le droit de manifester, mais bien parce qu'elle souffre des abus. En supprimant le droit de manifester, on ajoute un nouvel abus aux autres, voilà tout. Un gouvernement moins nerveux que le nôtre s'en rendrait peut être compte, et surtout un gouvernement moins habitué à la dictature. Il achemine petit à petit la classe ouvrière à la grève générale et aux complications qui peuvent en résulter. A chaque gaffe nouvelle, le vase est plus près de déborder. Le congrès ouvrier de Bâle nous montre qu'il ne suffit plus que de quelques gouttes. Nous serions bien étonnés que nos autorités aient la sagesse de ne pas les verser."

En attendant, alors que la pénurie de denrées, les augmentations de prix successives sont le résultat des pleins pouvoirs, de la militarisation du ravitaillement, le CAO engage les discussions avec le Conseil fédéral, engageant ainsi le mouvement dans l'impasse.

Pour désamorcer le mécontentement des masses et justifier son refus de lancer le mot d'ordre de grève générale, l'appareil fait miroiter les "concessions" du gou-

vernement, mais rien n'est réglé pour autant.

Pour sa part, la bourgeoisie est très consciente de l'enjeu de la situation, elle sait que, au cas où le mouvement des masses échapperait au contrôle des appareils, ce serait l'affrontement direct entre les deux classes. Le très réactionnaire conseiller fédéral Schulthess déclare en privé à l'époque : *"Mais vous ne savez pas comme la situation est grave. La révolution menace !"* (cité par C. Frey dans *La Grève générale de 1918*, Editions générales, Genève, 1968).

La bourgeoisie sait qu'elle ne peut pas faire jouer à son Parlement le rôle de tampon, elle craint le débordement des masses tout en sachant que les appareils feront tout leur possible pour boucher toute perspective révolutionnaire. C'est pourquoi elle se prépare à l'affrontement. Les mesures : la formation par le Conseil fédéral d'une "commission de la grève générale", la rédaction par le général Wille d'un mémorial sur les mesures militaires à prendre en cas de grève générale, la levée en masse de troupes, etc.

Ces mesures sont aujourd'hui présentées à la jeunesse et aux travailleurs par les appareils et sous la plume d'un Frey dans l'ouvrage mentionné comme étant grotesques et hors de toute proportion. Ils essaient par là de minimiser l'importance et l'enjeu révolutionnaire des années 1917-1921.

La grève générale de 1918

"Les conditions intenables où se trouvaient les ouvriers par suite de la cherté de la vie les obligèrent à engager la lutte sans demander l'avis des centrales. Les organisations syndicales furent obligées de prendre la direction du mouvement. Les ouvriers suisses comprirent très vite qu'ils ne pourraient améliorer leur situation matérielle qu'en transgressant les statuts de leurs syndicats et engagèrent la lutte, non pas sous la direction de la vieille confédération, mais sous une direction élue et choisie par eux. Un congrès ouvrier fut organisé, où se forma un conseil ouvrier dans lequel, cependant, à la différence des soviets russes au début de la révolution, il n'existait pas de tendance révolutionnaire. Le comité ouvrier dut assumer la direction. Le congrès ouvrier se tint malgré la résistance de la direction des syndicats et bientôt fut contraint d'utiliser une grève de masse comme méthode de lutte. Les préparatifs du combat furent entrepris et, contre la volonté du comité exécutif de ce congrès ouvrier, on en vint à ce grand combat qui a placé devant les travailleurs suisses cette tâche considérable. Ce fut la dernière grève, à laquelle plus de 400 000 ouvriers prirent part (...).

Le prolétariat suisse espérait remporter la victoire sans armes, par simple arrêt de tout travail. La lutte dura cinq jours, et, le cinquième jour, la direction centrale donna l'ordre de terminer la grève, à la grande indignation de la classe ouvrière" (2).

Trahison !

La décision unilatérale du CAO de reprendre le travail sera reçue par les travailleurs comme une capitulation. Les cris de capitulation et de trahison vont retentir dans toutes les assemblées. Souvent, il faudra faire peser tout le poids des appareils pour obtenir la reprise du travail. A Zurich, les dirigeants furent hués et molestés par l'assemblée des travailleurs.

Selon Frey, les bureaucrates opportunistes Schneeberger, Dürr et Ilg ne seront pas ménagés non plus lors d'une réunion à la Maison du peuple de Berne.

"Les protestations et les reproches affluèrent durant plusieurs mois à l'adresse du CAO et des centrales syndicales. Une scission faillit même se produire au sein de la VSEA, la plus forte des organisa-

(2) Rapport de Fritz Platten au congrès de l'Internationale communiste à Moscou, mars 1919. Platten fut avec Schneider au sein du CAO, il sera le délégué de la gauche du PS suisse au congrès de fondation de l'Internationale communiste et élu à l'exécutif avec Lénine, Trotsky, Zinoviev et Rakovski. Disparu dans les camps staliniens vers 1943. Cet extrait est cité par Pierre Broué, *Premier Congrès de l'Internationale communiste*, Paris. Edi, 1974, p. 67.

tions des cheminots, avec ses 19 000 membres" (3).

A Bâle, les ouvriers devront être apaisés par Schneider, qui avait voté au sein du CAO contre la reprise. Voici comment il décrit cette assemblée :

"Je souhaiterais que ceux là mêmes qui déclarent que la grève générale aurait été l'œuvre de quelques provocateurs et agitateurs eussent pu observer l'état d'esprit d'alors (...). On a appelé aux grenades et aux armes à feu, pas d'arrêt de la grève, mais passer à la guerre civile, etc." (*Le Mouvement ouvrier suisse*, p. 191, éd. Adversaires, Genève, 1975).

Dans le *Volksrecht* (14 novembre 1918), Ernst Nobs (4) écrit :

« Mardi encore, le CAO appelait à la formation de conseils de soldats. Dans la nuit de mercredi à jeudi, il faisait machine arrière, sous le prétexte ridicule qu'il ne voulait pas "provoquer la guerre civile". Alors qu'il fallait assurer les contacts, galvaniser les contingents encore indécis, occuper des nouvelles positions tout en gardant son sang-froid et l'esprit clair, et en dominant les événements, on s'est laissé intimider par l'attitude intransigeante du Parlement le plus réactionnaire d'Europe et par les menaces claironnantes du Conseil fédéral. Au moment où la bataille prenait un tour favorable, la direction s'est effondrée, livrant à l'ennemi une troupe héroïque — sans conditions ! »

Cependant, et malgré la trahison et la répression qui s'abat sur le mouvement, la combativité du prolétariat suisse reste intacte. Des militants affluent encore vers les organisations de la classe. Le PS suisse passe de 31 307 membres en 1917 à 53 910 en 1920. L'USS, qui comptait, en 1917, 160 000 membres, atteint en 1920 le chiffre de 223 572 adhérents. Il faudra porter encore d'autres coups pour entamer cette combativité. Mais déjà, et cela est présent dans le rapport de F. Platten, l'absence du parti révolutionnaire fait et fera cruellement défaut à tous ceux qui ont pris conscience des obstacles dressés par l'USS et par le PS suisse sur le chemin de la révolution prolétarienne.

Contre le mouvement historique, les chefs opportunistes ne trouvent d'autre barrage que les statuts. Ce sera le cas lors du congrès de la FOMH du 9 décembre 1918. La question des conseils ouvriers doit être discutée à la demande des travailleurs de la métallurgie. Ils exigent de leur syndicat qu'il lance le mot d'ordre des conseils ouvriers. Alors la bureaucratie syndicale vote une résolution contre les conseils ouvriers sous prétexte que ceux-ci et les tendances qui les soutiennent se dressent contre les organismes centraux et affirment que cela est antistatutaire ! Le même subterfuge sera utilisé par l'appareil syndical à plusieurs reprises, notamment contre les Unions ouvrières.

La lutte de la gauche du Parti socialiste

Les Unions ouvrières vont devenir l'enjeu de la bataille qui, désormais, oppose social-traîtres et révolutionnaires dans le parti et dans les syndicats.

A l'origine, les Unions sont des organisations qui rassemblent tous les ouvriers d'une localité en un seul front commun. Bien qu'elles soient organisées au niveau fédéral dans la Fédération ouvrière suisse, dont la tête est Hermann Greulich, son secrétaire "ouvrier", depuis 1909 elles sont en réalité sous la coupe de l'appareil syndical. Contrôlées par des délégués qui représentent les intérêts des couches les plus favorisées du prolétariat, les Unions ouvrières sont encadrées par toute une réglementation mise en place par la bureaucratie.

Cependant, avec la montée révolutionnaire des masses, les Unions ouvrières répondent à l'aspiration à l'unité du prolétariat et montrent que cette condition réunie permet de contrecarrer le poids de l'appareil USS. La gauche du Parti socialiste, qui possède de solides appuis dans les Unions ouvrières de Zurich, Bâle et Schaffhouse, est décidée à faire de celles-ci le fer de lance pour le redressement de la politique opportuniste du parti et l'ins-

(3) C. Frey, *La Grève générale de 1918*, Genève, 1968, Editions générales, p. 161.

(4) E. Nobs, rédacteur du *Volksrechts*, appartenait à la gauche du PS suisse, il deviendra président de celle-ci lors de sa constitution en fraction. Lorsque la scission du PS suisse aura lieu, Nobs ne suivra pas et capitulera devant l'appareil. Elu maire de Zurich, il devient en 1943 le premier conseiller fédéral socialiste.

trument qui permette de dépasser les obstacles dressés par l'appareil syndical.

La gauche constituée en tendance organisée va mener d'abord son combat au sein du parti. Durant le congrès de Berne de décembre 1918, tirant les leçons de la grève générale, la droite prend l'offensive et réussit à changer le siège de la direction du parti de Zurich à Berne. Ce déplacement signifie un tournant de la direction à droite et une perte temporaire de la gauche, qui est fortement implantée à Zurich. Mais la gauche remporte au congrès suivant une victoire en obtenant le refus de participer à la conférence social-patriote internationale de Berne, tentative des social-traîtres de la IIe Internationale de faire "peau neuve" après leur capitulation de 1914.

En mars 1919 se fonde à Moscou la IIIe Internationale, qui joint aux principes de Zimmerwald les acquis de la première révolution prolétarienne victorieuse : la révolution d'Octobre. Son prestige est immense, la vague révolutionnaire est en Europe à son maximum. La gauche du PS suisse, qui incarne l'internationalisme et les principes de Zimmerwald, mène le combat au congrès de Bâle de 1919 pour que le PS suisse abandonne la IIe Internationale et adhère à l'Internationale communiste. Les résultats montrent nettement l'influence de la gauche dans le parti : par 459 voix contre une seule, celle de Greulich, le congrès décide de sortir de la IIe Internationale et approuve par 518 voix contre 147 l'adhésion à la IIIe Internationale. La direction, les éléments de la droite, les grutléens, pour contrecarrer l'adhésion à l'Internationale communiste, lancent un référendum de consultation dans le parti de manière à faire peser le poids, dans une nouvelle décision, des sections les plus passives du parti. Le résultat du référendum confirme les espoirs des opportunistes : 14 364 membres se prononcent contre l'adhésion, alors que la gauche ne comptabilise que 8 599 voix pour. Le vote du congrès de Bâle est ainsi cassé et le PS suisse reste alors hors des deux Internationales. Le vote négatif a comme résultat aussi le renforcement des opportunistes, qui contre-attaquent partout où les partisans de la gauche et de la IIIe Internationale sont en minorité. D'autre part, le vote met en évidence l'impossibilité de redresser la politique du Parti socialiste. La gauche, pour mettre fin à sa dispersion, s'organise en fraction à l'intérieur du parti sous la présidence d'Ernst Nobs.

La scission est désormais à l'ordre du jour

La scission est désormais à l'ordre du jour, mais il faut attendre le IIe Congrès de l'Internationale communiste de 1920, les 21 conditions, pour que les révolutionnaires aient une perspective claire des tâches à mener pour la construction du parti révolutionnaire en Suisse. Mais la lutte de classes ne cesse d'apporter de nouvelles preuves qui montrent l'inévitable de la rupture avec les opportunistes. En juillet 1919 éclatent les grèves générales locales de Bâle et de Zurich : la fraction de gauche tente d'étendre le mouvement de la même manière qu'elle l'a fait lors de la grève de 1918. Mais l'USS réussira à isoler ces grèves dans leur localité. Il manque au mouvement une direction capable de centraliser la lutte des Unions au niveau national. L'appareil syndical, une fois de plus, va jouer son rôle liquidateur : se réclamant des statuts, l'USS retire tout appui à ces grèves et les condamne ouvertement dans la presse socialiste. L'unité n'étant pas réalisée, les gouvernements locaux vont écraser dans le sang ces grèves ; malgré tout, la grève dure trois jours à Bâle et neuf jours à Zurich. Les grèves générales de Bâle et de Zurich montrent que la combativité du prolétariat est encore intacte, comme le montrent aussi les innombrables grèves et mouvements de revendications qui ont lieu durant cette période.

Pour donner à cette force un niveau d'organisation plus élevé, la gauche, tirant l'expérience de l'échec des grèves de Bâle et Zurich, cherche à centraliser le mouvement du prolétariat. Pour ce faire, elle convoque en décembre 1919 une conférence spéciale des Unions ouvrières à Olten. Au cours de cette conférence, la résolution suivante est acceptée :

"Les unions représentées le 7 décembre à Olten se déclarent d'accord avec la création d'une Fédération des

Unions ouvrières suisses. La conférence exige que le prochain congrès syndical accorde aux Unions ouvrières locales une représentation équitable dans la commission syndicale ; elle estime en outre qu'une nouvelle réglementation des compétences des unions et des fédérations est des plus nécessaires (...). On doit demander que le congrès ouvrier qui doit avoir lieu prochainement crée une organisation unie et puissante de toute la classe ouvrière suisse sur la base des unions locales ; ce congrès devra de même établir les directives pour la lutte en faveur des nouvelles revendications du mouvement ouvrier résultant de la situation actuelle (socialisation, conseils d'ouvriers et d'entreprise, etc.)" (5).

L'USS réagit contre ces organes de front unique qu'étaient les Unions ouvrières. Leur centralisation remettait en cause le contrôle de l'appareil syndical sur le mouvement des masses. L'USS ne peut réagir qu'en se drapant derrière l'arsenal des statuts et en accusant les Unions favorables aux initiatives de la gauche de manœuvrer pour détruire les fédérations syndicales ! N'oublions pas que les Unions étaient l'organe qui rassemblait aussi bien les membres du parti que des syndicats, donc des fédérations. Pour faire face à la gauche et aux partisans de la conférence d'Olten, l'USS déclare :

"La Commission syndicale ne reconnaît comme base de son activité que les directives fixées dans les statuts de l'USS et dans les dispositions concernant l'activité des Unions ouvrières (...). Les fédérations centrales déclinent toute responsabilité pour les mouvements de masse déclenchés par une union ou un groupe d'unions sans leur assentiment. La Commission syndicale déclare que tous les efforts pour placer le centre de gravité sur les unions ouvrières locales plutôt que sur les comités centraux des fédérations sont nuisibles à l'organisation" (6).

La création d'une organisation de front unique

La bataille autour des Unions ouvrières va se prolonger encore dans les syndicats, où la gauche présente une motion au congrès syndical d'octobre 1920 à Neuchâtel. Dans celle-ci, le cartel syndical de Bâle, partisan de la IIIe Internationale, propose aussi la création d'une organisation de front unique : la Fédération ouvrière suisse.

Dans la proposition, les arguments fallacieux de la bureaucratie syndicale volent en éclats. En effet, la prétendue destruction des fédérations par les partisans d'une centralisation des Unions ne tient pas debout devant les propositions du cartel de Bâle.

Ces propositions précisent que les décisions de la Fédération des unions ouvrières sont obligatoires pour le parti et pour les syndicats, la direction élue librement au sein du congrès ouvrier, qui réunit tous les délégués de chaque Union ouvrière locale.

Finalement, la proposition de la gauche sera repoussée par 152 voix contre 92, ce qui est considérable et reflète l'influence de la fraction de gauche dans les cartels syndicaux, fédérations, unions, surtout ceux des régions industrielles.

Mais laissons la parole au bureaucrate P. Reymond-Sauvain, qui écrit à propos de ce vote :

"L'alerte avait été chaude ! (...) Pour éviter de telles situations, il fut décidé un peu plus tard d'accorder seulement aux cartels syndicaux cantonaux le droit d'être représentés aux congrès, mais non plus aux unions ouvrières, cela afin d'assurer la prépondérance aux fédérations (sic !). *Le déclenchement d'actions de grande envergure fut confié à l'Union syndicale, et plus particulièrement à la Commission syndicale"* (7).

Dans ce climat d'offensives et contre-offensives, le IIe Congrès de l'Internationale communiste se tient en juillet 1920 à Moscou. La gauche du PS suisse, qui a réuni une conférence de fraction à cette occasion, envoie une délégation à ce congrès. La situation politique est favorable, l'agitation sociale et politique a gagné les pays vainqueurs de la guerre impé-

(5) F. Heeb, *Union syndicale suisse, 1880-1930*, Berne, USS, 1935, p. 123.
(6) *Ibidem*, p. 125.
(7) P. Raymond Sauvain, *Le Syndicalisme en Suisse*, Genève, Editions générales, 1966, p. 77.

rialiste, la France, l'Angleterre. La révolution continue de couver en Allemagne. En Italie, les travailleurs agricoles occupent les terres, les ouvriers les usines.

L'Armée rouge approche rapidement de Varsovie, les bolcheviks sont certains que le prolétariat polonais va se soulever contre Pilsudski en rejoignant les soldats rouges. Dans ce cadre, le congrès met l'accent sur le rôle du Parti communiste en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, sur son organisation indépendante. A cet égard, une des thèses qui porte sur les tâches des communistes qui demeurent encore dans les partis social-démocrates déclare :

"La sortie des communistes de ces partis n'est pas désirable aussi longtemps qu'ils auront la possibilité d'y mener une action dans le sens de la reconnaissance de la dictature de prolétariat et du pouvoir soviétiste, et de critiquer les opportunistes et les centristes qui y demeurent encore.

Toutefois, lorsque l'aile gauche d'un parti centriste aura acquis une force suffisante, elle pourra, si elle le juge utile au développement du communisme, quitter le parti en bloc et former un parti communiste."

La scission

"Je ne crains pas la scission, je considère qu'elle sera une force pour le Parti socialiste suisse et ceux qui ont vu pendant les dernières années la paralysie du parti provenant de la lutte de tendances sous une unité de façade seront de cet avis et diront que la scission sera une bonne chose pour le Parti socialiste. Si vous ne voulez pas aller à la Troisime Internationale, laissez-nous y aller. Vous retrouverez, vous, votre force d'action, vous serez privés de votre gauche, vous évoluerez à droite avec rapidité, et nous, nous pourrons marcher plus librement et cesser d'être un simple groupe d'opposition (...). Nous ne sommes donc pas opposés à la scission, qui est nécessaire, qui redonnera la santé, qui remettra de la clarté dans le monde ouvrier qui en manque à l'heure actuelle" (8).

C'est ainsi qu'au nom de la fraction de la gauche s'exprime J. Humbert Droz au congrès de Berne de décembre 1920. A l'ordre du jour du congrès, les "vingt et une conditions" d'admission sont le point qui cristallise les tendances en présence et polarisent le parti.

D'un côté, la droite, les chauvins de la Société du Grütli restés dans le PS suisse, les social-patriotes de 1914, auxquels viennent s'ajouter les "centristes" dirigés par Grima, Naine et Graber, mais aussi, et cela est un coup dur pour la gauche, Nobs, Golay et autres militants influents de la fraction révolutionnaire. De l'autre, les partisans de la IIIe Internationale, de la révolution d'Octobre. Le congrès se prononce finalement contre l'adhésion à l'Internationale communiste par 550 voix contre 215. Plus de deux cents délégués quittent alors le congrès, la rupture est ainsi consommée, la gauche oriente désormais ses efforts vers la constitution d'un nouveau parti, section suisse de la IIIe Internationale : le Parti communiste suisse.

Le résultat de ce congrès n'est pas une sur prise pour la gauche ; cependant, le résultat négatif du référendum (9) qui suit le congrès montre une augmentation inquiétante des adversaires de la IIIe Internationale, alors que le nombre de partisans reste stable. Ce résultat défavorable pour la gauche est à mettre au compte des manœuvres des opportunistes, qui, au lieu de faire intervenir dans cette bataille les éléments les plus clairement marqués par le réformisme et les trahisons, se servent pour les manœuvres d'éléments "centristes", et même de la caution d'un Nobs et d'autres ex-partisans de la fraction de gauche. La première manœuvre avant la date du congrès est la proposition de Grimm au comité directeur du parti de voter la question de l'adhésion à la IIIe Internationale alors qu'un référendum lancé

(8) J. Humbert Droz, *Mémoire 1891-1921*, Neuchâtel, 1969, éd. Baconnière, p, 380.

(9) Le résultat sera de 24 475 voix pour la majorité et 8 777 voix pour la minorité révolutionnaire, soit 157 sections contre l'adhésion à la IIIe Internationale et 58 pour. Ce référendum est organisé à domicile, contrairement à celui qui avait eu lieu après le Congrès de Bâle contre la décision d'adhérer à la IIIe Internationale, organisé, lui, dans les assemblées de section. Cela explique le nombre presque deux fois supérieur des opposants à l'Internationale communiste, alors que le nombre de partisans reste stable. Les sections inactives, le poids mort du parti l'emportaient contre les éléments les plus actifs et conscients.

par les opportunistes avait déjà tranché à leur avantage.

Voici l'explication de cette machination :

« Ce sont ceux qui lancèrent le référendum, combattirent la décision du Congrès de Bâle et obtinrent une décision claire du parti de ne pas adhérer. Pourquoi alors, après le vote de 1919, cette manœuvre pour faire accepter par le parti une décision affirmant son désir d'adhérer à l'Internationale communiste ? Le but en était clair : porter la discussion exclusivement sur les 21 conditions pour préparer le retour à la Deuxième Internationale par la voie détournée de la "Communauté internationale des partis socialistes" de Vienne. Cette voie tortueuse était nécessaire, puisque le Congrès de Bâle, à l'unanimité moins une voix, avait décidé la sortie de la Deuxième Internationale » (10).

La deuxième manœuvre consiste à présenter un nouveau programme pour le parti qui est élaboré par Nobs. Le célèbre "programme marxiste" de 1920, qui est approuvé au congrès de la scission, n'est en réalité qu'une vaste opération de charme développée par la direction opportuniste. Celle-ci, grâce à la caution des transfuges de la gauche et de leur aura "révolutionnaire" pas encore ternie, fera miroiter la dictature du prolétariat, le système soviétique et l'opposition aux crédits militaires.

"Beaucoup d'ouvriers crurent alors qu'en restant dans le Parti socialiste, ils appartenaient à un parti révolutionnaire désireux d'adhérer à la III^e^ Internationale" (11).

4 000 militants vont rejoindre le PC suisse

Tout d'abord, des 8 777 partisans de la III^e^ Internationale, seulement quelque 4 000 militants vont effectivement rejoindre le PC suisse. Si le nombre de membres du nouveau parti est relativement peu nombreux, il s'agit de militants actifs qui représentent les éléments les plus conscients. D'autre part, l'implantation du PC suisse reste considérable du point de vue géographique et stratégique. Concentré surtout en Suisse allémanique, dans les régions industrielles à forte densité urbaine, le PC suisse est majoritaire à Bâle et à Schaffhouse, très implanté à Zurich et à Genève. Dans le mouvement syndical, le PC suisse contrôle les cartels syndicaux de Bâle et de Zurich, et occupe toute une série de positions importantes, surtout dans les centres ouvriers.

Mais ce qui est encore bien plus important, ce sont les liens qui unissent le Parti communiste suisse à la révolution d'Octobre, l'immense prestige que la révolution russe a aux yeux du prolétariat mondial et suisse. C'est pourquoi l'évolution du Parti communiste russe, l'évolution de la III^e^ Internationale, ses différents congrès vont se répercuter dans le PC suisse et aussi dans les autres Partis communistes.

Mais ce qui va être décisif et qui aura des conséquences sur la politique du PC suisse, de tous les autres Partis communistes, c'est l'évolution de la situation internationale.

La situation extrêmement encourageante pour la révolution européenne de 1920 s'est entièrement retournée. La guerre civile attendue par les bolcheviks n'a eu lieu nulle part, le mouvement révolutionnaire des masses reflue. Les assauts lancés en 1920 n'ont pas réussi à balayer l'obstacle de la social-démocratie. Partout, celle-ci constitue le rempart providentiel pour la sauvegarde de l'ordre bourgeois. Les échecs, l'attitude des Partis socialistes favorisent la contre-offensive de la bourgeoisie. Désorientées, déçues, les masses doivent affronter les attaques de la réaction dans des conditions les plus défavorables. L'échec de la grève avec occupation des usines en Italie, de la grève générale en Tchécoslovaquie, l'échec de l'insurrection de mars 1921 en Allemagne, la défaite de l'Armée rouge devant Varsovie démontrent que les Partis communistes, à eux seuls, ne peuvent s'emparer du pouvoir contre la bourgeoisie et les partis social-démocrates coalisés.

Ce nouveau tournant de la situation internationale exige des nouveaux Partis communistes, jeunes et inexpérimentés, souvent sectaires, leur transformation en véritables directions révolutionnaires. Les

(10) J. Humbert Droz, *Mémoires, 1891-1921*. Neuchâtel, 1969, éd. Baconnière, p. 379.
(11) *Ibidem*, p. 580.

quatre premiers congrès de l'Internationale communiste vont élaborer les thèses nécessaires pour cette transformation, nécessaires pour la compréhension de la période et les tâches qui en découlent. Cependant, la "traduction du russe" des thèses aux conditions spécifiques de chaque pays, pour les uns, ou le sectarisme pour d'autres, montrent que les Partis communistes, en général, n'ont pas été à la hauteur des tâches de construction d'une nouvelle direction révolutionnaire.

En Suisse, le processus, les difficultés que rencontre le PC suisse sont sensiblement les mêmes, mais aggravés par la récente scission.

La scission, qui aurait dû clarifier la situation, se produit dans les nouvelles conditions mentionnées, mais aussi au moment où s'ouvre une nouvelle crise économique. L'augmentation brutale du chômage se transforme en un facteur supplémentaire de désarroi des masses, déjà fortement ébranlées par la division. La confusion politique est entretenue par la social-démocratie, qui, dès la scission, lance de multiples appels à manifester avec l'USS, contre le chômage et contre le renchérissement de la vie.

Exactement au même moment, les social-démocrates excluent les communistes de la FOMH et, quand ils le peuvent, dissolvent des sections entières, tout en menant une fallacieuse campagne sous le mot d'ordre d'unité. Habilement, la social-démocratie se saisit de la grande aspiration du prolétariat à l'unité. Par des appels à la constitution du "front unique", par des déclarations "unitaires", le PS suisse et l'USS ne cherchent autre chose que faire endosser au PC suisse la responsabilité de la division, se saisir des aspirations des masses au moment où se déchaînent les attaques de la bourgeoisie pour mieux les dévoyer. Se déclarer pour le front unique sans rien faire pour le réaliser, c'était désamorcer la seule stratégie qui représentait un réel danger pour la social-démocratie, c'était aussi annihiler les efforts plus ou moins bien réalisés par le PC suisse pour appliquer la politique de front unique prolétarien.

Alors qu'il fallait gagner les masses par l'organisation d'actions communes rassemblant dans les syndicats ouvriers socialistes et communistes contre les attaques de la bourgeoisie, le PC suisse donne au front unique prolétarien un contenu qui ressemble tout au plus à une manœuvre habile. Les oscillations que l'on a vues plus haut vont ressurgir sur cette question aussi bien dans le travail syndical que dans le problème des Unions ouvrières. Les tendances antisyndicales tendent à transformer les Unions ouvrières en une organisation parasyndicale, concurrente de l'USS. L'opportunisme, de son côté, se manifeste clairement lorsque le front unique se borne à des appels aux directions USS et PS suisse, suivis de dénonciations formelles sans que le PC suisse se donne les moyens de réaliser dans la pratique l'unité. En 1922, Fritz Schneider écrit dans le *Basler Arbeiterzeitung* :

"La majorité des fédérations centrales qui fut d'accord avec la convocation d'un congrès extraordinaire (12) *est aujourd'hui très réservée, sinon opposée à ses propres intentions. Les événements qui viennent de se produire au sein de la FOMH et qui menacent de se répéter dans la FST leur donnent la chair de poule et ils préfèrent voir se continuer la politique syndicale officielle plutôt que d'exposer leurs propres organisations aux mêmes dangers."*

Les résultats de cette politique ne vont pas se faire attendre, les positions que le PC suisse occupait lors de sa constitution vont s'effriter progressivement. L'année 1924 marque le point maximum de ce recul, avec la perte du contrôle du cartel syndical de Zurich.

E. Junod

(12) Il s'agit du congrès réclamé par la conférence de Trimbach de mai 1921. Cette conférence est convoquée par le PC suisse ; y assistent, outre les communistes, sept comités centraux de fédérations syndicales et onze Unions ouvrières locales. La décision de convoquer un congrès syndical extraordinaire sur la formation du front unique reçut le soutien de huit fédérations centrales et de vingt-sept unions locales, ce qui donne une idée du rapport de forces favorable que le PC suisse avait encore en 1921. Une année plus tard, ce potentiel avait fondu comme neige au soleil. Le sectarisme avait fait des ravages y compris parmi les ouvriers opposés à la politique syndicale de l'appareil social-démocrate, qui furent combattus *"souvent même jusqu'au couteau"*, selon Schneider lui-même.

Boris Souvarine : La controverse sur *"L'or et le wagon"*

En 1974, Alexandre Soljenitsyne, expulsé peu avant d'Union soviétique, publiait *Lénine à Zurich* (publié en français en 1975), fragment d'une histoire (très déformée !) de la révolution russe. Ce roman-feuilleton était fondé sur une rencontre (imaginaire) à Zurich entre Lénine et Parvus, ancien révolutionnaire devenu affairiste et agent des services allemands, auxquels il extorqua un million de marks contre la promesse de déclencher la révolution en Russie... en février 1917 ! Soljenitsyne invente une longue conversation entre Lénine et Parvus, au cours de laquelle ce dernier essaie de convaincre Lénine d'accepter l'argent de l'Allemagne en lui faisant la liste de ceux qui, dit-il, l'ont déjà accepté : Rakovski, Trotsky et Martov (qui dénoncent la guerre impérialiste tout en rejetant l'orientation du défaitisme révolutionnaire). Dès lors, les articles pullulent sur Lénine et l'argent allemand. Boris Souvarine publie un numéro spécial de 16 pages de son bulletin *Est-Ouest* (financé pourtant par le CNPF, ancêtre de l'actuel Medef !) intitulé Soljenitsyne et Lénine, où il s'attache à démonter la construction de Soljenitsyne et de ceux qui reprennent la vieille rengaine policière. Il y accroche en particulier un historien britannique, Joel Carmichael, qui, dit-il, *"dans* Encounter *(mars 1974), reprend à son compte toutes les erreurs et les inexactitudes de ses prédécesseurs en y ajoutant les siennes propres"*. La revue de la gauche américaine *Dissent* publie une version raccourcie du long article de Souvarine ; Joel Carmichael, furieux, lui adresse une réfutation aussi creuse que son article initial. La réponse de Souvarine à Carmichael, ici reproduite, condense de façon ramassée son argumentation.

Le thème de Lénine, les bolcheviks et l'argent allemand revenant régulièrement sous la plume d'historiens jugés respectables et exagérément respectés, il nous a paru intéressant de reproduire ce texte, indépendamment des opinions que Souvarine exprime sur Lénine lui-même. Mais Boris Souvarine manifeste en l'occurrence (et dans d'autres occasions concernant l'histoire du Parti bolchevique et de l'Internationale communiste) une qualité trop rare : il ne subordonne pas son exposé des faits à ses opinions... Soljenitsyne, incapable de lui répondre sur ce terrain qu'il connaît en réalité fort mal, et aussi pénétrant psychologue que rigoureux historien, lui reprochera finement d'être incapable de se détacher (voire de se repentir...) de sa jeunesse de révolutionnaire (puisque Souvarine fut un moment membre du comité exécutif de l'Internationale communiste).

L'or imaginaire et le wagon qui ne fut jamais plombé [1]

MON article sur *Lénine à Zurich (Est et Ouest,* avril 1976) a été écourté avec mon consentement par *Dissent*. De ce fait, une partie des arguments et références a été sacrifiée. Je ne suis plus en condition physique de comparer les textes, étant trop âgé et à moitié aveugle. Il se peut donc que ma réponse à la diatribe de M. Carmichael fasse allusion à des passages supprimés en anglais. Je prie seulement *Dissent* d'indiquer en notes ces passages, si nécessaire.

La lettre, inutilement coléreuse, qui me contredit n'est guère convaincante quand elle m'accuse de n'avoir pas tout lu, ou tout cité. Un article n'est pas une thèse de doctorat, et le mien traitait de *Lénine à Zurich, ce* qui implique des limites. Mais j'ai lu Bernstein, Soukhanov et Léonard Schapiro, qui méritent commentaire. Le *hic* est que l'accusateur se soucie peu du sens des mots et qu'il appelle "source" ce qui n'est qu'hypothèse, écho ou déduction.

L'écho de racontars de bureaucrates peu scrupuleux

Les articles d'Edouard Bernstein n'ont d'abord été connus en France que par des résumés de presse douteux. Ayant la plus haute idée de leur auteur, encore maintenant, ils m'ont rendu perplexe à l'époque, car ils contredisaient toutes les données certaines. Je n'ai pu les lire intégralement qu'en anglais dans le livre de D. Shub sur Lénine. Alors tout est devenu clair. Ce n'est ni une source ni un document, mais l'écho de racontars de bureaucrates peu scrupuleux.

Deux affirmations principales suffisent à le prouver : le pseudo-wagon plombé devient un "wagon-salon" ; et Lénine aurait reçu plus de 50 millions de marks or. De telles absurdités discréditent les racontars.

1) Le wagon était un wagon quelconque de 2e et 3e classes, dont les voyageurs ont payé leurs billets. Il fut accroché à Zingen au train ordinaire. Les preuves existent.

2) Les documents allemands publiés par Hahlweg et par Zeman mentionnent un unique million que Parvus prétend avoir envoyé à Petrograd (à qui ? pas à Lénine). Il ment évidemment, car il appert des lettres privées de Lénine, des témoignages de Zinoviev, de Boukharine, de Molotov que le comité bolcheviste de Petrograd était alors presque inexistant.

(1) Titre de la rédaction des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Seul, Chliapnikov, à Stockholm, trouvait parfois un contact éphémère. En tout cas, un million, ce n'est pas "plus de 50". Et Parvus l'a certainement mis dans sa poche : il n'y a aucune autre explication plausible. Lénine était à Zurich.

Soljenitsyne a très bien noté qu'après le 22 janvier 1916, la Wilhelmstrasse *"ne donna plus un seul pfennig à Parvus"*. Autrement dit, le million de fin 1915, le seul, dont personne ne sait le sort, est resté sans lendemain.

Bernstein avait rapporté des commérages

Avec toute mon estime pour Bernstein, j'ai conclu qu'il avait rapporté des commérages. Moins âgé en 1921, il aurait sans doute vérifié ces on-dit. Mais, maintenant, documents et témoignages sérieux sont là. Je les ai cités. Il est permis d'être en désaccord sur un point précis avec une personnalité estimable. *Amicus Plato, sed magis amica veritas.*

Les mêmes documents et témoignages réfutent aussi le "train plombé" offert par Ludendorff *(sic)* au seul Lénine, selon l'article d'*Encounter*. Le document allemand, signé du capitaine Hülson (n° 19, dans Zeman), mentionne 300 à 400 Russes à transporter. Les traiter par prétérition pour ne connaître que Lénine, c'est du *star-worshipping*, pas de la critique historique. Martov, Axelrod, Riazanov, Lounatcharski, Bobrov, Angelica Balabanova et combien d'antres ont fait le même voyage que Lénine, dans un wagon analogue (non plombé), même si cela contrarie une léninophobie aveugle.

Tout simplement comique

Le rôle prêté à Ludendorff est tout simplement comique. Il ignorait, comme tout le monde non socialiste à l'époque, le nom même de Lénine. L'état-major allemand n'a fait qu'approuver la proposition de la Wilhelmstrasse de laisser passer quelques centaines de Russes (de toutes nuances politiques, non pas les seuls bolcheviks). C'était naturel : tout gouvernement en guerre s'efforce de favoriser des difficultés intérieures au pays adverse. Inutile d'inventer une connivence imaginaire entre Ludendorff et Lénine.

L'initiative de traverser l'Allemagne est venue de Ludendorff, non de Parvus, non de Lénine, mais de Martov, homme irréprochable. C'est archi-prouvé. Elle date du 19 mars 1917. La documentation disponible montre que Lénine, d'abord, ne voulait pas passer par l'Allemagne. Il a tenté en vain de passer par la France et l'Angleterre. Seulement, le 30 mars, apprenant que Tchernov a été refoulé par les autorités anglaises, il se décide à réaliser l'idée de Martov. Qu'il suffise de consulter la correspondance de l'époque : elle n'a pas été écrite pour servir à des controversistes soixante ans plus tard.

L'argent semble destiné surtout aux mouvements séparatistes

Les autres documents allemands qui mentionnent des transferts de fonds, jamais de 50 millions, les motivent par la "propagande révolutionnaire" au sens le plus vague. En ce temps- là, le parti socialiste-révolutionnaire tenait le devant de la scène. Cet argent semble destiné surtout aux mouvements séparatistes (une des idées fixes de Parvus, by the way). Il a surtout servi a des intermédiaires et à des parasites. En aucun cas, il n'est question de Lénine.

Le comble de l'absurdité est atteint et dépassé, s'il s'agit de Lénine, quand il ressort des documents allemands que les envois de fonds ont été les plus importants après le coup d'Octobre. Ils n'étaient donc pas destinés à Lénine ou aux bolcheviks, qui avaient saisi les caisses publiques, nationalisé les banques, vidé les coffres, nationalisé la monnaie et les planches à billets, bref disposant d'argent à ne savoir qu'en faire.

En outre, une annexe au traité de Brest-Litovsk allait stipuler le versement par la Russie à l'Allemagne d'une indemnité de guerre s'élevant à 300 mil-

lions de roubles or. D'après l'article d'*Encounter,* Berlin aurait subventionné les bolcheviks jusqu'à la fin de la guerre. J'ai dit et je répète qu'il y a de quoi "faire rire des poules" (locution russe).

Le témoignage de Soukhanov

Cet article faisait appel, non pas aux témoignages, mais aux raisonnements de deux personnalités éminentes et dignes de foi, qui méritent toute notre considération. D'abord, Soukhanov, qui ne s'explique pas pourquoi Lénine s'est caché après l'émeute de juillet 1917. Cela lui semble suspect, car, croit-il, Lénine ne courait aucun danger. Que craignait-il ? D'avoir des comptes à rendre ?

Soukhanov était mon ami, sa femme (Galina Constantinovna, sauf défaillance de mémoire au bout d'un demi-siècle) m'a donné l'hospitalité quand, exclu du parti, j'ai été chassé de ma chambre en 1924. Je l'ai aidé quand il a fondé à Paris la *Vie économique des soviets,* avec Volski. Ma sœur a été sa collaboratrice. Et je conserve à sa mémoire de martyr toute mon affection. Cela dit, j'objecte qu'il se trompe en l'occurrence (sur la fuite de Lénine en juillet) pour la raison suivante : il a raisonné en intellectuel distingué de Saint-Pétersbourg, incapable de supposer qu'on aurait pu faire du mal à un prisonnier. Il ne s'est pas mis dans la peau de Lénine, alors que celui-ci était obsédé de guerre civile "implacable".

On sait de plusieurs sources indubitables qu'en rentrant en Russie, Lénine était sûr d'être arrêté en route, puis certain d'être emprisonné en arrivant. Et, ensuite, pendant les troubles, il s'attendait à être fusillé, plus tard à être assassiné. Il prêtait à ses adversaires sa propre tournure d'esprit de terroriste. Dans sa lettre clandestine à Kamenev pour le prier de publier son manuscrit sur l'Etat, il écrit : *"Entre nous, si l'on me tue..." (oukokochat).*

C'était sa hantise. Soukhanov n'a pas idée de cette mentalité terroriste. D'où son raisonnement erroné. Ce n'est pas tout.

La fuite de Lénine ne découle pas de sa seule volonté. Il faut connaître les mœurs de ce milieu : la question a été débattue en secret au comité central du parti. Roy Medvedev nous révèle que Staline était d'avis que Lénine devrait se livrer à la justice pour se justifier. La majorité en a décidé autrement. Soukhanov ne pouvait pas le savoir. Plus : le VI[e] Congrès du parti, ni plus ni moins, a dû confirmer la décision du comité central.

Son erreur est du même ordre

La référence à Léonard Schapiro mérite, certes, un commentaire. Avec tout le respect dû à cet historien hors pair, je pense que son erreur sur ce point particulier est du même ordre que celle de Soukhanov. C'est celle d'un intellectuel britannique qui transpose dans la Russie de 1917 les conditions anglaises : il ne conçoit pas comment les bolcheviks ont pu publier 41 périodiques sans aide extérieure. Il croit sans doute que cela exige des bureaux, une administration, une rédaction rétribuée, outre le prix du papier et de l'imprimerie. Rien de tel dans la tourmente révolutionnaire de 1917.

Le dévouement des militants, notamment des typographes, permettait des improvisations de toutes sortes. Le succès de la presse bolchevique s'explique simplement par la propagande pacifiste à outrance, dans un pays qui ne pouvait plus continuer la guerre.

M. Schapiro a-t-il compté les publications des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, ou de tendances analogues ? La comparaison serait intéressante. Il y eut un pullulement de gazettes, plus ou moins éphémères, sans argent allemand. Sans parler des contributions financières de bourgeois aisés, socialisants ou pacifistes, qui donnaient généreusement, même sans être des Morozov.

Lire à ce propos la réponse de Maxime Gorki aux calomnies de la *Pravda* relatives à l'origine des fonds de la *Novaïa Jizn* (n° 127 de ce journal) : elle figure dans le recueil *Untimely Thoughts.* Gorki aussi a été accusé de toucher de l'argent allemand. De même, mes camarades et moi en France, dans les mêmes circonstances.

"10 centimes pour la révolution sociale !"

Pour illustrer ce point, qu'on me permette un souvenir personnel, sur Lénine moquant les socialistes français. Il nous dit, dans une conversation à bâtons rompus : *"Dans la* Guerre sociale *et dans* L'Humanité, *j'ai lu souvent sur les listes de souscriptions des mentions comme :* Pour la révolution sociale, 10 centimes. *Ah ! ces Français ! 10 centimes pour la révolution sociale ! Ah, ah, ah ! Chez nous, les ouvriers versent à leur journal le salaire d'une journée chaque semaine ou chaque mois ! Pensez donc : 10 centimes pour la révolution sociale ! Ah, ah, ah !"* (cité de mémoire, bien sûr, mais la réminiscence est fidèle).

C'est une des réponses à la sempiternelle question : d'où vient l'argent ?

Je n'avais pas à discuter la réflexion de M. Schapiro dans un article traitant du livre de Soljenitsyne et surtout de ses sources. *Encounter* n'était sommairement signalé que parmi divers rappels de textes attestant la constance des légendes sur le wagon plombé et l'or allemand, le seul passage véridique dans la revue londonienne concernant Lydia Dan, la sœur de Martov. Ma tâche n'était pas de réfuter *tout* ce qui a trait indirectement au même sujet.

Aussi bien le livre de Riezler ne se trouve pas parmi les sources de Soljenitsyne. Il y avait assez à faire avec les documents allemands et l'ouvrage de Zeman et Scharlau sur Parvus : *The Merchant of Révolution,* source principale.

Maintes erreurs, contradictions et insinuations inadmissibles, ainsi que des affirmations trompeuses

Ayant consacré quinze pages du *Contrat social* (vol. VIII, n° 4, décembre 1968) à analyser cette biographie, je n'incline pas à recommencer. Mon compte rendu rend justice aux auteurs en tant que premiers biographes de Parvus, tout en relevant maintes erreurs, contradictions et insinuations inadmissibles, ainsi que des affirmations trompeuses. Après coup, je regrette de n'avoir pas été plus critique, car ce livre a induit Soljenitsyne en erreur sur bien des points. Quoi qu'il en soit. il y a dans l'introduction un passage embarrassé qui disculpe entièrement Lénine sur "l'or allemand". Et à la p. 181 un autre passage qui mérite d'être cité une fois de plus : *"The Bolshevik groups in Russia took no part in Helphand's (Parvus) activities. Their cooperation depended on Lenin's consent, and their leader had never given this. Anyway, the Bolshevik underground organization was so weakened by the war that it was hardly in a position to take effective action.... Alexander Schlyapnikov, who supervised the Bolshevik organization on Lenin's behalf, has emphatically denied the suspicions that the Bolsheviks cooperated with Helphand at this point of the war. It is impossible to doubt his statement..."* ("Les groupes bolcheviques en Russie ne prenaient aucune part aux agissements de Parvus. Leur coopération dépendait du consentement de Lénine, qui ne l'a jamais donné. De toute façon, l'organisation clandestine bolchevique était si affaiblie par la guerre qu'elle n'était guère en mesure d'entreprendre une action effective (...). Chliapnikov, qui supervisait l'organisation bolchevique au nom de Lénine, a dénié catégoriquement les suspicions relatives à des rapports entre bolcheviks et Parvus à ce moment de la guerre. Il est impossible de mettre en doute son affirmation.")

Est-il exagéré de dire que ces quelques lignes annulent tous les sous-entendus, les équivoques, les allusions malveillantes de l'ouvrage, et dont Soljenitsyne a subi l'influence, entre autres la mise en cause de divers comparses mêlés aux affaires d'argent, mais étrangers à la vie de Lénine ?

M. Carmichael m'accuse d'avoir traité von Kuhlmann de menteur. Tout lecteur de bonne foi peut constater que c'est sir Lewis Namier *(Avenues of History,* London, 1952) que j'ai cité. D'ailleurs,

Kuhlmann ne ment pas tout à fait, sauf quand il s'attribue un rôle dans le coup d'Octobre. Il a certainement disposé de fonds de propagande, comme tous ses semblables dans les autres pays. Il ne nomme jamais Lénine. Quant à ces fonds, ils sont en général de l'argent "à fonds perdus", n'ayant jamais déterminé un événement historique. J'ai dit et répété que *"l'argent n'est pas la mesure de toutes choses"*...

Un homme intègre, un esprit indépendant

La polémique à laquelle je réponds ne tient aucun compte des faits, des arguments, des preuves, des citations, des références dont abonde mon article. Inutile d'en ajouter pour subir le même sort. Mais, écrivant pour les lecteurs de *Dissent*, je défendrai la mémoire de mon ami Chliapnikov, gratuitement outragée par un "sans-scrupules conscient". Car Chliapnikov était un homme intègre, un esprit indépendant, non pas "cementheaded", mais doué de pensée critique, fort de sa probité intellectuelle et morale. Il fut de ceux qui s'opposèrent résolument à Lénine après le coup d'Octobre. Plus tard, il a inspiré avec courage "l'Opposition ouvrière" et s'est fait exclure du parti, tombant ainsi dans les griffes de la Guépéou. Sa vie tout entière dévouée à la cause des travailleurs s'est achevée dans d'indicibles souffrances. Selon un adage français : *"N'insulte pas qui veut."*

Absous par le soviet

Au sujet du verbiage aussi obscur qu'inconsistant sur Trotsky, je me bornerai à un démenti catégorique ; j'ai eu avec Trotsky, en 1921, un entretien sur "l'or allemand". Il s'exprimait avec une indignation et une répulsion naturelles et convaincantes. D'autres Soviétiques, interrogés par des délégués français que troublaient alors les campagnes de presse, s'étonnaient surtout qu'on puisse encore prêter quelque attention à une aussi vieille "calomnie". N'oublions pas qu'arrivés à Petrograd, les voyageurs du "wagon plombé" (qui n'était pas plombé) furent absous par le soviet composé, en immense majorité, de socialistes "défensistes".

Ce n'est pas moi qui "brings up passport formalities" à propos de Radek. Il était, comme Ganetski, sujet autrichien et ne pouvait pénétrer en Russie : sous le gouvernement provisoire, on n'y entrait pas comme dans un moulin. La frontière était gardée par des officiers français et anglais, en tant qu'alliés, outre la police russe. Etat des choses indéniable. "Facts are stubborn things." Radek n'a pu passer qu'après le coup d'Octobre, imprévisible en mars. Quant à Lénine, en mars, il était encore d'accord avec Plekhanov et Martov pour penser que la prochaine révolution russe devait être une "révolution bourgeoise", contrairement à Trotsky, théoricien de la révolution "permanente". Il a changé d'avis en jugeant le gouvernement provisoire impuissant à mettre fin à la guerre. C'est en septembre qu'il a envisagé la prise du pouvoir. La parole supposée prononcée en mars par Radek devant Lénine m'a donc parue incongrue, même dans un roman, et il n'y a pas de quoi alimenter une basse querelle.

Aliéner sa liberté d'orientation et de manœuvre

Soljenitsyne a très bien compris, en revanche, l'impossibilité pour Lénine d'accepter des subsides allemands : c'eût été aliéner sa liberté d'orientation et de manœuvre, la subordonner aux bailleurs de fonds. Il écrit : *"Et de quel prix la révolution russe devrait-elle payer l'aide allemande ? Il* (Lénine) *n'avait pas la naïveté de s'attendre que cette aide serait gratuite."* Et plus loin : *"Accepter de perdre mes coudées franches en politique ? A aucun prix !"* C'est l'évidence même. Soljenitsyne a bien lu les documents allemands et bien vu qu'ils ne sont pas compromettants pour Lénine. Il n'accepte à aucun moment la version frelatée de "l'or allemand" versé à Lénine jusqu'au départ du "wagon plombé", qui

n'était pas plombé, donc avant avril 1917. Cette date n'est pas mienne, elle marque la fin de *Lénine à Zurich*. Là-dessus, nouvelle querelle de mon querelleur qui fait querelle de tout et de rien. La date est fixée par Soljenitsyne et personne n'y peut rien. Il n'y a pas matière à ergoter.

Plein d'équivoques, d'insinuations non fondées, de déductions risquées

Ce que j'ai contesté chez Soljenitsyne, c'est l'usage qu'il a fait du *Merchant*, livre plein d'équivoques, d'insinuations non fondées, de déductions risquées. J'ai mis en cause l'insuffisance de ses sources ou leur caractère tendancieux, tant sur Zimmerwald que sur la révolution russe de 1905. Et craignant à certaines allusions que l'auteur ne s'aventure, dans le tome suivant, à se laisser influencer par les faux documents "Creel-Sisson" et les vrais documents Nikitine (venant de l'espionnage français, très incompétent), alors que je ne serai sans doute plus en condition de les commenter, j'ai pris les devants, à tort ou à raison, dans l'espoir d'épargner au grand écrivain de se fourvoyer. (Les documents Nikitine ont trait à du *business* de Parvus, Ganetski and C^ie^ ; cf. Michael Futtrel : *Northern Underground*, London, 1963). Le bruit causé par ce *business* a motivé la décision du comité central du parti privant Ganetski de sa position à Stockholm, au grand mécontentement de Lénine. Cette décision, à elle seule, réduit à néant la légende de l'or allemand accepté par les bolcheviks.

Les lecteurs de bonne foi qui désirent en savoir davantage liront avec intérêt les papiers du professeur Alfred Senn sur *"The Myth of German Money during the first World War"* et *"New documents on Lenin's departure"* (références déjà fournies). Aussi, d'Angelica Balabanova, *My life as a Rebel* ; elle a fait également le voyage en "wagon plombé" (non plombé). Et mon commentaire analytique dn *Merchant*, intitulé *"L'or et le wagon"*, dans le *Contrat social* (Paris, vol. XII, n° 4, décembre 1968). J'ajoute maintenant le compte rendu sérieux et discret du *Merchant*, par Léo van Rossum, dans la revue de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam, pour moi de lecture très récente.

Un bref passage décisif

Surtout, il importe de connaître la lettre clandestine de Lénine à son bureau de Stockholm, écrite dans sa cachette, du 27 au 30 août 1917, alors qu'il s'attendait au pire. Un bref passage touche à la question argent : il est décisif. On peut même dire que ces quelques lignes devraient dispenser de lire des kilos de littérature sur "l'or allemand". Lettre retrouvée longtemps après la mort de Lénine, elle n'a paru qu'en 1930 dans le *Recueil Lénine*, n° XIII. Plus tard, on a découvert le plan de cette lettre, plutôt un aide-mémoire laconique, publié en 1933 dans le même *Recueil*, n° XXI. La lettre figure à présent dans les *Œuvres complètes* de Lénine, tome 49. Elle ne peut intéresser un fanatique de parti pris, mais les lecteurs de bonne foi apprécieront.

A eux d'apprécier également la lettre incongrue qui motive la mienne et de décider à qui s'appliquent les termes choisis de *"effrontery, fraudulent, duplicity, priggishness, falsifies, foolishness, chicanery, disingenuous, deccitfulness"* et autres aménités d'une rare élévation d'esprit, sans parler du ton qui fait la chanson. Et sans oublier l'inénarrable "marxisme" qui vient ici comme des cheveux sur la soupe.

Boris Souvarine

Post-scriptum

Le texte de cette réponse ayant déjà dépassé la limite prescrite par la revue américaine, il a fallu renoncer à certaines explications pourtant bien utiles. Il suffit parfois d'une ligne pour produire une allégation fausse, mais il faut souvent une page pour la réfuter. En voici un exemple.

Le seul million de marks versé à Parvus, et que celui-ci prétend avoir envoyé à Petrograd (selon les documents allemands, et non pas cinquante millions), n'a laissé aucune trace nulle part,

même après soixante ans de recherches, et alors que personne n'a pu formuler la moindre hypothèse ou présomption à cet égard. Il n'y a qu'une seule explication plausible : c'est que Parvus s'est approprié la somme.

En effet, Lénine n'était pas le destinataire : il habitait la Suisse, non Petrograd. Ses proches et ses hommes de confiance sont également hors de cause, puisque nous avons la correspondance *privée* de l'époque, révélant l'isolement de Lénine : lettres de celui-ci à sa sœur, à son beau-frère, à Chliapnikov, à Kollontaï, à Inessa Armand, à Ganetski et autres (elles n'ont pas été écrites pour les besoins de la présente controverse, soixante ans plus tard). Les témoins et participants qualifiés, déjà cités dans mes commentaires précédents, attestent tous la dispersion de l'ancienne organisation bolcheviste, sans s'être donné le mot. Alors, à qui Parvus aurait-il pu envoyer ce million, et quel en fut l'usage ?

Parvus avait quitté la Russie en 1906. Il était redevenu un social-démocrate allemand, avant de devenir un homme d'affaires en Turquie. Il ne revint jamais en Russie et n'y eut aucune accointance dans la fraction léniniste, à laquelle il n'a pas appartenu. Pendant la révolution de 1905, il collaborait à un journal menchevique. Personne n'a pu signaler la moindre connection de Parvus avec un bolchevik de Petrograd. Et alors que Lénine, conspirateur éprouvé, se plaignait d'avoir perdu tout contact avec ses partisans, Parvus, lui, étranger au mouvement socialiste de Russie, en aurait eus ?

De qui se moque-t-on ?

Parvus a empoché le million : c'est l'évidence même. Les dignitaires et fonctionnaires de la Wilhelmstrasse, ignares en la matière, l'ont-ils cru sur parole ? Peut-être. Mais peut-être pas, puisque Soljenitsyne constate avec raison qu'après le 22 janvier 1916, la Wilhelmstrasse *"ne donna plus un seul pfennig à Parvus"*.

Autre thème, sur lequel j'ai dû m'abstenir de m'étendre, celui des ouvrages mis à contribution par les uns et les autres dans cette interminable controverse. Mon dessein principal tendait à apprécier les sources dont Soljenitsyne s'est servi pour tisser la trame de son roman à intentions historiques. Les autres mentions de textes accusateurs ne servent qu'à montrer combien Soljenitsyne s'est mépris en croyant que cette affaire (l'or et le wagon) était jusqu'à présent passée inaperçue, ou presque. Aussi me suis-je abstenu de signaler la brochure tapageuse de Bernard Taft, répandue à profusion dans les pays de langue française. Et surtout de discuter le livre de S. P. Melgounov : *La Clef d'or allemande des bolcheviks* (Paris, 1940), qui a été mis à contribution par tant d'auteurs. Il y a un temps pour tout, a dit le Sage par excellence.

Enfin j'ai dû négliger, cette fois, un autre thème essentiel, celui de l'argent comme étant non seulement le nerf de la guerre, mais aussi le nerf de la guerre sociale, donc de la révolution. Les controversistes acharnés à expliquer la victoire de Lénine en Octobre par *"le mythe de l'argent allemand"*, comme dit le professeur Alfred Senn, de l'université du Wisconsin, font semblant de croire que les bolcheviks, seuls, en 1917, disposaient de ressources financières. Selon eux, le gouvernement provisoire, la bourgeoisie, l'aristocratie, les banquiers, les industriels, les propriétaires fonciers, les ambassades de pays alliés étaient tous démunis de pécune. Et le parti socialiste-révolutionnaire ?

M. Oliver Radkey, dans *The Agrarian Foes of Bolshevism*, révèle que Catherine Brecko-Breschkovskaïa avait remis 800 000 roubles à A. Argounov pour soutenir *Volia Naroda*, journal social-patriote. En plus, les populistes reçurent d'elle 50 000 roubles, et S. L. Maslov 20 000 roubles pour son journal *Zemlia i Volia*. La *"grand-mère de la Révolution"* avait obtenu 100 000 roubles de ses compatriotes et 2 100 000 roubles de sources américaines. De "grandes sommes" venant de William Thompson furent avancées à un Comité civique hostile au bolchevisme, etc. A quoi rime, donc, l'argument du poids de l'argent dans la balance des forces en jeu, lors du coup d'Octobre ?

Croira-t-on que des personnes bien intentionnées m'ont dit, à propos de cette histoire : *"On voit que vous avez conservé un sentiment de sympathie envers Lénine..."* Est-il donc si difficile d'admettre que la probité intellectuelle fasse passer la vérité avant tout ? Je réponds simplement à mes interlocuteurs en question, comme cet écrivain anglais dont je regrette d'avoir oublié le nom : *"Il faut dire la vérité, même au sujet de Lénine."*

B. S.

Jürg Ulrich : Léon Kamenev : la descente aux enfers (1934-1936)

Léon Kamenev (1883-1936) adhère au Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1902, participe au congrès de 1903, où se produit la scission entre mencheviks et bolcheviks, aux côtés desquels il se range. En 1909, en exil, il devient le représentant du parti au bureau de l'Internationale socialiste, prend part au congrès socialiste international de 1910. Il devient député bolchevique à la Douma en 1912. En septembre 1914, il est condamné et exilé en Sibérie avec les autres députés bolcheviques pour avoir dénoncé la guerre et refusé de voter les crédits de guerre. Il est élu en mars 1917 au comité central, où il reste jusqu'en 1927 (sauf une interruption de deux mois en octobre-novembre 1917, lorsqu'il en démissionne pour protester contre l'insurrection et la formation d'un gouvernement purement bolchevique). Membre titulaire du bureau politique de 1919 à 1925, rétrogradé au rang de suppléant en 1926, puis exclu des ses rangs en 1927. Président du soviet de Moscou de 1919 à 1926. Vice-président du Conseil des commissaires du peuple de 1922 à 1926. D'abord allié de Staline dans la troïka qu'il forme avec lui et Zinoviev de 1923 à 1925, puis fonde avec Zinoviev la Nouvelle Opposition en 1925. L'un des dirigeants de l'Opposition unifiée en 1926, exclu du Parti bolchevique à la fin de 1927, réintégré en 1928, exclu à nouveau en 1932, réintégré en 1923, puis condamné en 1935 à dix ans de prison pour responsabilité (prétendue) dans l'assassinat de Kirov, condamné à mort lors du premier procès de Moscou (19-24 août 1936)

Jürg Ulrich lui a consacré une biographie en langue allemande, d'où nous extrayons, avec son accord, le chapitre final :
"Kamenev : la descente aux enfers."

Au cœur du premier procès de Moscou...

Chronologie

1er décembre 1934 : assassinat de Kirov, dirigeant du parti à Leningrad.

20 décembre 1934 : arrestation de Kamenev.

16-17 janvier 1935 : procès contre Zinoviev, Kamenev et 17 autres communistes éminents, condamnation de Zinoviev à 10 ans et de Kamenev à 5 ans de prison pour *"responsabilité morale dans l'assassinat de Kirov"*.

Juillet 1935 : Kamenev condamné à 10 ans de prison pour *"conspiration au Kremlin"*.

19-24 août 1936 : procès à Moscou contre Zinoviev et Kamenev. Condamnations à mort pour collaboration avec un prétendu *"centre trotskysto-zinoviéviste"*. Exécution dans la nuit suivant le dernier jour du procès.

21 août 1936 : suicide de Tomski, partisan de Boukharine.

13 juin 1988 : réhabilitation officielle de Kamenev.

Attentat inattendu à Leningrad

Le 1er décembre 1934, le jeune communiste Leonid N. Nikolaiev est parvenu sans empêchement jusqu'au bureau de Kirov, président de la section du parti à Leningrad, et l'a abattu d'un coup de pistolet dans la nuque. Après un procès expéditif et une adaptation improvisée des lois, on a fusillé Nikolaiev et 13 autres jeunes communistes en décembre 1934. Les "organes de sécurité" exécutèrent en outre plus de cent "monarchistes" sans qu'un jugement formel ait été prononcé contre eux.

Kamenev et l'assassinat

Les années précédant l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale ont été marquées par une répression brutale. Kamenev et les autres victimes de cette répression avaient été des personnalités dirigeantes du Parti communiste, membres pour la plupart de l'opposition. L'assassinat de Kirov a joué un rôle central dans les procédures pénales secrètes et les procès. C'est pourquoi se pose la question du lien entre l'opposition et l'attentat.

Comme les bureaux des cadres dirigeants du parti étaient sévèrement gardés et qu'on ne pouvait y pénétrer qu'avec un laissez-passer spécial, beaucoup d'historiens ont soupçonné que Staline avait lui-même mis l'assassinat en scène et veillé à ce que la surveillance habituelle du président du parti de Leningrad

soit suspendue (1). L'assassinat signifiait l'élimination de son plus sérieux rival et fournissait en outre le prétexte à l'élimination de tous les autres concurrents (2).

De telles suppositions ont aussi été renforcées par des allusions faites par Khrouchtchev dans son "discours secret". Mais aucun document les corroborant n'a été trouvé après la chute de l'Union soviétique.

De nouvelles recherches relancent la question de l'organisation de l'attentat. L'historien russe Joukov en vient, dans un travail de 1999, à la conclusion que l'assassin Nikolaiev aurait agi seul et de sa propre initiative (3). Il s'appuie sur le journal de Nikolaiev et sur d'autres documents contemporains trouvés dans les archives. Nikolaiev aurait été psychologiquement instable et se serait imaginé que son acte inciterait les ouvriers de Leningrad à renverser le régime soviétique. Il est possible que sa femme l'ait trompé avec Kirov. Staline se serait donc servi du crime fortuit d'un jeune homme désespéré, poussé par la jalousie, pour exterminer ses adversaires. Bien que Joukov prenne verbalement ses distances avec Trotsky et ses partisans, ses suppositions se recoupent partiellement avec les hypothèses de Trotsky (4). Victor Serge, écrivain qui était proche de Trotsky, fait lui aussi, dans son roman *L'Affaire Toulaev*, commettre l'assassinat par un jeune communiste déçu, sans participation de ce dernier à une conjuration (4 bis).

Un travail récent de l'historien français J.-J. Marie rend le journal de Nikoaiev accessible en langue française. En ce qui concerne les circonstances du meurtre, il en arrive des conclusions semblables à celles de Joukov (5). Mais en tant que connaisseur des mouvements oppositionnels soviétiques, il examine d'autres aspects : dans aucune des séances du bureau politique, Kirov ne se serait distingué par des points de vue en contradiction avec ceux de Staline. Ce dernier aurait donc eu peu de raisons de voir en lui un rival. Le sanglant règlement de comptes du NKVD avec 103 "monarchistes et gardes blancs" dès le lendemain du meurtre aurait bien pu servir à l'élimination de témoins et complices gênants. C'est pourquoi on aurait rendu publique leur exécution, mais pas leur rôle dans la préparation du crime. Comme Joukov, Marie signale l'exécution, décidée secrètement et effectuée les 28 et 29 décembre, de Nikolaiev et de 13 autres jeunes communistes. Pour ces derniers condamnés, il se serait effectivement agi de partisans de Zinoviev, dont les opinions politiques correspondaient également à celles de Kamenev. Les sbires de Staline auraient exploité à des fins de propagande ce lien ténu entre l'assassin et l'opposition. Peu de jours après l'assassinat, ils mirent la main sur les dirigeants de l'ancienne opposition unifiée. Les 16 et 17 janvier 1935, ils extorquèrent à Zinoviev, Kamenev et dix-sept de leurs amis politiques l'aveu qu'ils étaient "politiquement responsables" de l'assassinat de Kirov. Comme Nikolaiev avait agi de sa propre initiative, il fallut fabriquer pour l'opinion publique mondiale une relation entre lui et l'ancienne opposition. Y prêtèrent la main des staliniens français, ainsi le futur secrétaire général du parti Duclos et le poète Aragon, en émettant dans des articles de journaux le soupçon que Trotsky en était l'instigateur.

Trotsky lui-même, alors en exil en France, s'était déjà penché, au tournant des années 1934-1935, sur les motifs et les manœuvres qui avaient poussé Nikolaiev à son acte. Il soupçonnait que Nikolaiev avait agi de son propre chef, séparément d'un groupe de terroristes qui voulait mener l'action de façon coordonnée en l'accompagnant d'appels. Selon les présomptions de Trotsky, ce groupe

(1) Par exemple, J.-J. Marie, *"L'assassin de Kirov et son journal"*, *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 3, 1998, pp. 43 à 60.
(2) Voir par exemple R. Conquest, *The Great Terror*, 1990 London, Sidney, Auckland, Johannesburg : Hutchinson.
(3) J. Joukov, *L'Assassinat de Kirov*. D'après les actes de l'instruction judiciaire. Forum für osteuropäische Ideen und Zeitgeschichte, 1999, 3 (2), pp. 119 à 152.
(4) Trotsky....
(4 bis) Victor Serge, *Les Révolutionnaires*. Romans (contient : *"Les hommes dans la prison"*, *"Naissance de notre force"*, *"Ville conquise"*, *"S'il est minuit dans le siècle"*, *"L'affaire Toulaev"*), 1967, Paris, Le Seuil.
(5) J.-J. Marie, *L'Assassin de Kirov et son journal...*

dans son ensemble avait été manipulé par des agents de Staline (6). Léon Sedov aussi admettait le même lien dans son *Livre rouge* sur le premier procès de Moscou (7). Le grand nombre d'exécutions qui ont eu lieu sans procès public en décembre 1934 parle pour la véracité de cette hypothèse de Trotsky et de Sedov. Il fallait éliminer des communistes inexpérimentés manipulés par des agents pour éviter que soient réellement élucidés les tenants et aboutissants par des témoignages de complices.

Le plan que Trotsky attribuait aux maîtres du Kremlin avait sa logique : la police secrète aurait pu se vanter d'avoir démasqué les partisans de Zinoviev et Kamenev comme terroristes. La liquidation des restes de l'opposition par Staline aurait paru plausible à l'opinion publique. Même les voyages occasionnels de Kamenev à Leningrad auraient été présentés dans la presse de Staline comme servant à masquer de sombres projets. Ce plan fut contrecarré par l'acte indiscipliné de Nikolaiev : Kirov en fut la victime (8).

De quelque façon que la provocation eût été planifiée, elle avait pour but de compromettre et d'éliminer les anciens oppositionnels, car des marxistes pensant par eux-mêmes étaient une menace pour le régime. Il fallait, en les rabaissant publiquement, empêcher qu'ils aient des partisans. Cela se fit en plusieurs étapes par des procès secrets et publics (9).

Le procès dit du "centre de Moscou"

C'est ainsi qu'on appelle le procès qui fut intenté le 16 janvier 1935 à Leningrad contre 19 personnes. On avait arrêté les accusés en décembre 1934, après l'assassinat de Kirov. A côté de Zinoviev et de Kamenev, en faisaient partie Evdokimov et Bakaiev, qui furent plus tard, comme Kamenev, condamnés à mort et exécutés (10). Le tribunal (secret) prononça des peines de 5 à 10 ans de privation de liberté. Tous les condamnés avaient été des membres en vue du Parti communiste, dont ils avaient été exclus peu avant le début du procès.

Ils étaient accusés d'avoir été membres de l'opposition zinoviévo-trotskyste. Ils n'auraient pas rompu avec ses positions et chercheraient encore à renverser la direction du parti en exercice. Zinoviev, Kamenev et autres s'efforceraient d'organiser ces oppositionnels en un centre de Leningrad et un centre de Moscou, et à établir des contacts entre les deux centres. Dans les années 1987-1989, une commission du parti qui a révisé ce procès a conclu que ce "centre moscovite" n'aurait pas existé et que l'accusation aurait reposé sur une falsification (11). On avait certes pu prouver pendant le procès que quelques membres trotskystes de l'ancienne opposition avaient rendu visite à Kamenev chez lui. Ils avaient espéré que Kamenev mènerait avec eux une politique oppositionnelle. Mais il avait repoussé cette demande.

Pendant les interrogatoires, Staline fit personnellement pression pour qu'on "découvre" un lien entre les accusés et Nikolaiev. En l'absence d'un tel lien, il fallut l'inventer et contraindre les accusés aux aveux correspondants. Parmi les procédés auxquels il fut recouru dans l'audition de Kamenev, l'un d'entre eux consistait à prétendre faussement que Zinoviev avait reconnu l'existence d'une organisation contre-révolutionnaire. Quelques-uns avouèrent finalement qu'ils avaient appartenu à un groupe contre-révolutionnaire qui avait aussi projeté l'assassinat de Kirov.

(6) Trotsky...
(7) Léon Sedov, *Livre rouge sur le procès de Moscou*, première édition, 1936, Paris, Editions populaires.
(8) En ce qui concerne la date exacte du coup de feu fatal, la présence de Kamenev à Leningrad à cette date est incertaine. Vu sa coopération avec la Maison Pouchkine, c'est de l'ordre du possible. Il est certain qu'il participa personnellement aux cérémonies de deuil et contribua à leur faste, qui consista en de longues heures d'émissions de radio et d'interminables articles dans la presse communiste. Toutes les autorités y allèrent de leurs éloges du camarade Kirov, *"qui ne sera jamais arraché de nos cœurs"*.
(9) Pour leur description, je suis largement W. S. Rogovine, dans *Avant la grande terreur*, Essen, 2000.
(10) H. Schützler, *Schauprozesse unter Stalin 1932-1952*, 1990, Berlin, Dietz. Les actes de réhabilitation ont été publiés pour la première fois dans les *Izvestia*, KPSS, 1989, n° 7.
(11) Rogovine, *op. cit.*, pp. 149 à 152, Schützler, *op. cit.*, pp. 15-16.

Un aveu écrit de Zinoviev du 13 janvier 1935 joua un rôle important. Il s'y accusait de ne pas avoir renoncé à toutes ses idées oppositionnelles antiprolétariennes et déclarait éprouver le besoin de s'en repentir publiquement. Par suite de son attitude et de celle de Kamenev, il y aurait eu à Leningrad un petit groupe de jeunes gens désespérés et immoraux qui en voulaient à la vie du camarade Staline et de ses fidèles, et se seraient laissé entraîner à l'assassinat "fasciste" de Kirov. Dans cet écrit, Zinoviev mentionnait aussi Kamenev et lui imputait la même rébellion envers le parti. L'affirmation selon laquelle Zinoviev aurait reconnu que lui et Kamenev avaient organisé des cercles de comploteurs était une version sans doute grossièrement déformée du document écrit de Zinoviev, qui contenait déjà des contre-vérités et résultait de pressions très fortes.

Mais dans la phase préparatoire du procès, Kamenev contesta avoir participé à quelque complot contre-révolutionnaires que ce soit. Cela n'empêcha pas le "tribunal" de le déclarer coupable d'une telle activité et de prétendre qu'il l'avait reconnu. La peine de Kamenev fut de cinq ans et celle de Zinoviev de dix ans.

Le procès dit du Kremlin

Ce fut aussi un procès secret. Il eut lieu à Moscou les 14 et 25 juillet 1935. Le tribunal se composait d'un tribunal spécial du NKVD et du collège militaire du tribunal suprême de l'Union soviétique. Etaient accusés 110 personnes travaillant au Kremlin. Parmi eux se trouvaient Kamenev et cinq de ses parents. On les accusait d'avoir préparé des actions terroristes contre Staline et d'autres dirigeants du Parti communiste et de l'Etat (12).

Un but essentiel de ce procès était d'inculper faussement Kamenev comme organisateur d'un réseau terroriste, à l'aide d'aveux extorqués à des parents et à des employés du Kremlin. On reprocha aux accusés de collaborer avec des gardes blancs, des mencheviks et des trotskystes. Les jugements consistèrent en deux exécutions, en de longues peines de prison, en des bannissements et des interdictions de séjourner dans les grandes villes (13).

Zinoviev, qui, cette fois, n'était pas lui-même accusé, fut "entendu" comme témoin et fit inscrire au protocole :

« Kamenev est l'auteur du bon mot : "Ce qu'on appelle marxisme maintenant, c'est ce qui convient à Staline"... *Je n'ai jamais entendu venant de Kamenev des déclarations sur la nécessité de recourir à des moyens terroristes contre la direction du PCUS (b). Je n'exclus pas que de méchantes paroles (...) prononcées par lui à l'adresse de Staline ainsi que des signes de sa haine contre Staline aient pu être utilisées à des fins directement contre-révolutionnaires... »* (14).

La première phrase a sans doute été une des rares assertions véridiques émises pendant ces procès.

C'est sur la base de telles assertions, formulées avec réticence malgré toutes les pressions, que les accusés furent condamnés, certains comme *"groupe terroriste contre-révolutionnaire"* et d'autres comme *"groupe terroriste trotskyste contre-révolutionnaire"*. Nina Alexandrovna Rosenfeld, épouse divorcée d'un frère de Kamenev, artiste et illustrateur de livres, fut déclarée coupable d'avoir procuré des armes pour un acte terroriste qui aurait dû être perpétré par un des autres coaccusés. Kamenev lui-même aurait été l'organisateur et le dirigeant d'un ancien *"groupe contre-révolutionnaire zinoviéviste illégal"* et aurait projeté des agressions systématiques contre la direction du PCUS (b), en particulier contre Staline. Des mensonges contre-révolutionnaires auraient été répandus par le frère de Kamenev, Nicolai Borisovic Rosenfeld, et son épouse divorcée. Le réseau de comploteurs se serait aussi adjoint des trotskystes.

En tout cas, Kamenev et quatorze des trente inculpés contestèrent les activités qu'on leur reprochait. En revanche, le frère de Kamenev fut soumis à une telle pression qu'il se reconnut coupable. Des déclarations ultérieures des participants maintinrent clairement que les accusa-

(12) Rogovine 2000, *op. cit.*, pp. 120-121.
(13) Rogovine 2000, *op. cit.*, p. 120.
(14) Rogovine 2000, *op. cit.*, pp. 132-133.

tions avaient été inventées par les enquêteurs. Le neveu de Kamenev, Boris Rosenfeld (29 ans à l'époque), coaccusé, avait été menacé d'exécution. On procéda de la même manière avec d'autres compagnons d'infortune.

Il n'est pas difficile de deviner qu'on pouvait par de telles méthodes forcer des membres de la famille à accabler leurs parents. C'est ainsi que Staline et ses collaborateurs préparaient le procès à grand spectacle d'août 1936. Kamenev seul se serait sans doute retrouvé innocenté si on n'avait pas fait peser sur lui de telles calomnies extorquées aux membres de sa famille et à Zinoviev.

Le procès contre le *"centre antisoviétique unifié trotskysto-zinoviéviste"* (15) (premier procès de Moscou)

Il eut lieu du 19 au 24 août 1936 dans la salle à colonnades de la Maison des syndicats et se termina par la condamnation à mort des seize accusés. La sentence fut exécutée dans la nuit précédant le 25 août. Zinoviev, Kamenev, Evdokimov, Smirnov et Mratchkovski, anciens dirigeants de haut rang du Parti bolchevique dont les conceptions avaient été inspirées par Lénine lui-même, étaient les victimes les plus importantes. Ils étaient accusés d'avoir pratiqué de l'espionnage antisoviétique et d'avoir projeté l'assassinat des dirigeants du Parti communiste. L'assassinat de Kirov avait été le prélude à ce plan. En 1988, ce jugement a été abrogé par le plénum du tribunal suprême de l'Union soviétique et tous les condamnés ont été réhabilités (16).

Le procès commença le 19 août vers midi par la lecture de l'acte d'accusation par le secrétaire du procureur Vychinski. Les juges étaient les juristes militaires Ulrich, Matulevich, Nikichenko, Goliakov et Kostiousko. Au centre, il y avait l'assassinat de Kirov. L'acte d'accusation se référait au procès de janvier 1935 contre le "centre de Moscou". En complément des accusations d'alors, on faisait "avouer" aux inculpés que leurs crimes avaient été organisés par Trotsky. Dès la fin de l'acte d'accusation, on faisait ressortir que tous les accusés s'étaient reconnus *"intégralement coupables"*.

En ce qui concerne Kamenev, l'acte d'accusation lu au début du procès faisait ressortir que, dans son audition du 23 juillet 1936, il avait *"fait la déclaration exhaustive"* suivante :

"Nous, à savoir le centre zinoviéviste de l'organisation contre-révolutionnaire (...) et l'organisation contre-révolutionnaire trotskyste, en la personne de Smirnov, Mratchkovski et Ter-Vaganian, avons passé en 1932 des accords sur l'unification des deux organisations contre-révolutionnaires, la zinoviéviste et la trotskyste, afin de préparer en commun l'exécution d'actions terroristes contre la direction du comité central, au premier rang contre Staline et Kirov" (17).

Des déclarations concernant Kamenev furent aussi citées comme venant de Reingold, un autre accusé. Selon ses dires, lui et d'autres conjurés se seraient rencontrés en 1933 et en 1934 dans le logement de Kamenev. Kamenev aurait cherché à les convaincre de la nécessité d'actions terroristes en mentionnant souvent des recommandations et des prescriptions de Trotsky (18). Zinoviev aurait déjà affirmé que les conjurés s'étaient rencontrés dans sa maison de campagne, à Iljinskoe, où l'on aurait planifié la réalisation d'actions terroristes contre Kirov et Staline (19).

A la suite de la lecture de l'acte d'accusation, on interrogea publiquement les accusés Mratchkovski et Evdokimov ; et dans la séance du soir aussi Dreitzer, Reingold, Bakaiev et Pikel.

(15) Titre du procès-verbal officiel du procès.
(16) Schützler, 1989, pp. 136 à 169.
(17) Commissariat du peuple de l'URSS à la Justice, *Rapport du procès sur l'affaire criminelle du centre trotskyste-zinoviéviste. Traité par le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS, 19-24 août 1936*, Moscou, 1936, p. 37. L'orthographe de ce "procès-verbal" a été reprise dans les citations.
(18) Rapport du procès, pp. 13, 14, 15 et 20.
(19) Rapport du procès, p. 31.

En dehors de l'interrogatoire de Kamenev, il faut encore ici mentionner un épisode de l'interrogatoire de Holzmann (écrit "Goltsmann" dans le rapport publié sur le procès). Il "avoua" avoir rencontré le fils de Trotsky, Léon Sedov, en novembre 1932, à l'hôtel Bristol, à Copenhague, et avoir ensuite avec lui rendu visite à Trotsky qui séjournait chez un particulier près de Copenhague. La presse bourgeoise mondiale découvrit bientôt que l'hôtel Bristol avait été démoli depuis des années. Trotsky put en outre prouver qu'à cette époque Léon Sedov ne séjournait pas à Copenhague, mais à Berlin (20).

Kamenev fut auditionné publiquement le 20 août (21).

Dès le début, il déclara : *"La conjuration terroriste a été organisée et dirigée par moi, Zinoviev et Trotsky."*

Il se serait maintenant convaincu que la politique du parti et de sa direction est la bonne et qu'elle est *"approuvée par les masses laborieuses"*. Mais lui et ses semblables auraient été guidés par une haine sans limites contre Staline. Ils n'auraient plus eu de plate-forme politique pour lutter contre le gouvernement. C'est pourquoi, dans leur amertume, il ne leur serait plus resté que le moyen de la terreur individuelle.

En juin 1934, il serait personnellement allé à Leningrad et y aurait chargé Iakovlev, partisan de Zinoviev, d'y préparer, parallèlement au groupe Nikolaiev, l'attentat contre Kirov. Par Bakaiev, il aurait aussi appris la préparation de l'assassinat de Kirov. Ici, Vychinski l'interrompit en lui demandant si le meurtre était directement l'œuvre de Kamenev. Il obtint de ce dernier une réponse affirmative. Outre ces "confessions" générales, Kamenev signala qu'il avait recherché la coopération avec divers autres membres du parti pour provoquer une scission du parti. Lui et ses amis politiques auraient par exemple *"compté sur le groupe droitier de Rykov, Boukharine et Tomski"*. De ses alliés, Smirnov se serait mis à Berlin en relation avec Trotsky (Smirnov avait déjà avoué avoir rencontré à Berlin le fils de Trotsky). Dans la maison de campagne de Ilinskoie, lui et Zinoviev se seraient donné rendez-vous avec les coaccusés Evdokimov et Bakaiev, et Karev et Kubin auraient aussi été présents. Lui et Zinoviev se seraient essayés à une *"politique de double langage"*, mais y auraient échoué parce que le parti aurait retiré à temps Zinoviev de la rédaction du journal *Bolchevik*.

Il mentionna aussi Sokolnikov, Serebriakov et Radek, plus tard aussi Lominadze et Chatskin comme relations qui auraient dû les aider, lui et ses complices, à dissimuler leurs intentions.

Vers la fin de l'"audition", la "conversation" suivante entre Vychinski et Kamenev eut encore lieu :

Vychinski : *Comment doit-on apprécier vos articles et déclarations écrits en 1933 dans lesquels vous exprimez votre dévouement au parti ? Comme une tromperie ?*

Kamenev : *Non, pire qu'une tromperie.*

Vychinski : *Comme félonie ?*

Kamenev : *Pire.*

Vychinski : *Pire qu'une tromperie, pire qu'une félonie, trouvez ce mot. Comme une trahison ?*

Kamenev : *Vous l'avez trouvé.*

Vychinski : *Accusé Zinoviev, le confirmez-vous ?*

Zinoviev : *Oui.*

Vychinski : *Trahison, félonie, duplicité ?*

Zinoviev : *Oui.*

Vychinski traitait donc les anciens dirigeants bolcheviques comme un maître d'école autoritaire traite des écoliers. Les anciens dirigeants du Parti communiste russe se sont laissé traiter ainsi devant l'opinion publique mondiale. Rien d'étonnant à ce qu'en 1989 la commission du parti ait invalidé ce procès parce que les aveux ont été obtenus *"par des voies illégales"*. La commission disposait vraisemblablement d'informations détaillées sur ce en quoi consistaient ces voies. Mais l'annulation des procès ne pouvait plus annuler l'exécution des 16 anciens révolutionnaires.

---

(20) *Preliminary Commission of Enquiry The Case of Léon Trotsky*. Coyocan, Mexico. Reproduit par *Merit publishers*, New York, 1968 (originairement 1937).

(21) Rapport du procès, pp. 65 à 70.

Ce n'est pas seulement Kamenev lui-même qui fut exécuté. Staline se vengea sur toute sa famille, sans doute parce qu'il avait à redouter lui-même les conséquences juridiques si les amis et les sympathisants de l'ancienne opposition reprenaient un jour le dessus. Les fils, Alexander (33 ans) et Youri (16 ans !), ont été fusillés en 1938, leur mère Olga Davidovna en 1941. La seconde femme de Kamenev, Tatiana Ivanovna Glebova, partagea le même sort (22).

Le lien interne entre les différents procès

Jusqu'ici, on a brièvement rendu compte de leur déroulement. Mais il faut analyser l'évolution du Parti communiste après la défaite de l'opposition en 1927 dans l'ensemble du contexte social. Les anciens opposants et leurs sympathisants ont été limogés et humiliés dans des procédures internes au parti et dans des procès. Dès le XV[e] Congrès du parti, en 1927, on s'était exercé à la bonne attitude envers le gouvernement de Staline. Tandis que les porte-parole de la direction officielle du parti tenaient de longs discours pompiers, on coupait la parole aux oppositionnels et n'attendait plus de leur part que des déclarations publiques de repentir. Si par surprise des positions contraires s'exprimaient, le plénum les faisait taire par ses cris. En battant en retraite comme on l'attendait d'eux, ceux qui avaient été sanctionnés perdaient de leur prestige. Ils croyaient eux-mêmes toutefois qu'ils pourraient encore exercer une influence minimale parce qu'ils avaient été par la suite réadmis dans le parti.

Dès avant l'assassinat de Kirov, les conséquences des concessions consenties s'aggravèrent : alors que Kamenev avait été puni pour son opposition de 1925 à 1927 par six mois de résidence forcée dans la ville proche de Kalouga (23), la non-dénonciation de la plateforme de Rioutine eut déjà pour conséquence la peine de bannissement en Sibérie. Et il lui fallait tenir pour une faveur spéciale que la durée de la peine ait été ramenée — probablement après des entretiens avec Staline — de plusieurs années à six mois. Il avait acheté cette réduction de peine en s'abaissant à chanter les louanges de Staline (au XVII[e] Congrès du parti).

Après l'assassinat de Kirov, les anciens chefs de l'"opposition de Leningrad" furent menacés de nouvelles aggravations de peine. Un seul des accusés du procès du Kremlin fut exécuté, ce qui visait sans doute à faire peur aux autres. Kamenev et la plupart des coaccusés eurent à subir de longues années de privation de liberté dans des prisons d'isolation. Il était probablement déjà prévu de les mettre en condition pour avouer publiquement tout ce que le procureur exigerait d'eux : trahison, préparation d'actes terroristes, collaboration avec la Gestapo et avec Trotsky. Comme dans tout dressage, on ne recourait pas seulement aux punitions, mais aussi aux récompenses. Après s'être torturé lui-même par ses aveux écrits, Zinoviev eut droit dans une prison d'isolation à une cellule qu'il ne devait partager qu'avec un seul compagnon. Kamenev, qui avait davantage résisté, avait en punition à partager un cachot (Ciliga parle d'une "salle") avec une vingtaine de détenus (24). Il obtint toutefois la permission de travailler par écrit (25). Il faudrait rechercher si ces traitements de faveur faisaient partie de l'opération de dressage.

A propos de la révision des procès

La commission de réhabilitation du PCUS a, en 1987-1989, cassé les jugements qui avaient été prononcés de 1932 à 1952 dans les trois "procès de Moscou" et dans plusieurs procès secrets. Comme motif de cette révision, on a avancé l'absence de faits délictueux. Les aveux enregistrés l'auraient été par des voies non légales (26). Dans les consta-

(22) Dmitrii Chelestov, *L. B. Kamenev*.
(23) Kalouga est à 200 km au sud-ouest de Moscou.
(24) A. Ciliga, *Dix ans derrière le rideau de fer : au pays du grand mensonge*. 1950, Paris, Les îles d'or, pp. 221-222.
(25) V. V Krylov. 2000.
(26) H. Schützler H., *op. cit.*, ici entre autres p. 159.

tations de la commission de réhabilitation, il n'est pas davantage précisé en quoi consistait l'illégalité des aveux. On pense en première ligne à la torture et aux menaces contre de proches parents. Mais on peut aussi penser à autre chose, par exemple le recours à des traitements médicaux. Dans les constatations, on ne s'appesantit pas sur le fait que, parfois, le contenu des aveux était manifestement faux, comme par exemple la rencontre de Holzmann avec le fils de Trotsky dans un hôtel démoli des années auparavant. Un examen factuel approfondi des assertions des accusés aurait entraîné une révision d'une tout autre ampleur. Il aurait fallu reconnaître que l'accusation portée contre Trotsky d'avoir projeté des actions terroristes était complètement absurde, car Trotsky n'avait cessé dès avant la guerre de publier des articles et des brochures contre le terrorisme. Il n'avait en particulier cessé, après la défaite de 1927, d'avertir ses partisans de ne pas se laisser provoquer à de telles actions. Il aurait aussi fallu dans ce cas éclaircir plus précisément les "aveux" faits par les accusés du deuxième procès de Moscou concernant l'organisation de sabotage industriel et la collaboration avec la Gestapo.

Le contexte des procès de Moscou

Il ne faut pas seulement mettre en relation les différents procès contre des dirigeants communistes. Ils sont aussi dans leur ensemble en liaison avec des ébranlements profonds à la base du Parti communiste, de la société soviétique et du mouvement ouvrier international. Le déroulement de ces événements a été une cause essentielle de la Seconde Guerre mondiale. C'est à cette aune qu'il faut mesurer les procès.

La victoire de Staline sur le mouvement ouvrier, l'éclatement de la guerre civile espagnole et le mouvement du Front populaire en France ont eu lieu simultanément avec la croissance du pouvoir de Staline en Russie. Dans le cadre de cette biographie, on doit d'abord esquisser les processus en Russie, puis leurs implications internationales.

Les tensions au bureau politique ont été analysées ces dernières années par Khlevniouk : Staline avait réussi dès 1927 à faire exclure du bureau politique ses anciens alliés dans la lutte contre Trotsky, Kamenev et Zinoviev. De 1928 à 1930, il élimina aussi Boukharine et ses partisans. Ces derniers avaient essayé d'améliorer les récoltes en encourageant les paysans aisés, afin de pouvoir exporter des céréales. Cela aurait permis de financer une industrialisation *progressive*. Leurs efforts pour limiter en même temps, par leur politique économique, le pouvoir personnel de Staline, avaient échoué. Aux moindres tentatives de ce genre, leurs propres positions politiques furent anéanties. Leurs théories furent par la suite traitées de *"déviation droitière"* (27).

Après la défaite de tous ses adversaires, le tout-puissant bureau politique de Staline imposa la collectivisation précipitée de l'agriculture. Les paysans désespérés consommèrent les réserves de grain qui aurait dû servir de semences, abattirent et consommèrent leur bétail. Une famine d'une ampleur inconnue jusque-là se répandit. Des millions de paysans en tombèrent victimes en 1932 et 1933. Cela n'avait pas pu échapper à la direction du parti parce qu'elle était régulièrement informée par diverses voies des événements et de l'état des esprits dans les campagnes. Les proportions de la catastrophe purent être dissimulées à l'opinion publique russe et internationale.

Comme la plupart des dirigeants du parti étaient au courant des derniers efforts politiques de Lénine, les plus intègres d'entre eux expliquèrent tout le mal par la position de pouvoir de Staline et essayèrent de faire appliquer la dernière volonté de Lénine, à savoir ôter à Staline le secrétariat central. Cela échoua et accéléra la concentration du pouvoir aux

(27) O. W. Khlevniouk, *Das Politbüro. Mechanismen der Macht in der Sowjetunion der dreißiger Jahre* (Le bureau politique. Mécanismes du pouvoir dans l'Union soviétique des années 1930), 1998, Hambourg. Surtout le chapitre sur la crise des années 1931-1933, le "dégel" de l'année 1934 et la terreur et la "réconciliation" des deux années suivantes, autrement dit pp. 83 à 220.

mains de Staline. Seuls les gens qui lui étaient entièrement dévoués, comme Kaganovitch, Ejov, Kirov et Ordjonikidzé, furent promus.

La récolte un peu meilleure de 1934 écarta le danger d'une nouvelle famine succédant immédiatement à la précédente. C'est pourquoi les membres du bureau politique ne cherchèrent pas d'orientation fondamentalement nouvelle. Au lieu de cela, ils tendirent seulement à des "mini-réformes" (28). Les modifications de cours proposées n'exigeaient que des choses allant de soi. C'est ainsi qu'en février 1931, à la *"première conférence de toute l'Union des cadres de l'industrie socialiste"*, Ordjonikidze exhorta à libérer les dirigeants économiques du diktat des contrôleurs politiques, à respecter une comptabilité exacte et à maintenir dans les rapports contractuels la responsabilité matérielle des producteurs par rapport aux acheteurs. Staline, en revanche, attisa pendant cette conférence la méfiance envers les "nuisibles" et se répandit en appels à remplir les plans économiques.

En décidant tout seul sur les points litigieux et en rabrouant vertement ses adversaires, Staline empêcha que l'opposition entre tendances dures et tendances modérées aux réformes mène à la formation de deux ailes dans la direction du parti (29). Khlevniouk dépeint comme suit les formes prises par les relations entre dirigeants du parti à l'époque :

"Dans la première moitié des années 1930, tout membre du bureau politique considérait comme son droit inaliénable de sanctionner ou d'amnistier lui-même ses subordonnés et réagissait avec une extrême irritation si des contrôleurs ou inspecteurs extérieurs tentaient de s'immiscer dans son domaine. Les membres du bureau politique pouvaient difficilement accepter qu'on critique leur administration, ils interprétaient cela comme une offense personnelle et y répondaient presque toujours par des contre-attaques et des réclamations" (30).

On s'accusait mutuellement de *"calomnie envers l'Union soviétique"*. Même sur les plus modestes ébauches de réforme s'accumulaient les querelles les plus mesquines, auxquelles se mêlaient souvent de la part de l'autorité en place des menaces de démission. De telles disputes allaient parfois même jusque devant le tribunal, où entrait en scène le procureur en chef que nous connaissons déjà, Vychinski. Mais le plus souvent, les affaires qui se heurtaient à des divergences d'opinions irréconciliables étaient arbitrées par Staline, assez rusé pour s'en servir pour renforcer son autorité. C'est ainsi que vers la fin des années trente, presque toutes les décisions répondaient au bon vouloir de Staline.

C'est à l'époque de ces querelles qu'eut lieu le XVII[e] Congrès du parti (1934). Peu de temps auparavant, d'anciens oppositionnels, tels que Kamenev, Zinoviev, Préobrajenski, Tomski et Rykov, avaient été réadmis par les sections du parti du district urbain de Moscou. Khlevniouk estime, avec d'autres historiens, que ces réadmissions avaient pour but de contraindre les anciens oppositionnels à des déclarations de repentir pendant le congrès. On craignait donc encore leur influence, il fallait détruire leur autorité en les rabaissant. Est-ce que ces mesures ont été déjà organisées en prévision du crime judiciaire contre le bureau politique de Lénine, ou l'ont-elles entraîné par une logique interne, c'est ce qu'il n'est pas possible de discerner. En tout cas, les louanges entonnées contribuaient à renforcer le pouvoir personnel de Staline et à priver pas à pas le bureau politique de tout pouvoir.

La seule réelle opposition, attestée par des documents fondamentaux, avait eu lieu en 1927 et ne se continuait plus maintenant que par Trotsky. Quoique interdit de séjour en Union soviétique, il apparaissait à Staline comme une menace. Il fallait donc à ce dernier éliminer

(28) Staline, Molotov et Kaganovitch sont d'habitude vus comme représentants de la ligne dure, Kirov, Ordzonikidze et Kouibitchev comme représentants de la ligne "modérée".

(29) Dans la correspondance de Staline avec les membres du bureau politique, citée par Khlevniouk, le tutoiement presque constant frappe. Cela contraste avec la correspondance de Lénine avec ses plus proches collaborateurs, où la forme de politesse est presque exclusivement employée. Cette forme permettait de considérer les problèmes et les relations humaines avec plus de distance.

(30) Khlevniouk, *op. cit.*, p. 115.

les oppositionnels, passés et présents, même s'ils faisaient lamentablement allégeance et s'effaçaient. Après l'assassinat de Kirov, leur anéantissement physique a été l'objectif immédiat. Staline s'en est à chaque fois mêlé personnellement quand ses valets, Ejov par exemple, se sont comportés avec trop de clémence.

L'issue des procès était programmée à l'avance. Cela ressort d'une circulaire du comité central du 29 juillet 1936, qui citait déjà textuellement les aveux prévus de Kamenev et de Zinoviev (31). Trotsky et Sedov l'avaient déjà pressenti pendant les procès et l'avaient publiquement signalé (32). Ce fait, la programmation textuelle, est politiquement plus importante que la question de la technique du dressage psychologique auquel les malheureux accusés ont été soumis.

Les aveux faits par les accusés du premier procès de Moscou indiquaient les intentions de Staline pour le proche avenir : les personnes mentionnées dans ces premiers aveux ont presque toutes été plus tard impliquées dans des procès et condamnées à mort. Dans l'audition publique de Kamenev du 20 août 1936, c'étaient (outre les condamnés du premier procès) Koukline, Karev, Sokolnikov, Serebriakov, Radek, Lominadze, Chatskine, Tomski et Boukharine (33).

Le procès contre Zinoviev et Kamenev a été l'entrée en matière pour les procès suivants, publics et secrets. Dans tous, des peines de mort et des condamnations à de longues années de camp ont été prononcées. Presque tous les plus proches collaborateurs de Lénine ont vu leur personnalité brisée ou ont été condamnés à mort. Trotsky et Sedov voyaient dans ces événements une destruction systématique de l'avant-garde du mouvement ouvrier russe par Staline (34). Le fait que le gouvernement de Staline cherchait au même moment à étouffer les initiatives pour la formation de partis prolétariens indépendants en Espagne, en Tchécoslovaquie et en France (35) parle pour cette interprétation.

L'analyse de ces événements par Trotsky et ses partisans mérite l'attention, ne serait-ce déjà que parce que, dans les procès publics à grand spectacle, Trotsky était au fond le principal accusé. Rien que l'intitulé officiel de ces manifestations le démontre : *"Affaire criminelle du centre terroriste trotskyste-zinoviéviste"* (19-24 août 1936) ; *"Procès du centre trotskyste antisoviétique"* (23-30 janvier 1937) et *"Procès contre le centre trotskyste droitier"* (2-13 mars 1938). La direction du parti réussit à mettre au ban d'infamie tous les oppositionnels comme "trotskystes" et à leur prêter aux yeux des larges masses des intentions contre-révolutionnaires. Une grande partie du peuple russe, intimidée, finit par croire que tous ceux qui ne tombaient pas d'accord avec Staline mettaient réellement en danger l'existence de l'Union soviétique. Les poursuivre était donc une nécessité impérieuse (36).

Contre l'interprétation de Trotsky selon laquelle les procès de Moscou auraient servi à endiguer la révolution prolétarienne, semble parler le fait que tous les gouvernements soviétiques n'ont cessé de mettre en avant leur rôle dirigeant dans la révolution prolétarienne mondiale. Pourtant, les historiens d'aujourd'hui rejoignent cette interprétation (37). Trotsky lui-même a cherché à expliquer cette contradiction par des comparaisons avec la Révolution française. Il voyait une analogie entre les événements des années 1930 et Thermidor, l'époque de la chute de Robespierre, qui symbolisait pour lui le grand recul de la Révolution française. Les hommes parvenus alors au pouvoir recourent encore à la rhétorique

(31) Schützler, 1989, pp. 222 à 251.
(32) Léon Sedov, *Livre rouge sur le procès de Moscou.*
(33) Des personnes citées, c'est Tomski qui a sans doute le plus clairement compris ce que signifiait la mention de ses relations avec Kamenev. Il en tira les conséquences et se suicida le 21 août. Lominadze s'était suicidé déjà en janvier 1935. Chatskine fut fusillé sans avoir été traîné dans un procès public. Les traces de Koukline, un des premiers ouvriers bolcheviques, se perdent en 1936.
(34) Léon Sedov, *Livre rouge sur le procès de Moscou.*
(35) Pierre Broué, *"Présentation du numéro spécial sur les procès de Moscou dans le monde"*, *Cahiers Léon Trotsky*, n° 3, juillet-septembre 1979.
(36) Rogovine 2000, *op. cit.*
(37) F. E. Schrader, *Der Moskauer Process 1936.* 1995, Francfort-sur-le-Main-New York : campus Verlag.

de la révolution, mais ils se sont installés dans des milieux sociaux qui aspirent au bien-être dans le cadre d'une vie bourgeoise et subordonnent à cette ambition les projets démocratiques radicaux. Staline et ses partisans étaient aux yeux de Trotsky une caste prétendant semblablement à des privilèges. Son pouvoir reposait sur le fait que le prolétariat s'était épuisé dans la guerre civile et ne formulait plus de revendications politiques. Les lois qu'avaient suivies les événements dans la France de 1800 s'appliquaient aussi en Russie selon lui. La nouvelle couche sociale de bureaucrates et de spécialistes privilégiés était incapable de diriger la révolution prolétarienne internationale. On l'avait bien vu en 1927 en Chine et en 1933 en Allemagne. Maintenant, en 1936 et 1937, l'Internationale communiste était en train de préparer le même sort à la révolution espagnole et au puissant mouvement du Front populaire en France.

La clique installée au sommet des Partis communistes n'avait pas d'autre ressource que d'empêcher une véritable révolution prolétarienne tout en se faisant quand même passer pour la direction de la révolution. Pour apparaître devant l'opinion publique mondiale comme la direction révolutionnaire légitime, la nouvelle bureaucratie ne reculait devant aucun crime : assassinats judiciaires de la vieille garde bolchevique, assassinats et calomnies des vrais dirigeants révolutionnaires en Europe et en Amérique.

Jusqu'à la fin de sa vie, Trotsky est resté convaincu que la révolution prolétarienne vaincrait et que tant la bourgeoisie que la caste privilégiée en Russie seraient balayées. Kamenev, Zinoviev et leurs compagnons partageaient cette conviction. Ils y ont sacrifié même leur vie et leur intégrité personnelle.

Jürg Ulrich

Léon Kamenev (1883-1936).

L'historiographie soviétique de la Révolution française

De gauche à droite et de haut en bas : Marat, Camille Desmoulins, Fabre d'Eglantine, Danton, Robespierre, Saint-Just.

A propos d'un ouvrage en russe de l'historien A. Gordon : *Le Pouvoir et la Révolution*

L'HISTORIEN russe Gordon étudie dans cet essai l'évolution de la vision de la Révolution française et de divers moments clés de son histoire en relation de plus en plus étroite avec les changements de la vie politique en Union soviétique de 1917 à 1941, date à laquelle la vision officielle est fixée sans changements notables au cours des années suivantes. Les différences d'interprétation portent à la fois sur les grandes questions de fond (nature de la Révolution française, la Terreur, ses causes, ses objectifs, sa nature, ses victimes, ses résultats, le jacobinisme et les jacobins, Thermidor, etc.) et sur des aspects particuliers (le rôle des hébertistes, de Robespierre et Saint-Just, des Enragés, de Marat, les décrets de Ventôse, etc.).

La question est d'une importance politique d'autant plus grande que, dès le début, les révolutionnaires russes ont avancé les yeux fixés sur la Révolution française, vue non pas comme un moment grandiose d'une histoire passée, mais comme le début d'une époque dans laquelle la révolution russe, attendue, préparée, puis réalisée, s'inscrivait pleinement. Ainsi, dès le congrès de 1903, qui marque la rupture entre bolcheviks et mencheviks, Lénine définit-il le social-démocrate (au sens de l'époque) comme *"un jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat devenu conscient de ses intérêts de classe"*. Plekhanov déclare que Lénine est de la pâte dont on fait les Robespierre. Trotsky, dans sa critique de Lénine, assimile le rôle qu'il veut jouer à celui d'un Robespierre instaurant la dictature du Comité de salut public et oppose à la formule de Lénine : *"Non pas jacobin et social-démocrate, mais jacobin ou social-démocrate."*

Dans la polémique entre bolcheviks et mencheviks, les premiers sont assimilés aux jacobins ou aux montagnards, les seconds aux girondins. Dès la révolution de 1917, les révolutionnaires russes avancent les yeux fixés sur la *"Grande Révolution française"* et étudient ses phases pour appréhender le déroulement de la leur. Ainsi, Martov, dès 1918, dénonce-t-il l'arrivée de Thermidor.

Ce qui n'est au début que parallélisme historique devient de plus en plus un élément de la lutte politique entre tendances et courants, puis un reflet du développement même du régime. L'histoire de la Révolution française passe peu à peu du rôle de modèle à celui de caution ou de rejet.

Résumer toutes les variations dans la vision de cette histoire exposées par Gordon, en rapport de plus en plus étroit avec les exigences de la lutte politique interne, exigerait de longues pages.

En gros, au cours des dix premières années, les différences d'interprétation entre les historiens se manifestent plus ou moins librement dans un cadre, l'acceptation au moins tacite de la révolution d'Octobre, et sont dominées par l'affrontement entre les historiens de l'Académie (dont la principale figure est celle d'Eugène Tarlé, ancien membre du parti monarchiste constitutionnel-démocrate, ou Cadet) et ceux de la Société des historiens marxistes, dominée par Mikhail Pokrovski et ses disciples, qui prétendent imposer leur propre conception de la Révolution française au nom de leur appartenance au parti dirigeant.

Mais il n'y a pas d'unité chez les historiens marxistes, chez qui on peut trouver par exemple une définition des Enragés (ou même des hébertistes) soit comme mouvement progressiste, voire révolutionnaire (l'aile gauche du jacobinisme et des montagnards) annonçant la lutte du prolétariat, soit comme un mouvement petit-bourgeois réactionnaire cherchant à freiner le développement historiquement progressiste et inéluctable du capitalisme pour défendre ses intérêts immédiats.

Marat annonce-t-il la lutte du prolétariat de demain ou n'est-il que l'expression la plus déterminée d'un mouvement purement plébéien ?

La Terreur est-elle la réponse à l'intervention étrangère (assimilation avec la lutte des bolcheviks contre l'intervention étrangère de 1918 à 1921) ou est-elle due à des raisons d'abord internes ?

Au fil des années, ces questions relèvent de moins en moins d'un débat entre historiens et de plus en plus des convulsions de la lutte politique, puis d'une décision d'en haut, du bureau politique, puis de Staline directement.

Ainsi, dès la fin des années 1920, lorsque Staline et ses partisans dénoncent la volonté — très largement exagérée pour bâillonner l'opposition — des impérialistes anglais et surtout français de déclencher la guerre contre l'URSS, la Terreur jacobine se voit-elle attribuée essentiellement à la lutte contre l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre.

Des aspects bouffons... et tragiques

Dans ces années 1928-1934, la vision de la Révolution française et les polémiques entre historiens sont dominées par la politique de la troisième période (dénonciation de la social-démocratie comme "social-fasciste") et par la politique de la collectivisation et sa chasse aux paysans, définie par Staline comme passant par *"la liquidation des koulaks en tant que classe"*, et donc infléchit la présentation de la Révolution française, officiellement réduite dès lors à peu près à l'accession de la bourgeoisie au pouvoir. Or la République bourgeoise de 1930 est réputée interventionniste... et le malheureux Mathiez se voit accuser d'être du côté des interventionnistes. La "discussion" revêt parfois des aspects bouffons : ainsi, après de longues années de méditation, la Révolution française se verra débarrassée du qualificatif de "Grande" jusque-là traditionnel, qualificatif réservé désormais à la *"Grande révolution socialiste d'Octobre"*. Autre aspect bouffon... mais aux conséquences tragiques pour certains historiens soviétiques : en 1931, l'historienne Lotte traduit les leçons de la lettre de Staline sur l'histoire stigmatisant les déviations "trotskystes" et "luxemburgistes" en dénonçant les conceptions de Mathiez comme *"servant non pas la révolution, mais le fascisme et le social-fascisme"*. Et, sans craindre l'anachronisme, elle affirme que le cœur de la conception de Mathiez est constitué par *"les illusions fascistes"* d'une partie de la petite bourgeoisie *"sur son autonomie de classe"*.

Ces bouffonneries ne constituent qu'un aspect très secondaire de la subordination de la vision de la révolution aux besoins variables de la direction du parti et de l'Etat, même si elles ont par ailleurs des conséquences de plus en plus tragiques : l'historien Vanag paie de sa vie sa vision jugée erronée de la révolution ; en janvier 1937, il est condamné à mort et fusillé comme *"trotskyste-terroriste"*, accusé d'avoir voulu tuer Staline sur l'ordre d'un autre historien de la Révolution française, Fridland.

Une conception de la Révolution française condamnée débouche sur l'accusation de terrorisme comme son prolongement naturel.

Mais ce n'est là, malgré la conclusion tragique de l'affaire, qu'un aspect dérivé. L'essentiel est ailleurs : il est dans la manière dont l'histoire de la Révolution française et de ses diverses étapes (jusques et y compris Napoléon) est de plus en plus étroitement soumise aux aléas de la politique immédiate et à une évolution qui doit la mener à justifier l'établissement même du pouvoir absolu centralisé. Ces aléas peuvent échapper aux plus haut placés ; ainsi, en 1937, les *Izvestia* et la *Pravda* soumettent à une critique impitoyable le *Napoléon* d'Eugène Tarlé. Les deux journaux les plus officiels du pouvoir accusent Tarlé de reproduire la vision de Napoléon dictée par Radek, qui vient d'être condamné par le deuxième procès de Moscou. Et Radek est accusé lui-même de véhiculer la vision de Napoléon propagée par *"le super-bandit Trotsky"*. On imagine l'état d'esprit de Tarlé à la lecture de ces deux journaux. Mais Staline intervient aussitôt pour soutenir Tarlé. La rédaction de la *Pravda* et des *Izvestia* n'a donc pas saisi le rapport entre l'évolution de la politique de la direction et la réhabilitation partielle de Napoléon, porteur d'un héritage révolutionnaire certes quelque peu trahi, mais aboutissant à l'établissement d'un pouvoir fort.

Les conditions de la discussion changent

Les conditions de la discussion sur la Révolution française ont commencé à changer en 1926-1927, lorsque la lutte entre la majorité Staline-Boukharine et l'Opposition unifiée (Trotsky-Zinoviev-Kamenev) soulève la question de Thermidor en URSS. La question : y a-t-il une dégénérescence thermidorienne en URSS ? soulève la question : que signifiait Thermidor dans la Révolution française : un tournant réactionnaire, contre-révolutionnaire (auquel cas la "dictature" robespierriste et les décrets de Ventôse sont révolutionnaires), ou au contraire Thermidor marque-t-il un moment inévitable dans le déroulement d'une révolution démocratique bourgeoise qui doit liquider l'héritage féodal pour ouvrir la voie à la domination de la bourgeoisie capitaliste (auquel cas les décrets de Ventôse ne sont que rêve rousseauiste) ?

Même si la direction du parti rejette violemment toute analogie entre Thermidor et la situation de l'URSS à la fin des années 1920 (et ce rejet coûte cher aux historiens accusés de s'y laisser entraîner, fût-ce de façon implicite ou allusive), Thermidor devient alors de la dynamite au maniement délicat pour un historien. Car toute déviation de la vérité officielle (qui évolue au fil des années) peut entraîner le malheureux chercheur à être dénoncé comme "trotskyste" par un collègue vigilant, lui-même souvent destiné à se voir coller la même étiquette quelques années plus tard.

D'une discussion historique à la chasse aux déviationnistes supposés

Gordon étudie en détail les divers moments clés de cette évolution, qui vont faire passer les discussions historiques sur la Révolution française du stade d'affrontements entre historiens à la chasse aux déviationnistes supposés, destinés à être démasqués comme tels à cause d'une interprétation donnée du rôle de Robespierre ou des Enragés : l'affaire de l'Académie (le pseudo-complot des historiens de l'Académie : Platonov, Tarlé, etc.) en 1929, la lettre de Staline à la revue *Proletarskaia Revolioutsia* en 1931, la polémique sur la biographie de Napoléon par Tarlé en 1937, au cours de laquelle Staline intervient pour soutenir la vision de Napoléon par Tarlé dénoncée comme antimarxiste et trotskyste par la *Pravda* et les *Izvestia*. Il étudie à cette occasion les conceptions d'une bonne douzaine d'historiens aujourd'hui oubliés (Zakher, Starosselsky, Lotte, Fridland, Fridman, Pokrovski, etc.).

Selon Gordon, le soutien de Staline à l'historien "bourgeois" Tarlé reflète l'évolution du régime vers l'établissement d'un pouvoir fort et la consolidation d'une couche privilégiée (cadres du parti, de l'économie, couche supérieure de l'intelligentsia, ouvriers de choc, stakhanovistes), ainsi que vers l'affirmation d'un certain nationalisme russe. La promotion de Napoléon en 1937 par le canal d'un historien qualifié officiellement de *"non-marxiste"* (Tarlé) prélude à celle d'Ivan le Terrible (effectuée dès 1938 par Vipper), qui vise à montrer l'édification d'un pouvoir centralisé autoritaire et absolu comme le couronnement même de la révolution.

Derrière l'image de Napoléon se profile celle de Staline, en même temps que toute assimilation de l'évolution du régime soviétique au bonapartisme est dénoncée comme une idée héritée du *"super-bandit Trotsky"* (*Izvestia*, 1937, dans la critique du *Napoléon* de Tarlé).

Kirov exprime brutalement le mécanisme de la subordination de l'histoire aux variations de la politique en affirmant : *"Il faut faire en sorte que l'activité de l'Académie communiste soit liée de la façon la plus étroite avec la réalisation des tâches essentielles qui se posent (...) tant devant l'organisation de Leningrad que devant tout notre parti (...). Il faut lire ce qui aiderait aujourd'hui effectivement à notre construction"*, et donc l'écrire ! Mais aider à la construction, c'est couvrir chaque tournant de la politique de la direction d'une caution historique dans l'histoire de la Révolution française (et de la Russie tsariste).

L'instrumentalisation de cette histoire obéit à des exigences plus profondes : le régime a jusqu'au bout besoin d'une justification idéologique qui remonte jusqu'à 1789 ; parce que considérée comme rupture radicale (révolution prolétarienne) ou prolongement naturel à une étape nouvelle, la révolution russe se situe dans le fil de la Révolution française. Gordon étudie avec précision le mécanisme de cette instrumentalisation sur un quart de siècle décisif dans l'histoire de l'URSS. Son étude dépasse le cadre historique de ces années et de l'URSS dans la mesure où, même si c'est de façon en général moins brutale, plus souple... et moins tragique que dans cette période, l'instrumentalisation de l'histoire est une donnée permanente, comme Pierre Miquel l'avait souligné dans ses *Mensonges de l'histoire*. Ici, cette instrumentalisation atteint sans doute son degré de perfection le plus achevé.

Jean-Jacques Marie

A. V. Gordon : *La lutte pour le pouvoir populaire dans la démocratie bourgeoise,* de Jacob V. Starosselsky

9e ANNÉE. — N° 42
DIX CENTIMES
DIMANCHE 26 JANVIER 1878
LE GRELOT
RÉDACTION
ABONNEMENT
ADMINISTRATION
ABONNEMENT
LES DEUX RÉPUBLIQUES, PAR ALFRED LE PETIT
RÉPUBLIQUE HONNÊTE
RÉPUBLIQUE ROUGE. 1793.
A. Le P.

Un manuscrit en attente depuis plus de soixante-dix ans

JACOB Vladimirovitch Starosselsky fut l'un des représentants de la génération d'universitaires qui le sont devenus en même temps qu'ils adhéraient à la révolution d'Octobre et dont le destin universitaire consista à relier l'expérience historique de la révolution du XVIII[e] siècle et l'expérience révolutionnaire de la Russie au XX[e] siècle. Starosselsky a joué un rôle éminent en établissant et en développant l'historiographie soviétique de la Révolution française. Il en fut l'un des fondateurs et il en transmit les traits caractéristiques à ce domaine particulier du savoir historique en Union soviétique.

Starosselsky occupe une place particulière parmi les historiens marxistes. Son ouvrage sur la Révolution française est un exemple rare de recherche interdisciplinaire. Juriste de formation, il a élaboré une jurisprudence historique qui n'a finalement acquis droit de cité dans les études russes que dans les années 1990. Tout en restant fidèle à l'approche classique, Starosselsky a combiné cette dernière avec une analyse institutionnelle, forgeant ainsi l'un des premiers maillons d'une recherche historico-politique anticipant les développements de l'historiographie étrangère (non russe) dans les années 1960 qui constitue la ligne de partage des eaux dans son évolution.

Starosselsky a été l'un des rares historiens soviétiques de la première génération qui ait cherché à présenter son travail sur la problématique historique révolutionnaire dans une monographie d'ensemble. Le manuscrit déposé aux archives sous le titre *La lutte pour le pouvoir populaire dans la démocratie bourgeoise* (1) est la première partie de ce travail d'ensemble consacré aux premiers stades de la Révolution française (1789-1792). La seconde partie, qui porte sur la période 1793-1794, a été publiée en 1930 sous le titre *Les problèmes de la dictature jacobine*.

Un événement dans l'historiographie soviétique de la Révolution française

Ce texte de Starosselsky est un événement significatif dans l'historiographie soviétique de la Révolution française. Pour Starosselsky, toute la signification historique de la révolution au XVIII[e] siècle tournait autour de la question de la dictature. Dans la victoire des *"méthodes dictatoriales de classe"* sur *"les buts démocratiques formels"*, il voyait un mouvement, certes inconsistant et incomplet, vers une *"démocratie d'un ordre supérieur"*. La dictature devient une forme historique supérieure. Il ne s'agit pas, souligne-t-il, du *"pouvoir pour le pouvoir"*, la dictature n'est pas une fin en elle-même : au contraire, sa valeur réelle repose dans les possibilités révolutionnaires qu'elle ouvre pour transformer la société. Mais à la lecture du livre, il est difficile

(1) *La lutte pour le pouvoir populaire dans la démocratie bourgeoise*. Académie des sciences INION, Moscou, 2002, première partie, pp. 1 à 474 ; deuxième partie, pp. 475 à 924 ; troisième partie, pp. 925 à 1329. Déposé à l'INION le 25 avril 2002 sous le n° 57 184.

d'échapper à l'impression que, pour l'auteur, le système de la dictature coïncide avec l'ordre social en transformation, avec la société elle-même. Ainsi, la question de la genèse du communisme devient celle de la nature même de la société communiste.

Starosselsky croyait sincèrement aux propriétés démocratiques de la dictature révolutionnaire et il consacra la partie la plus valable de sa recherche au développement, tout au long de la Révolution française, de l'auto-organisation politique des couches inférieures, à l'émergence des structures de la dictature populaire qui prenaient la forme d'un self-gouvernement local renouvelé ; il travailla sur les tentatives de *"gouvernement populaire direct"* qu'il jugeait positives. Pour lui, les sections étaient des *"institutions de gouvernement populaire direct"* et leur création était *"l'action la plus révolutionnaire et la plus démocratique"* de la révolution. Pour Starosselsky, de par ses origines et de par ses traits les plus saillants, le système politique de la dictature a été l'organisation d'un mouvement populaire de masse.

La dictature jacobine : un appareil administratif et idéologique

Mais le cœur de son étude est constitué par les chapitres 4 et 5 de son ouvrage, où il étudie la dictature jacobine du point de vue de la doctrine léniniste du parti dirigeant. Pour Starosselsky, les révolutionnaires du XVIII[e] siècle sont parvenus à créer un pouvoir dirigeant similaire dans la révolution bourgeoise, et, à partir de l'automne 1793, c'est plus ou moins le parti, c'est-à-dire les sociétés et les clubs populaires, qui gouvernent. Certes, les Jacobins n'ont pas réussi à s'enraciner dans les profondeurs des masses travailleuses et leur organisation s'est réduite à un appareil idéologique et administratif. Ajoutons à cette réalité la nature de classe de la sélection des cadres, qui a empêché le parti jacobin de devenir l'avant-garde de la classe révolutionnaire étant donné que son personnel était formé de bas en haut jusqu'à la moelle des os par la petite bourgeoisie laborieuse. Malgré cela, *"l'édifice majestueux de la dictature jacobine"* a été le plus grand héritage que nous ait légué la révolution du XVIII[e] siècle.

Il faut le souligner : Starosselsky considère la nature sociale de la dictature révolutionnaire uniquement du point de vue de l'efficacité du contrôle de l'Etat. Il répète les clichés de *"l'explication économique"* selon laquelle la politique des Jacobins s'enlise de façon désespérée dans l'ornière de l'anticapitalisme vulgaire, et bien qu'étant, comme tout mouvement populaire révolutionnaire, un mouvement progressiste, la dictature jacobine est *"économiquement réactionnaire"*.

On a du mal à comprendre la nécessité d'une telle analyse des vertus et des imperfections de l'organisation jacobine si *"l'anticapitalisme"* et *"le caractère économiquement réactionnaire"* ont dès le début semé en son sein les graines fatales de sa mort.

Le plus vraisemblable est que Starosselsky, non content de proclamer la nature *"édifiante"* de la dictature jacobine pour *"la révolution prolétarienne"*, tentait réellement d'expliquer et d'illustrer son contenu.

D'où sa défense passionnée de la supériorité de l'organisation du parti unique sur le système parlementaire aussi bien que celle de *"la démocratie matérielle"* en tant que dictature de classe sur la *"démocratie formelle"*. Ses critiques concernant la sélection de l'appareil sur une base de classe et sur son caractère uniforme expriment le souci que le parti dirigeant maintienne son caractère prolétarien, tout comme ses remarques sur la direction de l'Etat par le parti peuvent apparaître comme un avertissement contre la menace de la dictature bureaucratique.

La terreur contre qui ?

Les considérations de Starosselsky sur *"la dictature personnelle"* et la terreur sont tout aussi significatives. Dans une situation où s'instaurait *"le culte de la per-*

sonnalité", il évoqua la signification "technique" de ce phénomène, c'est-à-dire la question : l'Etat dirigé sur une base individuelle ou collective ? Le développement des répressions de masse en Union soviétique posait inévitablement la question : est-ce que la terreur est liée à un système ou à une théorie spécifiques, jusqu'à quel point est-elle opportune d'un point de vue de classe, dans quel cas la répression diminuerait-elle, et surtout y a-t-il la moindre nécessité d'organiser la répression de ses propres partisans ?

Pour Starosselsky, l'essentiel est la nécessité d'étudier la révolution (et aussi la question de sa possibilité de succès) sous l'angle de sa cohérence interne comme forme de la volonté consciente guidée par une théorie politique sage. L'historien français de gauche Gérard Walter (2), dans une analyse complète de l'ouvrage de Starosselsky, aboutit à la conclusion que Starosselsky avait été un pionnier dans l'étude systématique de la structure organisationnelle de la dictature jacobine. Cette notion de *"dictature jacobine"* apparut dans le milieu des historiens du monde grâce aux chercheurs soviétiques des années 1920. Auparavant, on se contentait soit de la formule neutre traditionnelle de *"gouvernement révolutionnaire"*, soit du péjoratif *"régime terroriste"*. En même temps que Mathiez, ils ont effectué la transition de l'idée de *"l'anomalie"* (ou *"convulsion de l'histoire"*) jacobine à l'étude des prémisses historiques de la dictature révolutionnaire et des fondements sociaux de sa politique.

Ne pas ressembler à Starosselsky ?

Tous les historiens russes n'ont pas perçu les choses de la même façon. Et l'approche originale de Starosselsky a même été l'objet de malentendus dans la période qui a suivi la guerre. Même dans les années 1960, elle paraissait schématique à mes propres collègues âgés. Lorsque je me suis lancé dans la préparation de ma thèse de doctorat en 1961-1962 sur le sujet : *L'instauration de la dictature jacobine*, mon patron de thèse, l'historien A. Z. Manfred, et moi, lors de la discussion sur la nature de mon futur travail, nous nous sommes mis d'accord sur un point important : ce ne devait pas *"ressembler à Starosselsky"*.

L'un des motifs de son suicide

C'est pourtant dans les années 1960, sur la vague de la réhabilitation des chercheurs réprimés sous Staline, et en particulier des historiens, qu'a été soulevée la proposition de publier le manuscrit de Starosselsky *La lutte pour le pouvoir populaire dans la démocratie bourgeoise*. Le manuscrit avait connu un destin dramatique, qui a scellé l'existence tragique de son auteur. Sans doute à cause de son volume, la partie de son travail qui avait été déposée aux archives n'avait pas encore été publiée en 1930. Puis, en 1932, Starosselsky fut victime de la répression qui frappa le groupe de Rioutine (3) — même si ce point doit encore être élucidé. Lorsqu'il fut autorisé à revenir d'exil à cause de son état de santé lamentable en 1948, il ne put retrouver trace du manuscrit qu'il avait laissé chez un ami, et ce fut l'un des motifs de son suicide.

Je ne puis dire comment et où le manuscrit a été découvert, mais une chose est sûre : c'est la veuve de Starosselsky qui l'a présenté à l'Institut d'histoire, l'historienne bien connue Starosselskaia-Nikitina, spécialiste de l'étude de l'histoire des sciences à l'époque de la Révolution française. A la fin de 1963, N. L. Denissova, qui effectuait des travaux de secrétariat à la section de l'histoire de l'Europe occidentale de l'Institut d'histoire, et G. S. Chertkova vérifièrent sur l'original la frappe du manuscrit de Starosselsky. Plusieurs chapitres de l'original avaient souffert des mauvaises conditions de conservation, mais étaient néanmoins parfaitement lisibles.

(2) Gérard Walter, *"Le problème de la dictature jacobine"*, *Annales historiques de la Révolution française*, 1931, n° 48, pp. 515 à 529.

(3) Martemian Rioutine, d'abord partisan de Boukharine, constitua en 1932 une Union (clandestine) des marxistes-léninistes et rédigea deux textes critiquant violemment Staline et son régime (voir les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 5).

La publication du texte de Starosslesky exigeait évidemment un gros travail de mise en forme. Dans le milieu des années 1960, Victor Daline (4) me suggéra de préparer le manuscrit pour l'impression. Mais étant occupé par ma thèse de doctorat, je ne pus me mettre au travail immédiatement. Et, bien entendu, la période de stagnation (5) rendit impossible la publication du texte de Starosselsky.

La question se posa pour la seconde fois (ou plutôt pour la troisième fois depuis 1930) à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de l'URSS lors de l'élaboration du plan de publications pour le 200e anniversaire de la Révolution française. Le manuscrit fut transmis à l'historien E. M. Kojokine, qui, malheureusement, ne parvint pas à boucler le travail à temps. Et en 1989, le développement de l'esprit antirévolutionnaire et les difficultés financières qui assaillirent les maisons d'édition firent encore capoter le projet.

Un manuscrit transmis de main en main...

Depuis le début des années 1990, le manuscrit de Starosselsky a été gardé par Mikhaïl Guefter (6), puis par Galina Chertkova (7), très vieille chercheuse de l'Institut d'histoire, morte en 2001, à qui Guefter avait un jour raconté l'histoire du manuscrit. Au printemps 2001, les médecins avertirent Galina Chertkova qu'il lui restait peu de temps à vivre ; elle me demanda alors de faire en sorte que le travail de Starosselsky soit préservé dans l'intérêt des chercheurs. Je me suis alors adressé au conseil scientifique de l'INION (8), qui, le 4 avril 2002, a décidé d'enregistrer le manuscrit de Starosselsky dans leur fonds d'archives avec cette postface.

Je suis persuadé que le texte de *La lutte pour le pouvoir populaire dans la démocratie bourgeoise* est d'un intérêt indiscutable, et cela de plusieurs points de vue. Ce travail est d'abord un vivant témoignage de l'époque où il a été écrit, dans la mesure où il évoque dans le détail la manière dont le milieu des historiens appréhendait alors le monde et comment a été façonnée la conscience historique de la société soviétique, ainsi que la manière dont ces deux aspects se sont réfractés dans l'esprit d'un intellectuel éminent de ce milieu et de cette société. Le texte est aussi un monument des premiers temps de l'étude soviétique de la Révolution française.

Son originalité

Mais le texte de Starosselsky ne mérite pas l'attention seulement de ce point de vue historiographique et pour les lumières qu'il offre pour une étude des mentalités. Il permet aussi de repérer les nombreux liens divers qui relient la révolution et la démocratie. Son originalité réside dans la façon dont il révèle la variété historique des formes et le caractère contradictoire du processus de consolidation de la démocratie politique.

Les changements dans le système du pouvoir — et, chose plus importante, la création de nouvelles institutions de pouvoir — sont au centre des recherches de Starosselsky. Starosselsky est très loin de nous donner une peinture uniforme et monocolore de l'évolution du pouvoir révolutionnaire. Il caractérise sa nature sociale comme une *"démocratie bourgeoise"*, mais en même temps il définit ce que l'on devrait appeler la démocratie dans le sens littéral du terme, c'est-à-dire *"le pouvoir du peuple"*, associé à l'idée d'un engagement de plus en plus profond des masses dans le processus politique.

Lorsqu'il dédiait son œuvre à la *"lutte pour le pouvoir du peuple"*, Starosselsky, par cette phrase, comprenait le

(4) Victor Daline, historien soviétique, auteur entre autres de *Grachus Babeuf à la veille et pendant la Révolution française, 1785-1794* (version française, Moscou, Editions du progrès, 1987). Sympathisant trotskyste connu, il passa dix-huit ans au goulag.
(5) Période de stagnation : nom donné à l'ère de Brejnev-Andropov-Tchernenko.
(6) Mikhail Guefter : célèbre historien soviétique et russe critique.
(7) Galina Tchertkova, historienne soviétique spécialiste des babouvistes.
(8) INION : département d'archives historiques de l'Académie des sciences.

renforcement institutionnel des mouvements de masse sociaux qui accompagnèrent le changement politique en France et qui constituèrent la force motrice essentielle du processus révolutionnaire : les discours des membres des couches sociales urbaines inférieures et les soulèvements paysans.

Je ne doute pas que le jour viendra où ce manuscrit déposé aux archives sera publié.

Article publié sur le site web d'A. V. Gordon. Les intertitres et les notes sont de la rédaction.

Notes de lecture

22.55

❤❤ Benny Lévy, la révolution impossible

Documentaire d'Isy Morgensztern (2008).

Un portrait politique du chef de la Gauche prolétarienne, Benny Lévy, alias Pierre Victor, personnage de l'après Mai-68, intellectuel maoïste devenu juif orthodoxe. LIRE NOTRE ARTICLE.

Les caricatures de mai 1968

A tout seigneur, tout honneur... *Le Monde* a inauguré sa célébration de mai-juin 1968 par cinq articles signés Jean Birnbaum sous le titre générique *"De la lutte des classes à la guerre des anges"* (du lundi 28 avril aux dimanche-lundi 4-5 mai). Ces articles réduisent mai 1968 aux palpitants tourments intellectuels d'un quarteron de maoïstes de la Gauche prolétarienne (pour la quasi-totalité d'entre eux) autodissoute en 1973. Ces maoïstes sont passés du *Petit Livre rouge* des citations du président Mao pour les uns à la Torah ou Pentateuque, c'est-à-dire aux cinq premiers livres de la Bible, pour les autres au Coran et à Mahomet, pour d'autres enfin à la Bible tout entière et à saint Paul. Ce n'est pas sombrer dans une polémique abusive que de faire un triple constat :

— Les tourments spirituels et le cheminement religieux de ce quarteron de maoïstes n'est pas très original : l'éphémère marxiste Serge Boulgakov (rien à voir avec l'auteur de *Le Maître et Marguerite*) est vite devenu prêtre orthodoxe ; le bras droit de Staline, Gueorgui Malenkov, chargé de mille et une basses œuvres épuratives et entre autres de la sinistre affaire de Leningrad en 1949-1950, successeur putatif de Staline avant d'être délogé par Khrouchtchev... a fini bedeau.

— Ces tourments et ce cheminement ne sont manifestement pas représentatifs des soucis et du cheminement de la grande masse des hommes et des femmes qui se sont engagés dans ce mouvement de masse sans exemple par son ampleur dans l'histoire du pays ; il s'agit uniquement de quelques aventures individuelles, qui, pour se ressembler, n'en revêtent pas pour autant une quelconque portée collective.

— Certes, une trajectoire individuelle peut avoir une portée historique, comme celle de Victor Hugo passant au fil des ans du royalisme au républicanisme et finissant par dénoncer la répression des communards, puis par se battre pour l'amnistie de ces derniers. Mais la simple énumération des noms des intéressés montre qu'ils ne sauraient en général être considérés comme des intellectuels d'envergure, même modeste. Ils n'ont, à de très rares exceptions près, rien produit de vraiment significatif.

Certes, J.-C. Milner est un linguiste distingué, mais un philosophe de pacotille. J.-A. Miller n'est qu'un éditeur et un exégète besogneux des écrits de son beau-père, Lacan. Alain Badiou, fondateur de divers petits groupes où il s'acharne avec succès à ne recruter personne, a produit un livre sur saint Paul et un petit livre sur Sarkozy, expression actualisée, d'après lui, de Pétain et du pé-

tainisme. Il juge, d'après l'article du *Monde* à lui consacré, qu'il faudrait mettre au programme de l'agrégation de philosophie les œuvres de Mao Tsé-toung, dont le niveau ne dépasse guère celui de l'Almanach Vermot (version bureaucratique).

La révolution impossible... et indésirable

Le seul motif de leur sélection est donc le simple fait qu'ils sont passés de discours sur la lutte des classes à un discours religieux sur le divin. La place qui leur est accordée pour représenter (ne fût-ce que partiellement) mai 1968 relève donc de la caricature et vise à suggérer que la lutte des classes n'est qu'un mythe. La seule issue pour ceux qui veulent vraiment autre chose que la morne existence de l'exploité et de l'opprimé serait à chercher du côté de Dieu. Exagéré ? Pas du tout. Arte, jeudi soir 8 mai, a consacré une émission à l'ancien chef de la Gauche prolétarienne, Pierre Victor, devenu rabbin sous son nom authentique de Benny Lévy. Titre de l'émission : **"Benny Lévy. La révolution impossible."** Difficile d'être plus clair. La journaliste du *Nouvel Observateur* qui présentait — avec enthousiasme — cette émission où se pavanaient Alain Geismar, Alain Finkielkraut et quelques autres écrit : « *Quand on l'interrogeait à la fin de sa vie sur son engagement des années 70, il répondait :* "Le seul révolutionnaire pour moi, c'est Abraham, quand il a brisé les idoles" » (supplément télé 3-9 mai, p. 42). A ce compte, tous les martyrs chrétiens qui ont brisé des "idoles" païennes forment une cohorte de révolutionnaires considérable.

Dans son ouvrage *Faut-t-il liquider mai 68 ?*, Henri Weber, qui a préféré s'engager dans la carrière sénatoriale que dans les arcanes de la foi, porte en faux le même diagnostic : la principale leçon à tirer de mai 68 et de ses lendemains, c'est que la révolution est impossible, voire indésirable : « *Le peuple de gauche et la jeunesse ne croient plus en l'avènement du meilleur des mondes et à peine en celui d'un monde meilleur. Le fin mot a été donné par cet ouvrier de Renault Vilvorde, le soir de la fermeture définitive de son usine, en juillet 1997. A l'envoyé spécial de TF 1 qui lui demandait :* "Et maintenant, que comptez-vous faire ?", *il a répondu la rage au cœur :* "Et que voulez-vous que l'on fasse ? La révolution ? C'est pire" » (p. 20).

Il n'y aurait donc rien à faire qu'à accepter la baisse du coût du travail, la fermeture des entreprises les unes après les autres, le démantèlement su système des retraites et de la Sécurité sociale. Pour résoudre sa question sociale individuelle, Henri Weber a trouvé une réponse moins spiritualiste que le recours à Moïse, Mahomet ou saint Paul (encore que...) : devenir sénateur. Pour défendre quelle politique ? *"Substituer au triangle mystique* (sic ! Henri Weber a la mystique rassise) *nationalisation-planification-autogestion le carré vertueux : économie mixte, démocratie sociale, écodéveloppement, société du temps libéré"* (*ibidem*). D'ailleurs, précise-t-il, la génération de 1968 *"ne refuse nullement de s'adapter au monde moderne et à sa nouvelle division internationale du travail (...), elle croit au contraire que le redéploiement nécessaire de notre économie vers les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée, la qualification et la mobilisation de salariés pour une meilleure compétitivité exigent un nouveau Pacte social"* (pp. XI-XII). Tout verbiage mis de côté, le "redéploiement nécessaire", c'est la justification de la fermeture des entreprises jugées par le capital financier insuffisamment rentables ; quant à la mobilisation des salariés pour une meilleure compétitivité, c'est l'exigence du Medef pour faire accepter la baisse du coût du travail, et donc des salaires.

Régis Debray donne à cette conception sa forme achevée la plus caricaturale dans son ouvrage au titre délibérément, mais puérilement provocateur : *Mai 68, une contre-révolution réussie* (Mille et une nuits) : mai 68, ce serait non seulement l'image d'une révolution impossible, mais la contre-révolution en marche. On pourrait se contenter de pire,

des grotesques formules pompeuses à l'emporte-pièce dont Régis Debray nourrit son pamphlet : *"Nous entrons tous dans l'histoire à reculons, y compris dans notre propre vie"* (p. 11), *"Le quiproquo est l'âme de l'action"* (p. 11), *"Les révolutions de l'amour débouchent rarement sur l'amour des révolutions"* (p. 41), *"Une tête sans auréole aujourd'hui, c'est demain un corps décapité"*, *"Les coups de feu raniment, mais les coups de vieux ne pardonnent pas..."* Les siens, en tout cas, c'est certain. Mais l'essentiel (si l'on peut dire) est dans la définition de mai 68.

Pour lui, *"Mai 68 est le berceau de la nouvelle société bourgeoise"* (p. 18). Nouvelle pour lui aussi, mais en quoi, mystère ! *"La stratégie du développement du capital exigeait la révolution culturelle de Mai."* Pourquoi ? Tout aussi mystérieux. *"La marchandise n'a pas de stratégie. Le capital non plus."*

Donc, comme il n'a pas de stratégie, mai 68 la lui a fournie... D'ailleurs, *"68 a été pour les enfants spirituels de Maurras la divine surprise que fut l'an quarante pour Maurras lui-même"* (sic !). Ainsi, mai 68... serait l'équivalent de la victoire de l'armée allemande en 1940 ! La haine de la grève générale mène vraiment loin.

Sans aller aussi loin, Edgar Morin conclut ses réflexions en soulignant ce qu'il appelle *"le collapse du mythe de la révolution"* et par un constat à ses yeux sans appel : *"Le mot de révolution est désormais pour moi pollué. Si j'avais à refaire mes articles de mai 1968, je l'emploierais moins souvent ou avec précaution. Je l'employais alors avec un sens fervent, bien qu'il ne s'agissait nullement alors pour moi de la révolution telle que l'entendaient les maos et trotskos. Aujourd'hui, le mot de révolution est trop souillé, on peut pour le moment le mettre au repos et à la désinfection. On verra bien"* (La Brèche, pp. 245-246). Et en attendant ? Que peuvent faire les centaines de millions d'hommes livrés au chômage, à la misère, à la déchéance, jetés à la rue par la crise du capitalisme ? Alors là, Edgar Morin n'en a rien à faire. Il a d'autres soucis... Il nous informe : *"Je ne suis pas lacanien, je ne parlerais pas du phallus, mais je pense qu'il faut repenser le problème de l'autorité et de la responsabilité"* (p. 246).

Une avalanche de poncifs éculés

L'avalanche d'ouvrages sur mai 1968 qui déferlent en ce quarantenaire de l'événement a quelque chose d'étonnant, car, dans leur écrasante majorité, ils se contentent de répéter ou de paraphraser les poncifs et les clichés éculés inlassablement produits depuis quarante ans.

Certes, certains auteurs se contentent de rééditer leurs ouvrages antérieurs. Celui du sénateur Henri Weber, *Faut-il liquider Mai 68 ?* (Le Seuil), a été publié il y a vingt ans de cela, en 1988, réédité dix ans plus tard avec une préface de 1998, puis republié aujourd'hui avec un avant-propos ajouté à la précédente préface. La légendaire longévité sénatoriale devrait permettre à Henri Weber d'espérer une quatrième édition en 2018, précédée d'un nouvel avant-dire. Le volume de Laurent Joffrin, *Mai 68, une histoire du mouvement* (Le Seuil), est lui aussi une réédition d'un livre publié en 1988, non réédité en 1998, et donc enrichi d'une unique préface de décembre 2007. Le *Mai 1968, une contre-révolution réussie,* de Régis Debray (Mille et une nuits), n'est lui aussi qu'une réédition d'un essai publié en 1978 et que l'auteur présente comme une *"introuvable incongruité"*. Une préface de février 2008 enrichit *La Brèche* (Fayard), d'Edgar Morin, Claude Lefort et Cornelius Castoriadis, réédition de deux ouvrages de 1968 et 1988 réunis sous une seule couverture avec deux textes d'Edgar Morin déjà publiés, l'un en mai 1978, l'autre en 1986.

La majorité des textes produits par ce quarantième anniversaire sont néanmoins des nouveautés — rarement nouvelles, d'ailleurs, dans leur contenu. Ils vont du témoignage —souvenirs d'anciens combattants, souvent couverts d'honneurs (ou de déshonneur, c'est affaire d'opinion) — à des reconstructions historiques et à des analyses. Dans son introduction à ses *Choses vues* (Bartillat), Daniel Lindenberg commente iro-

niquement la logorrhée des anciens combattants : *"Constatant que l'heure des mémoires d'outre-tombe semble avoir sonné avant l'heure pour les figures emblématiques de ma génération, j'ai envie de témoigner simplement de ce que j'ai vu et entendu"* (p. 10).

Cet objectif modeste (et réalisé) a le désavantage de réduire la portée d'un mai 68 auquel Lindenberg lui-même donne sa dimension en soulignant : *"La différence spécifique du Mai français, c'est la grève générale ouvrière. On oublie souvent cette dimension absolument essentielle, qui a produit chez nous une crise de régime, alors que, dans les autres pays, il n'y a qu'une crise universitaire ou un Mai rampant (Italie) qui ne menace pas l'Etat dans son cœur nucléaire"* (p. 10). Lindenberg oublie certes et à tort le printemps tchécoslovaque, qui a menacé tout le camp bureaucratique dit "socialiste", mais cette réserve mise de côté, il insiste là sur un aspect essentiel de mai 68. Il ajoute : *"De même que Mai ne se réduit pas à l'insurrection étudiante, le Mai français n'est pas seul au monde. Il ne donne même pas le coup d'envoi"*, ce qui est parfaitement vrai... Mais le double aspect souligné par Daniel Lindenberg est absent des trois quarts des ouvrages publiés sur mai 1968, qui se cantonnent le plus souvent à des dissertations sur une révolution culturelle présentée comme accoucheuse d'une nouvelle société.

Christine Fauré souligne, elle aussi, au début de son *Mai 68 en France ou la révolte du citoyen disparu* (Les Empêcheurs de penser en rond/Le Seuil) : *« Cette vague de grèves déferla sur le pays tout entier jusqu'à la cessation de toute activité productive et son caractère massif et exceptionnel fut maintes fois reconnu par des historiens comme* "la plus grande grève générale de l'histoire" » (pp. 11-12), dont on trouvera le déroulement dans le recueil de documents des *Cahiers du CERMTRI, La grève générale de mai-juin 1968*. Mais on peut légitimement s'étonner qu'elle affirme : *"Le mythe fédérateur de la grève générale était inspiré par la philosophie de Bergson"* (p. 49). Certes, le journaliste Georges Sorel, qui a, au début du siècle, beaucoup bavardé sur la grève générale, l'a prétendu ; mais Georges Sorel est toujours resté extérieur au mouvement ouvrier et à son action. C'est là confondre ceux qui participent à un mouvement et agissent en son sein avec ceux qui en parlent de l'extérieur.

Une longue préhistoire...

Le *68. Une histoire collective* (La Découverte) dirigé par Philippe Artières et Michelle Zancarini-Fournel, avec le concours d'une quarantaine d'auteurs, replace l'explosion de mai 68 dans sa continuité historique. Ce choix distingue ce volume de bon nombre d'autres : Michelle Zancarini-Fournel met ainsi l'accent sur les mouvements sociaux qui préfigurent l'explosion de mai 68. Ainsi insiste-t-elle sur la grève générale des mineurs lancée par FO et la CFTC, vite rejointes par la CGT, en mars-avril 1963, qui défie l'ordre de réquisition lancé par de Gaulle et lui inflige ainsi sa première défaite sociale et politique. Dans la foulée, elle évoque aussi les explosions ouvrières du Mans, de Caen et de Redon, et les manifestations paysannes parfois violentes. Les auteurs mettent en avant ce côté de leur ouvrage : *"Le lecteur découvrira que la question sociale — les grèves ouvrières, mais aussi les luttes des femmes et des immigrés — occupe une place tout aussi centrale que la mobilisation des étudiants, et que le monde rural et les villes de province participent autant, voire plus, que Paris à l'effervescence qui gagne alors le pays"* (quatrième de couverture).

A dire vrai, cette découverte n'est pas neuve, mais paraît telle parce qu'un monceau de publications de tous ordres ont depuis quarante ans réduit mai 68 à un quadrilatère Nanterre-théâtre de l'Odéon-la Sorbonne-la rue Gay-Lussac, producteur de verbe et d'idées, en effaçant les 7 à 8 (voire 10) millions de grévistes qui n'auraient été dans cette vision que les figurants ou les comparses d'une pièce jouée pour l'essentiel au Quartier latin. Nombre des ouvrages de l'avalanche actuelle concentrent eux aussi leur attention sur les acteurs de ce quadrilatère.

De l'importance des ourlets ?

68. Une histoire collective n'échappe pas à cette caricature, qui atteint parfois les sommets du ridicule. Ainsi, une certaine Elodie Nowinski insiste sur *"la minijupe, symbole de la nouvelle société en marche"*, et conclut : *"Des changements infimes, mais décisifs, tels que les ourlets des dames, invitent à réfléchir sur une certaine maturité sociale propice au changement, et pourquoi pas à la révolution"* (p. 75). Cette Elodie Nowinski, agrégée d'histoire, est doctorante au Centre d'histoire de Sciences-Po. On pourrait se contenter de sourire à la lecture de ces fadaises, mais elles reflètent une conception de l'histoire qui mêle et met sur le même plan des phénomènes de nature et d'importance extrêmement différentes. Dans le même registre, on pourrait remplacer l'étude des opinions sociales et politiques des sans-culottes réunis dans leurs sections par de fines réflexions sur l'opposition vestimentaire entre les plébéiens porteurs de pantalons et les aristocrates porteurs de culottes, et disserter sur le sens de la différence de longueur entre la culotte qui s'arrête au-dessus du genou et le pantalon qui tombe jusqu'aux chevilles.

Le sociologue Alain Touraine écrivait dès juillet 1968 : *"Un type nouveau de société se forme sous nos yeux."* Une société nouvelle en quoi ? Certes, le droit à l'avortement est reconnu (encore que menacé par la pression croissante du Vatican et de la hiérarchie catholique), certes, les mœurs se sont libéralisées, certes, le harcèlement et la traque des homosexuels ont cessé, certes, la discrimination à l'encontre des femmes a diminué, certes, plus de huit candidats au baccalauréat sur dix obtiennent le diplôme sans coup férir ou presque (avant, il est vrai, pour moitié d'entre eux, de s'effondrer en première année d'Université), mais des millions de smicards, chômeurs, sans-papiers, travailleurs précaires, retraités et retraitables (hommes et femmes, cette fois rassemblés dans une parité réelle), stagiaires sous- (ou pas) payés condamnés aux CDD vivent dans l'angoisse du lendemain et doivent peiner à trouver nouvelle cette société malgré la remontée vertigineuse de l'ourlet des jupes.

Le comble de la caricature : l'élection de Sarkozy, une conquête de mai 68 ?

Attribuer aux effets de mai 1968 toutes les évolutions et convulsions de toutes sortes, grandes ou petites, qui ont secoué la France (et de nombreux pays) depuis lors aboutit à des résultats parfois cocasses. Ainsi, Alain Geismar écrit dans *Mon mai 68* (Perrin) : *"Les idées et les conséquences du mouvement imprègnent nos vies. Imagine-t-on qu'en 1965 aurait pu être porté à la magistrature suprême un enfant d'immigrés, fils de parents séparés, qui divorcerait juste après son élection pour derechef se marier ?"* (p. 245). L'élection de Sarkozy à la présidence de la République prouverait donc que *"les conséquences de mai 68 imprègnent nos vies"* ? Un autre grand penseur, André Glucksmann, confirme dans *Mai 1968 expliqué à Sarkozy* (Denoël) : *"Les soixante-huitards sont les parrains de la victoire de Sarkozy"*, que Glucksmann a accompagné lors de son voyage auprès des troupes françaises envoyées en Afghanistan soutenir l'instauration de la "démocratie" armée à la Bush. On comprend que Glucksmann soit paré par les médias du titre de "philosophe" (il est vrai aujourd'hui largement distribué, comme celui de "chercheur").

Comment écrit-on l'histoire ?

Dans *L'Insubordination ouvrière dans les années 68* (Presses universitaires de Rennes), Xavier Vigna étudie avec beaucoup de soin, de précision et même de science les moments, les formes et le contenu de la mobilisation ouvrière en 1968, en amont et en aval de cette date. Cet ouvrage, sous-titré *"Essai*

d'histoire politique des usines", apporte de très nombreuses données sur cette mobilisation, mais ne donne qu'une image partielle de la grève générale.

Xavier Vigna s'intéresse aux seuls ouvriers d'usine : il laisse donc de côté les postiers, les cheminots, les employées et employés de la Sécurité sociale, les ouvriers de la RATP, les chauffeurs de bus, les traminots, les employés de banque, les travailleurs d'EDF ou de l'Equipement, etc. Bref, avec les personnels de l'enseignement, plus de la moitié des grévistes de mai-juin 1968. Ce choix délibéré ampute l'analyse de la grève générale et l'analyse de la place des divers syndicats, en majorant le rôle des syndicats CFDT et en minorant celui des syndicats FO (très implantés dans les PTT ou la Sécurité sociale).

Même les ouvrages qui insistent sur la gigantesque grève générale de mai-juin 1968 manifestent souvent de nombreuses défaillances factuelles ; seul l'un d'entre eux fait en une ligne allusion au fait que la FEN avait, le 22 mai, appelé à la grève générale de tous les personnels enseignants, appel qu'elle ne suspendit que le 5 juin. Alain Geismar, secrétaire général du SNESUP, syndicat affilié à la FEN, n'en dit mot.

Même ceux qui évoquent dans les mots une grève générale et une classe ouvrière dont ils n'ont souvent qu'une vision brumeuse s'enferment dans la vision du quadrilatère Nanterre-Sorbonne-Odéon-Gay-Lussac (ou rue d'Ulm !). Ainsi, un certain François Cusset, auteur d'un *Contre-discours de Mai* (Actes Sud), qui *"enseigne l'histoire intellectuelle à Sciences-Po et à Columbia University in Paris"*, selon la quatrième de couverture, montre les limites de son information quand il évoque *"la tradition d'autodissolution maniaque des avant-gardes qui vaudra (...) aux organisations maoïstes et trotskistes radicales nées de mai 68 de se saborder dès 1972-1973"* (p. 91). C'est généraliser abusivement le destin des seuls groupes maoïstes, la Gauche prolétarienne et VLR, auxquels les médias accordent une attention.

En dehors même du milieu étudiant et lycéen, dans plusieurs secteurs (postiers, usines de la métallurgie, etc.), des militants des groupes hâtivement rassemblés par la presse sous le nom de "gauchistes" ont joué un rôle de déclencheurs ou d'organisateurs du mouvement. Aussi ne peut-on lire sans surprise l'affirmation péremptoire d'Isabelle Sommier, maître de conférences en sciences politiques : *"En tant qu'organisations* (sic !), *les différents groupes gauchistes n'ont ni prise ni influence sur les événements."* Isabelle Sommier rassemble sous la rubrique générique de *"groupes gauchistes"* tous ceux que le PCF qualifiait ainsi à l'époque, et qui furent dissous en juillet 1968 par le gouvernement. Ce rassemblement est évidemment très peu scientifique vu les différences abyssales qui séparent ces différents groupes et organisations, par exemple l'AJS et la JCR, ou l'OCI et l'UJCML maoïste, qui dénonce hardiment toutes les organisations qui se réclament du trotskysme comme des agents de la bourgeoisie. Mais pour la thèse de l'"historienne", ces différences radicales qu'elle ignore peut-être et auxquelles, de toute façon, elle ne comprend rien, n'ont pas d'importance. Pour elle, aucun de ces groupes n'a joué le moindre rôle réel.

"C'est la première grève ouvrière de mai 68"

Etrange affirmation. Plusieurs historiens font démarrer la grève générale de la décision des ouvriers de Sud-Aviation de Bouguenais, le 14 mai en fin de matinée, de faire grève, d'occuper l'usine et de séquestrer (et nourrir !) le directeur. Laurent Joffrin, dans son *Mai 68* (Le Seuil), écrit ainsi : *"C'est la première grève ouvrière de mai 68, qui démarre dans la discrétion, loin de Paris étudiant, à cause d'une réduction d'horaires. Son meneur porte un nom prédestiné : Hébert. L'occupation de l'usine ne doit rien au hasard. Nous sommes dans l'Ouest rouge, non loin de Nantes et des pays de Loire, vivier de l'anarcho-syndicalisme (...). A Sud-Aviation, le syndicat FO joue un rôle particulier (...). Secrétaire de l'union départementale,*

Alexandre Hébert est anarcho-syndicaliste. Un de ses meilleurs amis, enseignant à Nantes et intellectuel libertaire, s'appelle Gabriel Cohn-Bendit. Le secrétaire de la section FO de Bouguenais est un trotskyste de l'OCI, exclu de la CGT, Yvon Rocton" (p. 192). Michelle Zancarini-Fournel consacre six pages du *68. Une histoire collective* à un récit de cette grève.

C'est en entendant à la radio l'information sur Bouguenais que les travailleurs de Renault-Cléon cristallisent leur mécontentement, décident la grève et occupent leur usine. C'est le début d'un mouvement qui se répand comme une traînée de poudre. Christine Fauré souligne ainsi : *« L'occupation "sauvage" de l'usine de Bouguenais (...) allait lancer, le 14 mai, le mouvement de grève générale. »* (...) Patrick Rotman, dans son *Mai 68 raconté à ceux qui ne l'ont pas vécu* (Le Seuil), écrit de son côté : *"Sud-Aviation et Renault-Cléon deviennent pour la grève ce que Nanterre a été pour la contestation : le détonateur"* (p. 80). Et la grève générale de 7 ou 8 millions de travailleurs est un mouvement d'une autre ampleur et d'une autre portée que ce que Patrick Rotman appelle *"la contestation"*, terme ambigu dans la mesure où contester un régime ou un système signifie certes le critiquer ou le discuter, mais pas nécessairement vouloir en changer les fondements. Affirmer ainsi que ceux que l'"historienne" qualifie de "groupes gauchistes" n'ont eu ni prise ni influence sur les événements relève d'une vision pour le moins sélective des faits ou d'un étrange aveuglement.

Une vision tricolore !

Alain Geismar, devenu depuis dix ans un petit fonctionnaire ministériel, puis municipal, du Parti socialiste, écrit : *"Mai, de mon point de vue, a traduit dans la configuration hexagonale des aspirations contestataires qui se manifestaient à l'époque dans le monde entier, de Prague à Washington en passant par Rome et Berlin. Mais le Mai français les a portées plus haut en entraînant dans son sillage un mouvement ouvrier, ce qui semblait, dans l'Occident de l'époque, impossible. Il a ainsi ouvert une brèche dans l'ensemble des systèmes autoritaires."* (...) Cette vision franco-française prend des libertés avec l'histoire : mai 1968 n'a guère influé sur le mouvement qui a dressé la jeunesse américaine contre la guerre du Vietnam dès 1967 ou sur le printemps de Prague, qui a débuté en janvier 1968. Comme la mobilisation des étudiants allemands, japonais ou mexicains, ces mouvements n'ont pas attendu Nanterre ou Paris. La grève générale en France a porté à son plus haut point un mouvement qui traversait une bonne quinzaine de pays et a contribué ici et là à son approfondissement, mais elle n'en a été ni le déclencheur ni le moteur.

Ainsi, Patrick Rotman évoque *"un vent de contestation sur presque tous les continents"* et précise : *"Même si le Mai 68 français présente des caractéristiques spécifiques (...), il ne constitue que l'un des aspects d'un phénomène mondial"* (p. 15) qui remet en question plus ou moins consciemment l'ordre mondial existant, mais il en parle fort peu dans son ouvrage.

Que l'on ne trouve pas cette dimension dans *Je ne suis pas né en mai 68* de Maurice Grimaud, rien d'étonnant. Les notes de cet homme, confronté au *"singulier destin de vivre cette révolution dans le poste de préfet de police"*, éclairent l'envers du décor, celui des gouvernants, souvent dépassés et déboussolés. De Gaulle, revenant de Bucarest, exhorte le gouvernement et le préfet de police à évacuer la Sorbonne et le théâtre de l'Odéon occupés par des étudiants et des orateurs. Le ministre de l'Intérieur, Fouchet, objecte que les forces de police sont traumatisées. Méprisant pour ses propres policiers, il rétorque : *"Il faut faire ce qu'il faut avec la police. Il faut lui donner de la gnole"*... comme aux soldats avant une offensive à la baïonnette et pour qu'ils puissent cogner sans retenue. Il y a peu de temps, dans un débat télévisé avec Valérie Pécresse, le philosophe à la mode Michel Onfray affirmait son admiration profonde pour le général de Gaulle. Tout un programme. Le préfet de police insiste, lui, sur l'évacuation des centraux téléphoniques et des

centres régionaux SNCF, dont l'occupation par des grévistes lui paraît beaucoup plus importante que *"la grande kermesse de la Sorbonne"*.

La grève générale pour quoi ?

Le secrétaire général adjoint de la CGT, Henri Krasucki, réduit la grève générale de mai-juin à *"un mouvement revendicatif d'une puissance sans précédent"*. En un mot, il y aurait, d'un côté, un mouvement étudiant qui veut changer la vie, ou au moins sa vie, et, de l'autre, 7, 8 ou 10 millions de grévistes qui occupent les usines, font grève pendant trois ou quatre semaines, paralysent le pays, sapent les fondements mêmes du pouvoir... avec comme seule fin d'obtenir une (assez mince) augmentation de salaires et une (légère) amélioration des conditions de travail. Les 15 000 ouvriers de Renault qui sifflent Séguy et Frachon le 27 mai manifestent qu'ils attendent autre chose, comme tous ceux qui s'acharnent à continuer la grève jusque dans la troisième semaine de juin ou reprennent le travail la rage au cœur.

C'est ce qu'exprime l'ouvrière, filmée dans la reprise du travail — qu'elle refuse — aux usines Wonder, dont parle longuement Kristin Ross dans *Mai 68 et ses vies ultérieures* (Complexe). Cette réaction individuelle reflète celle de centaines de milliers de grévistes qui ont eu le sentiment d'être dépossédés de leur mouvement et de leurs aspirations profondes.

La réalité systématiquement occultée

La grève générale de mai-juin 1968 en France a été le moment le plus haut d'un mouvement qui a embrasé la jeunesse et — partiellement — la classe ouvrière dans une bonne vingtaine de pays du monde, du Japon aux Etats-Unis et au Mexique en passant par la Pologne, la Yougoslavie, l'Allemagne et, surtout, évidemment, la Tchécoslovaquie. Même s'il apparaissait quantitativement modeste, l'apparition publique du mouvement dit dissident en URSS au cours de l'année 1968 reflète les échos de cette mobilisation internationale de millions de jeunes et d'ouvriers tendus vers l'objectif de leur émancipation.

Les médias, à l'exemple du film de Patrick Rotman sur mai 68, évoquent parfois la mobilisation massive des étudiants au Japon, en Allemagne, aux Etats-Unis et au Mexique, et la révolution montante en Tchécoslovaquie, mais restent en général muets sur ce qui se passe dans la plupart des autres pays, en Pologne, en Yougoslavie ou en URSS même. L'une des caractéristiques premières de cet immense mouvement est qu'il dépassait les frontières entre les pays de l'Est et de l'Ouest, et tendait naturellement à s'unifier à la fois contre le capital et la bureaucratie stalinienne. Il met donc en cause et remet en question l'ordre international issu de Yalta et de Potsdam. C'est cet ordre — et pas seulement sa domination — que la bureaucratie stalinienne défend en envoyant ses troupes en Tchécoslovaquie dans la nuit du 20 au 21 août 1961. Sous une autre forme, c'est cet ordre que la direction du Parti communiste français subordonné au Kremlin défend en s'acharnant à ne jamais lancer le mot d'ordre de grève générale et en s'attachant à réduire la portée de cette grève générale à l'obtention de revendications immédiates et limitées. La crise du stalinisme en subit, en contrecoup, une accélération brutale, en URSS, en France et dans tous les pays de l'Est.

Marc Teulin

Terreur d'Etat sous la Ve République (1)

LE 17 octobre 1961, à l'appel du FLN, près de 40 000 des 180 000 travailleurs algériens de la région parisienne tentent de converger vers le centre de Paris pour manifester. Sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, Roger Frey, le préfet de police de Paris, Maurice Papon, réprime sauvagement cette manifestation et organise une sanglante chasse à l'homme. De nombreux manifestants sont tués, mutilés, certains jetés à la Seine, morts ou vifs : sans doute autour de 200 pour les 17, 18 et 19, car les ratonnades ont continué après le 17.

Longtemps occultée...

Longtemps occulté, voire délibérément oublié, le souvenir de cette gigantesque ratonnade a refait surface en 1985 lorsque Michel Lévine a publié un ouvrage qui n'eut à l'époque aucun retentissement : *Les Ratonnades d'octobre : un meurtre collectif à Paris en 1961*. Maurice Papon eut le culot d'évoquer son exploit dans ses mémoires, intitulées *Les Chevaux du pouvoir*, publiées en 1988, et qui figurent sans doute parmi les plus mensongères du genre, qui ne manque pourtant pas de menteurs patentés. Jim House et Neil Mac Master résument ainsi son ouvrage : *"Papon affirmait qu'aucun massacre n'avait jamais eu lieu. Selon lui, les tireurs du FLN, s'abritant parmi les manifestants, avaient ouvert le feu sur la police pour provoquer un bain de sang. Les policiers avaient fait preuve de courage et de discipline en contenant une dangereuse attaque contre le siège du gouvernement au cours de laquelle deux Algériens seulement avaient été tués."*

Trois ans plus tard paraissait un ouvrage de l'historien Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris, 17 octobre 1961*. Einaudi avançait le chiffre de 200 Algériens massacrés le 17 octobre. L'ouverture du procès Papon en octobre 1997, pour la part importante prise par l'ancien préfet de police dans la déportation de Juifs sous l'Occupation, facilita sans doute le retour de l'affaire du 17 octobre sur le devant de la scène. Cette même année, Jean-Pierre Chevènement annonça son intention de permettre aux chercheurs l'accès aux archives de la police sur le 17 octobre 1961, mais cette louable intention, restée un moment virtuelle, ne fut d'abord suivie que d'un rapport officiel, dit Mandelkern, selon qui, le 17 octobre 1961, une douzaine d'Algériens seulement avaient été tués.

"Un nombre limité de morts" ?

Vu les ricanements provoqués par ce rapport, le gouvernement de Lionel Jospin accorda un accès exceptionnel aux archives policières, puis judiciaires, à l'historien Jean-Paul Brunet, qui accepta ce privilège douteux et la mission tout aussi douteuse qu'il sous-entendait. Presque aussi rapide tireur que Lucky Lucke, Jean-Paul Brunet publia six mois après avoir obtenu son accès aux archives judiciaires un livre intitulé *Police contre FLN*, où il établit le chiffre de morts à une trentaine. Les pyrrhoniens posaient la question : à partir de combien de grains de blé peut-on parler d'un tas de blé ? Jean-Paul Brunet ne fixait pas le

(1) Jim House et Neil Mac Master : *Paris 1961. Les Algériens, la terreur d'Etat et la mémoire*, 542 pages, Tallandier, 25 euros.

seuil de morts nécessaires pour parler de massacre, mais concluait paisiblement : *"Dans la mesure où il n'y eut qu'un nombre limité de morts, on ne peut en bon français parler de massacre."* En bonne politique, en tout cas.

Ce bilan, accompagné de critiques contre Einaudi, suscita à peu près autant de scepticisme que le rapport Mandelkern. L'auteur semble en effet accorder une foi quelque peu naïve aux archives de la police. Or sur des sujets sensibles comme celui-ci, une telle foi relève évidemment de l'aveuglement, volontaire ou non. Les grands massacres policiers (le Dimanche rouge à Saint-Pétersbourg en 1905, la manifestation de Novotcherkassk en mars 1962 , la grève de Szczecin, Gdansk, Gdynia, Sopot en décembre 1970, etc.) s'accompagnent en général du même rituel policier : la disparition organisée de cadavres. En février 1999, Papon porta plainte contre Einaudi, auteur d'un article résumant ses thèses sur le massacre du 17 octobre, pour diffamation. Papon ne supportait pas le mot "massacre". Celui qui venait d'être condamné pour crimes contre l'humanité perdit son procès, mais garda alors sa Légion d'honneur.

Obtenant enfin l'accès à ces archives, Jean-Luc Einaudi publiait en 2001 un nouvel ouvrage : *Octobre 1961, un massacre à Paris...*

On pourrait penser que tout à peu près a été dit sur ce sujet. L'ouvrage de Jim House et Neil Mac Master, qui dépasse de très loin la querelle sur le nombre de morts, éclaire pourtant cet épisode d'une lumière nouvelle. Au lieu de faire du 17 octobre une sorte de réalité en soi, ils le replacent dans la conception politico-policière de Papon et dans tout le déroulement d'une année 1961 décisive dans la solution du conflit algérien.

"Pour un coup reçu, nous en porterons dix" (Maurice Papon)

Lorsqu'il est nommé préfet de police de Paris en mars 1958, Maurice Papon s'appuie sur une solide expérience dans la chasse aux Algériens : les deux années précédentes, il a en effet rempli les fonctions de superpréfet (IGAME) de Constantine. Jim House et Neil Mac Master étudient longuement son activité dans ses fonctions répressives menées sous l'autorité des socialistes Guy Mollet, Robert Lacoste et Max Lejeune. Sous le patronage de Papon, l'armée française, sans doute inspirée par l'exemple de la Wehrmacht et de la Gestapo, appliquait la loi du talion : pour chaque soldat français tué, 10 Algériens étaient passés par les armes. Que cette règle ait plu à Papon, la preuve en est que, le 2 octobre 1961, lors d'une cérémonie funéraire en l'honneur d'un policier abattu par le FLN, il déclara : *"Pour un coup reçu, nous en porterons dix."* Dix coups la plupart du temps portés au hasard et au faciès...

Ensuite, les deux auteurs soulignent l'ampleur de la politique de déplacement et de regroupement des populations appliquée par Papon dans le Constantinois. A faire pâlir d'envie Staline s'il n'avait été alors mort depuis longtemps. *"Cette politique,* soulignent Jim House et Neil Mac Master, *plaçait les populations devant un choix simple : mourir de faim dans leurs montagnes ou souffrir de malnutrition et d'épidémies une fois déplacés dans de sordides camps militaires sans accès à leurs champs et à leurs troupeaux."* L'objectif défini par Papon était de déplacer un neuvième de la population du Constantinois.

S'il ne peut évidemment pratiquer les mêmes déplacements de population dans la région parisienne, Maurice Papon, dont les deux auteurs soulignent les liens étroits avec le lobby colonial dirigé par René Mayer, utilise dès son arrivée son expérience algérienne pour organiser le contrôle et la répression de la vaste population algérienne concentrée dans certains quartiers et banlieues de Paris. C'est sous son mandat qu'est mise en place la Force de police auxiliaire (composée de harkis), dont Jim House et Neil Mac Master décrivent les violences et les ratonnades.

Le récit de la journée même du 17 octobre et des trois journées de manifestations qui suivirent (dont la dernière,

celle des femmes, le 20) est sans doute le plus prenant des chapitres du livre. La violence policière se déchaîne avec une fureur incroyable contre les manifestants. Les policiers tirent à tout va sur les manifestants, leur brisent le crâne ou les côtes à coups de barre de fer, jettent leurs cadavres ou des blessés dans la Seine, poursuivent leur chasse à l'homme dans le métro ou dans les bidonvilles de Nanterre.

La police affirmera avoir tiré pour répondre à des tirs de manifestants, mais outre que le FLN avait interdit tout port d'arme par les manifestants et vérifié le respect de sa consigne, aucun policier n'eut la moindre blessure par balle : les "tueurs" du FLN auraient donc été d'une étrange maladresse. Certes, les assassinats de policiers (voire de simples gardiens de la paix) décidés par le FLN depuis plusieurs mois ne pouvaient que développer la rage des policiers. Les attentats individuels, inefficaces, se retournent certes toujours contre la population que ses auteurs prétendent défendre, mais le massacre du 17 octobre n'est pas une explosion spontanée et incontrôlée de colère de forces de l'ordre qui se sentaient menacées : c'est une politique délibérée pour terroriser toute une population. C'est pourquoi les auteurs évoquent dans le sous-titre de leur ouvrage ce qu'ils appellent *"la terreur d'Etat"*.

Il est évidemment plus difficile de faire disparaître des cadavres à Paris en 1961 qu'à Saint-Pétersbourg en 1905 ou à Szczecin en 1970. Aussi les auteurs insistent-ils sur la technique plus subtile utilisée par Papon : *"Au cours des mois de septembre et d'octobre, on retira de la Seine et d'autres canaux et rivières de la région parisienne un grand nombre de cadavres de Nord-Africains, souvent non identifiables. Quand Papon et ses lieutenants durent en répondre, ils affirmèrent en général qu'il fallait les attribuer à la sanglante guerre intestine entre le FLN et le MNA ou aux exécutions par le FLN d'Algériens indisciplinés (refus de payer le tribut, indicateurs, ivrognes)"* (précisons que ladite guerre intestine entre le FLN et le MNA fut engagée par le FLN pour liquider le MNA de Messali Hadj, et en particulier ses militants syndicalistes, comme Bekkat, abattu dans la zone près de Montreuil, ou Filali).

Plus d'un tiers de l'ouvrage de Jim House et Neil Mac Master est consacré au cheminement du 17 octobre dans la mémoire, ou plutôt dans les mémoires. Longtemps occulté ou oublié, le 17 octobre rejaillit en particulier lors du procès Papon de 1997-1998, qui permet de l'évoquer. Papon eut alors le culot d'affirmer qu'*"aucun des morts repêchés dans la Seine n'était imputable aux services de police"*, mais étaient le produit de la guerre entre le FLN et le MNA...

Dans la lignée des grands massacres du siècle

Le massacre du 17 octobre se situe dans la lignée des grands massacres du siècle (à commencer par le Dimanche rouge de Saint-Pétersbourg, le 9-22 janvier 1905, qui fit un bon millier de morts — mais que Jim House et Neil Mac Master oublient de signaler dans leur liste — jusqu'à celui de la place Tienanmen en 1989 ou au massacre des étudiants mexicains en juin 1968, destiné à faire place nette à la foire commercialo-sportive des Jeux olympiques, en passant par le massacre de quelque 2 000 habitants d'Odessa le 15 juin 1905 face au cuirassé Potemkine ou celui des 300 et quelques ouvriers grévistes des mines d'or de la Lena, en avril 1912).

Du massacre à la présidence du Conseil constitutionnel

Le massacre du 17 octobre, loin d'entraver la carrière de ses organisateurs, lui donnera un coup de pouce supplémentaire : le ministre de l'Intérieur de l'époque, Roger Frey, sans l'aval duquel Papon n'aurait évidemment pu agir, sera nommé président du Conseil constitutionnel à la fin des années 1970. Maurice Papon poursuivra lui aussi une carrière triomphale : président de Sud-Aviation

en 1967, puis en 1968 président de l'Union des démocrates pour la République, l'ancêtre du RPR et de l'actuelle UMP, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale en 1972, ministre du Budget dans le gouvernement de Raymond Barre de 1978 à 1981 avant de bénéficier de ses droits à la retraite. L'Etat sait reconnaître ses serviteurs les plus méritants. Il faudra la découverte de son rôle dans la déportation des Juifs de la région de Bordeaux sous l'Occupation pour ternir cette belle carrière et permettre eu massacre du 17 octobre de le rattraper.

Jean-Jacques Marie

Le communisme, tout de suite ! (1)

AU XX[e] Congrès du PCUS tenu en février 1956, congrès devenu célèbre pour le rapport qu'y présente Khrouchtchev sur les crimes de Staline, Anastase Mikoïan, vieux membre du bureau politique, critiquant les déformations de l'histoire sous Staline (sans nommer ce dernier), affirme à un moment de son intervention :

"A Moscou, un historien en est venu à affirmer que, s'il n'y avait pas eu parmi les dirigeants du parti ukrainien le camarade Antonov-Ovseenko (2) *ou le camarade Kossior* (3) *(...), on ne se serait pas emballé pour l'implantation des communes (phénomène, soit dit en passant, non spécifiquement ukrainien, mais général pour le parti à cette époque) et on aurait adopté immédiatement en Ukraine la ligne politique que tout le parti et le pays ont suivie dès la fin de la NEP"* (4). C'est-à-dire la collectivisation agricole. Ce que l'historien en question veut dire, c'est que l'emballement (prétendu) pour l'implantation des communes (emballement attribué bien entendu à deux dirigeants liquidés sous Staline...) aurait détourné la paysannerie de l'idée même de collectivisation et retardé cette dernière de dix ans.

C'est à ce phénomène des communes en Ukraine qu'est consacré le livre d'Eric Aunoble *Le communisme, tout suite !*, sous-titré *"Le mouvement des communes en Ukraine soviétique"* (1919-1920). Ce livre fondé sur un dépouillement systématique des archives

(1) Eric Aunoble, *Le communisme, tout de suite !, "Le mouvement des communes en Ukraine soviétique (1919-1920)"*, Les Nuits rouges, 2008, 18 euros.

(2) Vladimir Antonov-Ovseenko (1884-1938), d'abord menchevik, participe pendant la Première Guerre mondiale avec Trotsky à la rédaction de *Nache Slovo* et de ses succédanés, suite à l'interdiction du journal. Revenu en Russie, il adhère à l'organisation dite interrayons (Mejraiontsy), puis au Parti bolchevique avec l'ensemble de cette dernière (dont Trotsky). Membre du comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd en octobre 1917, organise la prise du palais d'Hiver. Un moment responsable de la direction politique de l'Armée rouge, signe la lettre des 46, qui donne naissance à l'Opposition de gauche, puis participe à l'Opposition unifiée, rompt avec elle en avril 1928 et se rallie alors à Staline, qui l'envoie comme consul à Barcelone à la fin de 1936. Rappelé à Moscou, arrêté peu après, puis fusillé en 1938. Le n° 9 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié un article de Marc Goloviznine sur son *Journal d'Espagne* avec des extraits de ce dernier.

(3) Stanislas Kossior (1889-1939), ouvrier d'Ukraine, adhère au Parti bolchevique en 1907. Membre du comité central du PC ukrainien en 1918, il est en 1925 nommé membre du bureau d'organisation et du secrétariat du comité central du PC russe. Puis, il est nommé premier secrétaire du PC ukrainien en 1928 à la place de Kaganovitch, puis membre titulaire du bureau politique du PC russe en 1930. C'est sous sa direction politique qu'éclate la grande famine qui tue environ 4 millions d'Ukrainiens en 1932-1933. Remplacé par Khrouchtchev au poste de premier secrétaire du PC ukrainien. Arrêté en mai 1938, fusillé le 26 février 1939. Le n° 37 des *Cahiers du mouvement ouvrier* a publié une caricature de lui pour illustrer l'article sur le livre *Dessine-moi un bolchevik*, dont cette caricature est extraite.

existantes retrace ce mouvement éphémère à la fois parce qu'il est écrasé par les blancs lorsque l'armée de Denikine remonte du sud vers Moscou à la fin du printemps 1919, puis parce qu'il est rejeté par le gouvernement bolchevique ukrainien présidé par Christian Rakovski en 1920 vu l'hostilité de larges secteurs de la paysannerie à l'égard des "communes".

Eric Aunoble raconte en détail la vie de ces communes agricoles fondées pour l'essentiel par des paysans pauvres, voire très pauvres, qui mettent en commun leurs bras et les rarissimes instruments agricoles dont ils peuvent disposer : ainsi, étudiant les inventaires de propriété de 5 des 32 communes qu'il a recensées dans la région qu'il étudie, Eric Aunoble arrive au total de 7 charrues pour 52 foyers ! Ces communes, qui reposent sur l'égalité matérielle et une démocratie égalitaire et directe, rassemblent moins de 1 % de la paysannerie ukrainienne.

Ces communes de paysans pauvres, voire miséreux, suscitent, nous l'avons dit, la hargne, voire la haine de la masse des paysans (petits) propriétaires, d'autant que leur mode d'existence démocratique et égalitaire remet en question l'héritage de la vieille structure sociale, à commencer par l'autorité absolue du chef de famille et la marginalisation des femmes et des jeunes, invités à fermer leur bouche et à obéir. Ainsi, le bolchevik Zatonsky, passant en revue un détachement rouge commandé par l'ataman (alors rouge) Grebenka, se heurte à une profonde hostilité contre la commune, qualifiée parfois de *"commune de youpins"*, et affirme qu'une douzaine d'officiers de Denikine infiltrés dans la brigade de Grebenka *"la dressèrent contre la commune, où ils accusaient les bolcheviks de vouloir rassembler les paysans contre leur gré"* (5).

C'est pourquoi, une fois revenus à la tête de l'Ukraine après la défaite de l'armée des Volontaires de Denikine, les bolcheviks s'opposèrent à la reconduction du mouvement communard. Rakovski déclare ainsi au IV[e] Congrès des soviets d'Ukraine en 1920 : *"L'an dernier, la contre-révolution a utilisé le sujet des communes comme slogan pour, si l'on peut dire, contourner le pouvoir soviétique et a monté les paysans contre nous en présentant les communes comme des institutions contraires aux intérêts de la paysannerie et en leur attribuant tout à fait un autre rôle que ce que voulait le pouvoir soviétique. Je le répète, au vu de cette expérience de l'an dernier, il a été strictement interdit aux organes soviétiques de faire de l'agitation en faveur de l'organisation des communes"* (p. 180).

Ce mouvement a trouvé un écho dans la littérature soviétique. Il est abordé dans l'*Année nue*, de Boris Pilniak (6), et il forme le sujet même de l'un des plus grands romans de la littérature russe du XX[e] siècle, *Les herbes folles de Tchevengour*, d'André Platonov (7). Eric Aunoble évoque les deux œuvres, ainsi que celles de deux écrivains ukrainiens moins connus, Khvylovy et Mike Johanssen.

Le livre d'Eric Aunoble est la première étude consacrée à ce phénomène, qui repose sur *"la démocratie directe, l'égalité radicale et la communion humaine"* (p. 243), et dont il étudie les prolongements dans divers autres pays, en particulier en Espagne à l'époque de la révolution. Au passage, il écorne quelques mythes comme le vieux poncif selon lequel l'"obchtchtina" (communauté rurale) traditionnelle russe était de nature collectiviste.

Cet ouvrage jette une vive lumière sur un épisode mal connu de la révolution russe malgré l'importance qu'il a joué dans son histoire : combien de paysans ukrainiens, en effet, favorables aux rouges en février 1919, se dressent contre eux en avril ou mai par peur (une peur soigneusement entretenue) d'être enrôlés de force dans une structure col-

(4) *XX[e] Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique*, supplément aux *Cahiers du communisme*, mars 1956, p. 269.

(5) Jean-Jacques Marie, *La Guerre civile russe, 1917-1922*, Autrement, 2005, p. 119.

(6) Boris Pilniak, *L'Année nue*, Autrement.

(7) Andrei Platonov, *Les Herbes folles de Tchevengour*, Stock, 1972.

lective dont ils ne veulent pas. *Le communisme tout de suite* permet, au-delà des clichés, de comprendre les raisons et les effets de cette peur et du large silence fait sur les communes.

Jean-Jacques Marie

La fin de l'Empire romain d'occident (1)

POURQUOI parler dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* d'un ouvrage consacré à l'effondrement d'un empire qui ignorait l'existence d'une classe ouvrière ? On pourrait répondre d'abord en citant ce qu'écrivent Marx et Engels au début du *Manifeste communiste* : *"L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes. Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseurs et opprimés, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte"* (2).

C'est cette deuxième issue qu'illustre la fin de l'Empire romain. Cette issue n'est pas seulement une curiosité historique, elle est une des deux variantes de la crise du capitalisme résumée par Rosa Luxemburg dans son alternative célèbre : socialisme ou barbarie...

En même temps, on ne saurait assimiler la plèbe romaine et la classe ouvrière contemporaine. Dans sa préface au *18 brumaire de Louis Bonaparte*, Marx reprend en effet à son compte la phrase de l'économiste français Sismondi : *"Le prolétariat romain vivait aux dépens de la société, tandis que la société moderne vit aux dépens du prolétariat"* (3).

Georges-André Morin fait une description du Bas Empire romain à la fois précise, pittoresque et riche. Son étude des questions religieuses (le conflit entre "l'arianisme" finalement vaincu, et donc déclaré hérétique, et l'orthodoxie catholique et ses conséquences politiques) est particulièrement intéressante. Il s'interroge : la fin de cet empire était-elle inéluctable ? Son analyse a le double mérite de poser un problème de fond (les causes qui peuvent engendrer la disparition d'une civilisation quasi-millénaire) et d'avancer une explication originale.

Selon lui, en effet, *"aucun des facteurs de crise qui ont été relevés n'est en lui-même décisif pour expliquer la fin de l'Empire d'Occident, même si leur conjonction est redoutable. C'est cette conjonction,* affirme-t-il, *qui est circonstancielle"* (p. 440). Il dresse donc *« la liste des événements contingents qui, comme autant de "nez de Cléopâtre", ont fini par provoquer la fin de l'Empire d'Occident »* (*ibidem*). Laissons au lecteur le soin de découvrir cette liste, dans laquelle figurent à la fois des morts quelque peu prématurées d'empereurs à poigne et des aléas militaires divers, dus à des concours de circonstances multiples.

Mais Georges-André Morin, après les avoir énumérés, affirme que le parallèle entre l'Empire d'Occident (Rome pour résumer... même si la capitale se déplace à Ravennes) et d'Orient (Byzance-Constantinople) *"met également en évidence la grande fragilité de l'économie des sociétés antiques. Cette fragilité ne tient pas seulement à leur organisation et au rôle qu'y joue l'esclavage. Le coût de l'énergie essentiellement fournie par le*

(1) Georges-André Morin, *La Fin de l'Empire romain d'Occident, 375-476,* éditions du Rocher, 2008, 22 euros.
(2) Karl Marx-Friedrich Engels, *Le Manifeste du Parti communiste*, Selio, 2006, pp. 26-27.
(3) Karl Marx, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Editions sociales, 1949, p. 12.

bois et le charbon de bois et la rareté du fer, bloquant le développement de la métallurgie, sont des facteurs à prendre en considération. Enfin, leur grande dépendance au regard des conditions naturelles les met à la merci d'une faible variation climatique" (pp. 444-445).

Mais pour Georges-André Morin, ces données objectives ne suffisent pas à expliquer l'effondrement de l'empire. Selon lui, *"l'empire remplissait plusieurs des conditions nécessaires au développement économique. Il disposait des trois attributs du pouvoir d'Etat, qui se fonde sur le triumvirat du percepteur, du soldat et du fonctionnaire"*, mais la faiblesse et l'*"irrégularité du surplus agricole dégagé rendaient insupportable aux populations le poids de ces institutions"* (p. 445). En d'autres termes, le système ne permettait plus le développement des forces productives et ces dernières (en particulier dans leur réflexion à travers la conscience des populations concernées) ne pouvaient plus supporter l'entretien de l'appareil l'Etat, ressenti comme d'autant plus lourd et coûteux qu'il ne semblait plus capable d'aider à les développer. Il n'était plus ou n'apparaissait plus en somme que comme un fardeau. Selon Georges-André Morin, l'Empire romain aurait de toute façon fini par disparaître, mais *"sa survie à long terme à la manière de l'Empire chinois était tout aussi concevable"*(p. 445).

Bref, une façon de réfléchir sur la pertinence ou non de l'affirmation selon laquelle le contingent réalise le nécessaire.

Marc Teulin

N °129 - 130
Mai 2008
ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

Mai - Juin 1968
La grève générale

Centre d'Etudes et de Recherches sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

28 rue des Petites –Ecuries – 75010 Paris – France – 01 44 83 00 00 10 €

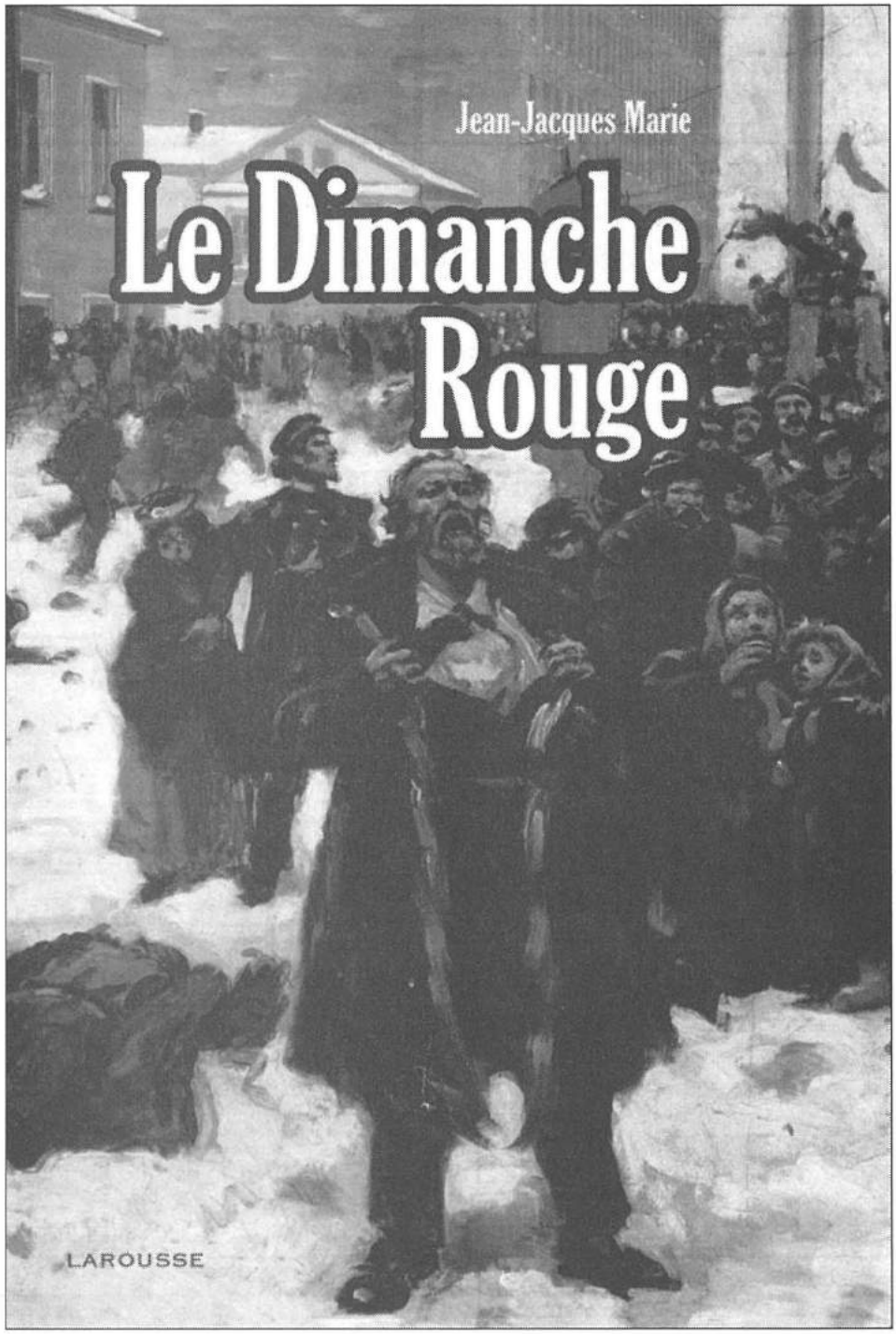
Quatre ans de camp...

Plusieurs lecteurs des articles de Gérard Masson et de Jean-Paul Gautron ont regretté de ne pas voir ces articles suivis d'un développement sur le sort que le stalinisme avait réservé aux arts en leur imposant le "réalisme socialiste". Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déjà fourni des éléments de réponse en publiant dans leur n° 16 des extraits d'un livre d'Evgueni Gromov, sous le titre *Staline, l'art, les récompenses et les décorations* ; dans leur n° 17, un article de Jean-Jacques Marie intitulé *Staline et ses écrivains* ; et enfin, sous forme plus indirecte, dans l'article de Marcel Picquier *Diderot au pays de Staline*, dans le n° 21. Pour compléter ces articles, auxquels nous renvoyons nos lecteurs, nous nous contentons de publier à titre d'illustration un dessin réalisé par André Barbe en 1980, lorsque le KGB détruisit certaines œuvres jugées non conformes aux canons du réalisme socialiste collectionnées par le physicien Mikhailov, condamné par la même occasion à une peine de prison...

G. MIKHAILOV, PHYSICIEN, A EXPOSE DANS SON APPARTEMENT DE LENINGRAD LES ŒUVRES D'ARTISTES UNDERGROUND.

CONSEQUENCES LOGIQUES :

1) 4 ANS DE CAMP
2) CONFISCATION DE SON APPARTEMENT
3) DESTRUCTION DES ŒUVRES SAISIES


Jean-Jacques Marie
Le Dimanche Rouge
LAROUSSE

L'enseignement de l'histoire et de la géographie aujourd'hui

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déjà publié plusieurs articles consacrés aux questions de l'enseignement : un article de Gérard Lorigny : *"Histoire en sixième et propagande religieuse"*, dans le n° 8 ; un article d'Odile Dauphin : *"L'histoire telle qu'on l'enseigne à nos élèves"*, dans les nos 13 et 14 ; un article de Nicole Bossut-Perron : *"La Révolution française dans les manuels scolaires"* ; un article de Roland Corominas : *"Les manuels scolaires espagnols à l'heure de la régionalisation"*, dans le n° 22 ; et un article de Maurice Martin : *"L'Europe dans les manuels scolaires"*, dans le n° 26.

Nous poursuivons ce travail en publiant ci-après deux articles, l'un de Michèle Jumain, consacré à la nouvelle tarte à la crème : l'histoire immédiate, qui efface les frontières entre l'histoire et la propagande, l'autre de Michel Barbe et Serge Sebban, sur les vicissitudes de l'enseignement de la géographie, de plus en plus malmené.

Nous entendons poursuivre ces études.

L'histoire immédiate : à la recherche de l'histoire

DEPUIS la rentrée 2004, "l'histoire immédiate" (des dix dernières années) est au programme de terminale, tant au niveau des relations internationales que pour l'évolution politique de la France.

Est-ce encore de l'histoire ? Paul Ricoeur définit ainsi l'histoire immédiate : *"L'histoire dont on ne connaît pas la fin au moment où on l'écrit."* Louis Girard écrivait (dans la préface du manuel de terminales Bordas de 1968) : *"Parlant de ce qui n'est pas encore achevé, l'historien perd son privilège. Il ne peut s'abstraire des controverses, des préjugés contemporains. L'exposé prend un tour beaucoup plus personnel (...)."* L'étude d'une période aussi récente pose des problèmes de méthode historique : de quel recul dispose l'historien, témoin direct, voire acteur, des événements qu'il relate ? Quel sens historique peut-il tenter de donner à des faits qui viennent de se dérouler ? Cela pose des problèmes de légitimité des "documents", articles de presse, reportages télé, communiqués officiels et réactions à chaud. Ici, l'histoire ne se différencie plus du journalisme. L'historien "immédiat", comme le journaliste, n'a pas accès aux documents qu'utilisera l'historien à venir : notes internes confidentielles, correspondances privées, dossiers classés secret défense, etc., qui ne deviendront publics que des décennies plus tard.

Qu'en est-il du traitement proposé par les manuels ? Chacun consacre en moyenne 17 % des pages à la période 1991 (fin de l'URSS)-décembre 2003. Ces manuels 2004 sont utilisés par quelque 500 000 élèves, autant dire que ce qui y est écrit est important. Or, le plus souvent, ils véhiculent (quasiment sans débat ni recherche) la vision et le programme politique des grandes puissances, notamment des Etats-Unis. On dira que l'histoire, notamment dans l'enseignement, a toujours été utilisée pour servir les puissants et qu'elle a bien souvent occulté ou déformé les faits dans ce sens. Mais il semble qu'un pas a été franchi et que l'histoire immédiate dispensée dans ces manuels se démarque difficilement de la propagande. Exagérons-nous ?

Voici quelques thèmes choisis dans le programme officiel et l'analyse de leur traitement dans ces manuels.

1. Le monde actuel vu avec les lunettes de Washington

« Première puissance globale de l'histoire, les Etats-Unis veulent promouvoir un "nouvel ordre mondial" au sein duquel la paix serait fondée sur le multilatéralisme (première guerre d'Irak). Mais ce néo-wilsonisme suscite

rapidement des réserves, qui mettent en cause une realpolitik de fait (...). Dans les faits, le passage entre le XX^e^ et le XXI^e^ siècle apparaît marqué par la complexité » (document d'accompagnement des programmes, CNDP, 2004).

La plupart des manuels illustrent le sujet de la *"nouvelle organisation du monde depuis 1991"* à l'aide d'un planisphère, titré *"Les tensions dans le monde depuis 1991"* ou *"Le monde d'aujourd'hui"*, ou *"Les tensions dans le monde de 1991 au printemps 2004"* et légendés *"Les tensions territoriales ; les guerres civiles ; les tensions diffuses : pays* ***suspects*** *de prolifération nucléaire (Iran, Irak, Syrie) et attentats* ***revendiqués*** *par les islamistes"*. Reprendre les adjectifs suspects ou revendiqués pour qualifier des événements sur lesquels toute lumière est loin d'être faite, et, d'autre part, leur donner le statut de document synthétique, pose un problème. Ce qui est suspecté n'est pas prouvé ; et on est très loin d'avoir clairement identifié ceux qui, d'après Washington, ont "revendiqué". Des manuels parlent *"d'Etats-voyous selon les Etats-Unis"* (la liste varie selon les éditeurs), *"du monde hostile ou à surveiller"*, des *"Etats en décomposition"*, des *"collapsed States"* (la Somalie, le Zimbabwe). Hachette définit ainsi un Etat-voyou : *"Selon les Etats-Unis, soutien au terrorisme international, stock d'armes de destruction massive, régime politique répressif, hostilités envers les Etats-Unis."* Ces cartes présentées comme la vision des Etats-Unis ne sont ni critiquées, ni confrontées à des documents divergents, ni relativisées : elles sont **les seules cartes de synthèse du manuel**.

De plus, les questions d'accompagnement n'ont aucune dimension critique : *"A quelles nouvelles menaces les E.U. doivent-ils faire face au début des années 2000 ?"*. *"Dans quelles parties du monde les E.U. ont-ils accentué leur présence ?"*. *"Délimitez* ***l'arc des crises****. Précisez à l'aide de la chronologie ce qui légitime cette expression."* Or, celle-ci est une création américaine, utilisée pour la première fois par le conseiller spécial du président Carter pour désigner le "Grand Moyen-Orient".

Un manuel cite le "Carnegie endowment for peace", c'est-à-dire la fondation Carnegie (entreprise nord-américaine pour la paix). Cette source très partiale, exposant des informations hypothétiques, est également la seule source proposée à la réflexion des élèves.

Les Etats-Unis n'interviendraient dans ces régions que pour faire "régner l'ordre". *"Pour éviter qu'un nouveau 11 septembre ne se produise, il convient de déclarer, lorsqu'elle est indispensable, la guerre préventive"*, lit-on dans Hachette, même si les auteurs nuancent quelque peu, en concluant sur les *"réticences de bon nombre de ses alliés"*. Les discours des deux George Bush sont abondamment reproduits dans les manuels, légitimant la politique extérieure des Etats-Unis, sans dimension critique, faute de recul.

Depuis son écrasement en 1991, depuis les multiples inspections de l'ONU et les démantèlements qui avaient suivi, l'Irak ne détenait plus aucune arme de destruction massive ni armes chimiques et ne représentait pas un danger pour la paix. Pourquoi ne trouve-t-on aucun document en ce sens dans les manuels ? Faut-il justifier les choix de Bush, Blair, Aznar et Berlusconi ?

2. Pour les élèves, le terrorisme ne sera qu'islamiste

Les documents les plus répandus sur ce sujet sont des biographies ou discours de Ben Laden, des photos des attentats du 11 septembre ou de sites Internet islamistes. Dans les dossiers documentaires abondent des photos d'actualité, des images de télévision, qui provoquent l'émotion mais ne transmettent aucune connaissance sur les racines du terrorisme. Qu'apporte la photo de Saddam Hussein, prisonnier, en décembre 2003 ?

L'amalgame islamisme-terrorisme est quasiment permanent. Seul Hatier mentionne l'ETA comme autre mouvement terroriste. On peut considérer le projet

politique des islamistes comme profondément réactionnaire, mais seuls certains d'entre eux ont opté pour les attentats. Et rares sont les manuels qui mettent le terrorisme incriminé en parallèle avec la terreur légale exercée contre des peuples par leurs chefs d'Etat, qui reçoivent ou ont reçu le soutien diplomatique, logistique et financier du principal impérialisme (quand celui-ci n'intervient pas directement avec la plus terrible armée du monde).

Enfin, **les causes du terrorisme islamiste resteront, pour la plupart des élèves, sans lien avec la situation économique et sociale des pays où il s'est développé, ni avec leur histoire.** Pourtant, Bréal n'a besoin que de deux pages pour présenter la genèse et la diversité de "l'islamisme", y compris dans sa version terroriste, avec nuances et précisions. N'est-il pas important de relever que le terrorisme se nourrit de misère, de rancœurs, de la non-résolution des conflits (comme celui du Proche-Orient) et de l'absence de démocratie réelle (qui n'est certainement pas celle que Washington prétend avoir apporté à l'Irak) ?

D'autres aspects mériteraient d'être soulignés. D'où viennent les armes et l'argent des terroristes ? Qui a surarmé la planète, dans le cadre de la guerre froide ? E. J. Hobsbawm, dans *L'Age des extrêmes*, l'indiquait de façon incontestable. C'est encore Bréal qui publie une photo de moudjahidin afghan armé d'un missile Stinger, avec la légende : *"Massivement fournis par les Etats-Unis à la résistance afghane, ces missiles sol-air eurent un effet décisif sur l'évolution du conflit"*, rappel du soutien actif des Etats-Unis aux talibans contre le régime pro-soviétique de Kaboul.

3. Jusqu'où les conflits en cours peuvent-ils être traités ?

Prenons l'exemple du **conflit israélo-arabe**.

Comment les élèves peuvent-ils comprendre une question si complexe, alors que les programmes de collège et lycée font une impasse quasi totale sur l'histoire des Juifs, entre la naissance du christianisme et la shoah (exit : l'histoire de la diaspora, les persécutions antisémites dans la chrétienté médiévale, l'égalité juridique acquise à la Révolution française et la République laïque, et sa diffusion, la résurgence dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle de l'antisémitisme lié au développement du nationalisme et les pogroms dans la Russie tsariste). Ils ignorent totalement ce qu'a été le Bund : le sionisme est donc amené comme l'évidence et la nécessité la plus indiscutable du monde, notamment après la shoah.

Hors programmes aussi, l'histoire multiséculaire des Arabes en Palestine, leurs révoltes contre l'Empire ottoman attisées par l'impérialisme britannique, ses promesses pendant la guerre de 14-18, les "mandats" français et anglais, les appétits américains, l'oppression des peuples arabes après 1945, dans le contexte de la guerre froide.

Pour la période commençant en 1945, on constate trop souvent les mêmes occultations, surtout sur l'année 1947-1948 : massacres commis par l'armée sioniste, expulsion d'un peuple arabe de ses terres, destruction de villages palestiniens, revendication du droit au retour, grignotage ininterrompu des "territoires palestiniens".

C'est à l'ensemble de ces connaissances qu'il faut donner droit de cité, pour que soit transmis aux élèves autre chose que du "journal télé de 20 heures" version papier.

Les documents d'accompagnement du programme officiel rappellent qu'il faut montrer le caractère complexe des conflits actuels. Mais certains manuels ne s'embarrassent pas de "complexité" : *"L'impossible paix au Moyen-Orient"*, *"L'illusion d'un monde sans guerre"*, *"Israël et les Palestiniens : une paix impossible ?"*, etc. Scodel 1983 était plus neutre : *"Israël et le monde arabe"*, et rappelait la responsabilité des grandes

puissances. Les documents actuels incitent surtout à se "désoler" : photos d'attentats suicides et de raids israéliens.

Il aurait fallu aussi parler des **conflits en Afrique**, *"abandonnée à elle-même depuis la fin de la guerre froide"* d'après un manuel, alors qu'elle n'a jamais été autant objet d'ingérences. Les armées de plusieurs puissances (très intéressées par les ressources naturelles) et celles de l'ONU s'y trouvent en permanence. La Banque mondiale et le FMI dictent aux Etats les politiques à mener.

Il faudrait aussi aborder les **guerres contre l'Irak, l'intervention en Afghanistan**. Les Irakiens et les Afghans morts lors de ces guerres n'existent pas, ni le soutien actif des Etats-Unis au régime des talibans jusqu'en 1998 et à celui de Saddam Hussein avant 1990, ni les liens entre la famille Ben Laden et les Bush avant 2001, ni la question de l'oléoduc traversant l'Afghanistan jusqu'à la mer Caspienne géré par une société américaine, ni la situation actuelle de l'Afghanistan, pays livré au chaos, au pillage et au trafic de drogue, qui a explosé depuis l'intervention.

4. La vie politique française jusque dans ses derniers développements

Un grand nombre de manuels consacrent des dossiers documentaires à l'élection présidentielle de 2002. Les questions posées sont très superficielles et portent sur des documents tous contemporains de l'événement : pourquoi le résultat du premier tour est-il une surprise, comment expliquer ce résultat ? Pourquoi parle-t-on du choc du 21 avril ? Pourquoi le résultat du second tour est-il exceptionnel ? Les dossiers documentaires ressemblent à des dossiers de presse et le choix des documents est, dès lors, discutable. Ils ne font pas de place aux causes profondes du résultat du premier tour. Pour Hachette 2002, la synthèse à réaliser par les élèves est : *"Qu'est-ce qui explique le résultat de J.-M. Le Pen au premier tour ?"* L'élève ne pourra répondre que par les causes immédiates, stigmatiser l'abstention, l'éparpillement des voix. Mais il n'est pas amené à réfléchir sur leurs causes.

Un manuel expose deux dossiers sur les événements politiques récents : l'un sur l'extrême gauche, l'autre sur l'élection présidentielle de 2002. Dans le premier, on trouve notamment des remarques d'Henri Weber, un article de *Marianne* de 2001 assez violent vis-à-vis des trotskystes, et des résultats électoraux. Les questions sont du type : *"Les dangers mis en évidence par Henri Weber se sont-ils concrétisés ?"* La question de synthèse est : *"A l'aide des documents, montrer que l'extrême gauche représente une force politique de plus en plus influente."* Cela ressemble beaucoup à une diabolisation sans aucune dimension critique. Cette vision négative des "extrêmes" est renforcée par le commentaire du manuel. Pour Belin, *« l'extrême droite n'a pas cessé de progresser... mais l'extrême gauche progresse aussi (...). Sans aucune vocation au pouvoir, ils ont focalisé le vote protestataire des déçus de la "gauche plurielle". Additionnés, les deux extrémismes atteignent donc pour la première fois 30 % des électeurs. »*

Ainsi, l'alignement des manuels sur l'actualité transforme souvent cette "histoire immédiate" en propagande pour la politique des Etats-Unis et de leurs alliés. On en reste à des explications journalistiques "à chaud", sans recherche de causes profondes. Or l'histoire est un sujet de débat et de recherche, elle ne peut occulter des faits sous prétexte qu'ils ne rentrent pas dans le discours officiel.

L'invasion des images, ou même la profusion de documents au détriment de leçons, nuit à l'analyse et aboutit à de faux rapprochements et à une absence de hiérarchisation. N'est-ce pas le fait *"des historiens sans archives, (...) qui essaient de masquer par un discours normatif une pratique défaillante, déclinante ou absente"* (comme les qualifie Pierre Bourdieu, dans les rapports entre la so-

ciologie et l'histoire en Allemagne et en France, mars 1995).

"L'histoire, rappelle Serge Halimi, *n'a pas pour but d'inciter ses enfants à éprouver des sentiments. Dans ce cas, l'obscurantisme est déjà là" ("A la recherche de dissidents", Manière de voir,* 26 mai 1995).

La présence de cette pseudo-"histoire immédiate" dans les manuels n'est-elle pas un moyen de plus de détruire la discipline avec ses règles spécifiques, pour la transformer en propagande ?

Muriel Jumain

Quelle géographie enseigne-t-on ?

DANS les chapitres précédents, il a été plus souvent question d'histoire que de géographie ou d'éducation civique. Sans allonger trop cet ouvrage, nous allons amorcer des réflexions qui mériteraient d'être développées.

1. En seconde, le nouveau programme : il y a... il y a... il y a...

Le programme traditionnel de "géographie générale" vient de disparaître. Est-ce pour intégrer les données nouvelles accumulées par la recherche scientifique ? Il en récupère quelques bribes éclatées, mais l'objectif est de compacter les géographies physique et humaine en un seul paquet (économies horaires obligent) par fractionnement du programme en sept "thèmes" étanches entre eux, chacun censé épuiser une facette de géographie globalisée.

Deux géographies ou une seule discipline à deux versants ?

La géographie physique n'est plus qu'un simple "fond de carte" de la géographie humaine. Les élèves sont plongés dans une **idéologie fataliste, celle du "fait accompli"** : sont énumérés des faits géographiques isolés les uns des autres et qui paraissent s'imposer aux hommes : **il y a** six milliards d'hommes, **il y a** de l'eau, **il y a** des villes, **il y a** des littoraux, des montagnes, etc. Cette géographie statique de l'image d'un moment présenté comme achevé interdit toute compréhension de la géographie comme empilement anthropique des quelques derniers millénaires d'histoire humaine gravés dans la topographie diverse de la surface du globe, depuis le paléolithique jusqu'au XXI[e] siècle.

Disparition des repères

En laminant ou en supprimant les chapitres présentant les repères et les instruments de mesure dont l'humanité s'est dotée pour commercer, coloniser, mettre en valeur la surface de la terre.

Des notions élémentaires d'**astronomie** permettaient de distinguer rotation de la Terre sur elle-même et révolution autour du Soleil, expliquaient les différences climatiques selon les latitudes par l'inclinaison de l'axe des pôles sur le plan de l'écliptique ; il fallait donc définir pôles géographique et magnétique, axe des pôles, méridiens, équateur, parallèles, heures solaire et légale... Ces **outils** de la géographie astronomique ont (presque) disparu des manuels !

L'atmosphère... Finie l'étude des masses d'air et de leurs mouvements in-

cessants. Qu'est-ce qu'une station météorologique ? Comment percer le secret de la circulation générale atmosphérique dans sa relation avec la rotation de la Terre, et de la distribution des climats et types de temps ? C'est inutile : branchez la télé. **Il y a** la météo avant et après le journal télévisé. **Il y a** aussi des climats, mais pourquoi et comment expliquer mousson en Inde et désert au Sahara à la même latitude ? **Il y a** la mousson ! **Il y a** le désert ! **Il y a** aussi les cyclones...

La mobilité de l'écorce terrestre : lieu par excellence de l'analyse géographique, elle a disparu elle aussi ! La tectonique des plaques ? Comprendre d'un coup d'œil la disposition réciproque des mers, océans et continents avec leurs chaînes de montagnes associées en mouvements continus à l'échelle géologique grâce au dispositif de plaques qui s'écartent, coulissent ou s'affrontent ? Un luxe inutile ! Quelques allusions suffiront dans le thème des *"sociétés face aux risques"*. **Il y a** des tremblements de terre. **Il y a** des volcans. **Il y a** des tsunamis...

Grâce aux schémas présentés sur les téléviseurs du monde entier, le tsunami qui a ravagé les côtes de l'océan Indien en décembre 2004 s'est trouvé expliqué par une origine tectonique sous-marine. Qu'importe si les élèves confondent tsunami et raz de marée, cela n'arrive-t-il pas aussi parfois aux manuels ? (Magnard, Hachette 2006). Mais une connaissance scientifique de base permet de se poser des questions et de ne pas tout prendre pour argent comptant, par exemple cette affirmation d'un article de *Libération* : *"Les catastrophes naturelles sont souvent les fléaux les plus démocratiques..."*, qu'Hachette reprend à son compte !

Peu d'élèves sauront donc qu'un tsunami n'affecte qu'une étroite bande côtière et non l'arrière-pays, qu'un dispositif d'alerte sismique peu onéreux permettrait de l'annoncer, au moins quelques heures avant l'arrivée de la vague meurtrière, et par conséquent d'organiser un retrait temporaire de la population locale. Peu d'élèves pourront s'interroger sur le caractère inévitable ou non de cette catastrophe "naturelle" !

Autre exemple d'affirmation fataliste : *"La crue de l'Ouvèze a provoqué la mort de 42 personnes à Vaison-la-Romaine le 22 septembre 1992"* (Hachette 2002). Pas un mot du POS ("plan d'occupation des sols", contrôlé par les municipalités), qui déclara "constructible" l'espace "libre" du lit majeur de la rivière..., pour un lotissement populaire dans une zone dangereuse. **Il y a** des crues mortelles.

Quant à l'ouragan Katrina dévastant la Louisiane et La Nouvelle-Orléans, les actualités télévisées ont mieux éclairé les élèves que leurs manuels de géographie. Ils savent aujourd'hui que le désastre le plus effrayant peut aussi affecter le pays le plus riche du monde... lorsque les autorités centrales négligent d'alerter et de porter secours à la population en temps et en heure. La météorologie n'excuse pas tout. Les élèves travaillant avec Bordas, Hatier, Magnard, Nathan 2006 ne pourront pas établir un lien entre les conséquences catastrophiques de l'ouragan et la réduction des services publics, privatisés : en invitant les habitants à utiliser leurs moyens de transport personnels, les autorités ont abandonné les plus démunis à la fureur "naturelle" des éléments et à la mort.

Magnard 2005 préfère expliquer les *"inégalités face aux risques"* par des causes "anthropologiques" : *"L'ignorance du danger ou son acceptation par les sociétés augmente la vulnérabilité. Dans le passé, les dangers et les catastrophes associés étaient ressentis comme une sanction divine et à ce titre acceptés ou subis. De tels comportements existent encore dans certains pays en développement."*

La carte, un enjeu politique international du partage du monde

La genèse de la cartographie a disparu des programmes. Les élèves ne sauront donc pas que la toute neuve science cartographique a été mise d'emblée au service du partage de la terre, affaire privée des Etats propriétaires du sol, avec le traité de Tordesillas (7 juin 1494) signé

entre les rois d'Espagne et du Portugal, sur injonction du pape Alexandre VI, pour éviter les conflits entre chrétiens.

Deux révolutions modifièrent à leur tour l'usage que l'on pouvait faire de la cartographie : 1789 substitua à la cartographie royale des provinces féodales, perpétuant l'infinie variété des privilèges, la cartographie révolutionnaire de la nation souveraine avec son découpage rationnel, égalitaire, du territoire, en départements, cantons et communes.

La seconde, issue d'Octobre 17, a remplacé le parcellaire, à la fois féodal, bourgeois et religieux du cadastre de l'empire des tsars par une Union de républiques se proclamant à la fois socialistes et soviétiques, ayant vocation à s'étendre à toute la planète et à développer les forces productives principalement par le biais de la planification. Mais c'est la terreur stalinienne, avec son goulag, qui a remodelé la carte des mines d'or au-delà du cercle arctique. Depuis l'effondrement de l'URSS, une nouvelle carte se dessine, notamment en Asie centrale : tandis que périclitent les centres industriels, se multiplient les bases américaines...

La cartographie du monde actuel illustre une géographie de l'espace définitivement dominée par le dollar. Espace de plus en plus éclaté en un nombre toujours plus grand d'Etats, de "pays", sans pour autant que soit garantie, loin s'en faut, leur véritable "indépendance", ni les droits des peuples.

Voilà pourquoi les manuels sont envahis par la litanie du **il y a, il y a, il y a...** Elle se substitue à l'étude rigoureuse des processus sociaux, qu'il convient d'occulter parce qu'ils permettent de comprendre comment les hommes ont transformé leur environnement et pourquoi aujourd'hui les processus s'accélèrent, qui voient se détruire sols et forêts, l'eau se polluer et l'air des grandes mégalopoles devenir irrespirable.

L'écologie est abordée comme discipline en soi, isolée des rapports de production capitalistes. Grâce à *"l'Enseignement à l'écologie au développement durable"* (EEDD), *"les élèves seront capables de mesurer les conséquences de leurs actes sur l'environnement"* (*Bulletin officiel*, n° 28, 15 juillet 2004). Les *"thèmes de convergence"* intègrent la géographie et les *"démarches pédagogiques diversifiées"* doivent privilégier les *"situations concrètes"*, les professeurs étant encouragés à établir des *"partenariats avec une collectivité locale, une association, une entreprise..."*.

2. Des réalités sociales escamotées ?

Faire un inventaire du peu que l'on apprend sur leurs conditions de travail et de vie serait fastidieux : quelques rares informations, souvent émiettées. Prenons quelques exemples.

La **Chine,** quatrième puissance industrielle du monde, est au cœur de l'étude de *"L'Asie orientale, aire de puissance en expansion"*. Mais très rares sont les références au marché du travail chinois (salaires les plus bas du monde et conditions proches de l'esclavage), alimenté par 100 millions d'ex-paysans, errant de villes en villes. Hachette fait exception en donnant des chiffres précis : 8,7 % des foyers possèdent 60 % de tous les avoirs, alors que 44 % des familles n'en possèdent que 4 %. De quoi alimenter la réflexion sur le miracle du taux de croissance de l'économie chinoise, maintenu au prix d'une "course vers le bas" des salaires et du non-respect des droits de l'homme, qui assure à la Chine un des "risque-pays" les plus bas du monde.

Aux **Etats-Unis**, le taux de chômage (4 % environ) masque le **"Workfare"** : il est préférable d'occuper les pauvres (ce qui permet de casser le marché du travail) que de leur verser une allocation "gratuite". Mais le rapport entre la diminution des programmes sociaux (Welfare) et le taux de pauvreté (45 millions d'Etats-uniens n'ont aucune couverture maladie et 70 millions n'en bénéficient qu'une partie de l'année) n'est pas au

programme. De quoi alimenter la réflexion, au moment où le "modèle social européen" est présenté comme dépassé.

La **société française** a disparu des programmes, qui traitent seulement de démographie (vieillissement, indice de fécondité...). Les agriculteurs, par exemple : il n'est question que des gaspillages de la PAC (l'ancienne), de pollution, de "surproduction", mais plus de leurs efforts pour passer, avec les aides de l'Etat et de la PAC, d'une agriculture parfois archaïque à une agriculture très productive, avec des problèmes certes, mais d'une autre nature. L'endettement qui en est résulté, entraînant de grandes difficultés, un niveau de vie nettement inférieur à celui de la moyenne nationale, est hors sujet.

On trouve quelques éléments sur la société dans le programme d'histoire de terminales, au chapitre *"La France, économie, société et culture"*. Mais celui-ci balaie la période 1945 à nos jours, et c'est un fourre-tout qui aborde la place des religions, la "culture jeune", etc., ce qui laisse peu de place à la vie matérielle. Magnard consacre une page sur 40 aux difficultés sociales, et Hatier une quinzaine de lignes et quatre documents !

Tous les manuels abordent le problème du chômage, mais ils oublient presque tous la précarisation du travail. Il y a plus de références à l'abbé Pierre (Bertrand Lacoste : ses deux "appels" de 1954 et 2004) et aux Restos du Cœur qu'aux mouvements sociaux pour défendre la Sécurité sociale, les retraites et le pouvoir d'achat. Au moins 8 % de Français vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Tous les manuels ne révèlent pas ce drame et rares sont ceux qui précisent ce que ces chiffres recouvrent. Si l'on trouve souvent la définition de RMI, seul Bertrand-Lacoste précise que les "allocations" versées par l'Etat aux personnes les plus démunies sont toutes inférieures à 600 euros par mois et que le RMI avoisine les 400 euros !

On préfère s'étendre sur "l'esprit de solidarité"... en éducation civique de 5e (chapitre spécifique), qui rappelle ce que l'on appelait **"la charité".** Emmaüs, les Restos du Cœur, l'opération "pièces jaunes", Médecins sans frontières, Handicap international gagnent des "parts de marché", mais, sauf exception, pas ou très peu de réflexion sur ce qui amène autant de gens à en dépendre. Magnard 2 000 termine le chapitre par un jeu. Chaque élève peut évaluer s'il est un *"solidaire de proximité"*, *"un solidaire donateur"* ou *"un solidaire humanitaire"*, et pour chacun, il y a une association, avec numéro de téléphone et site Internet.

La misère, l'exploitation des hommes par d'autres (par le biais d'entreprises sous-traitantes de firmes transnationales) existent donc toujours. Mais les programmes insufflent aux élèves "l'esprit de solidarité" par des leçons de morale édifiantes, dans la tradition d'un XIXe siècle bien pensant. A quand la quête à la sortie du cours ?

3. Y a-t-il un salut hors de la mondialisation ?

"Il faut cesser de croire que le programme de terminale décrit le monde tel qu'il est" (1)

La problématique du programme est : comment les diverses régions du monde sont intégrées dans la mondialisation, quelles sont les conséquences **spatiales** de la mondialisation. Mais bien peu d'explications sur cet état de fait, et peu de recul par rapport à cette réalité économique.

Dans une première partie, **"Un espace mondialisé",** il faut *"présenter la dimension spatiale du processus de mondialisation ; les lieux, ensuite les acteurs nationaux, internationaux, transnationaux"*, *"acteurs légaux ou illégaux"*... (accompagnements aux programmes). Pour spatialiser l'emprise de cette mondialisation, le professeur fera situer les **"centres"** ou **"pôles"** de la Triade :

(1) Paul Nicolas, cours du Groupe de développement de géographie. IUFM d'Aix-en-Provence, juin 2006. www.air.mrs.uifm/fr/formation/filières/hge/nouveau/nouveautés.htm.

Etats-Unis, Japon, Union européenne, et les **flux** entre ces pôles. Il montrera également les ***"périphéries intégrées", "utiles"*** (beaucoup de pays en développement), qui *"fournissent matières premières et main-d'œuvre"* (Magnard), et enfin les ***"terres évitées"*** (soit une grande partie de l'Afrique et de l'Amérique) qui *"rassemblent des pays* ***n'ayant rien à offrir aux pays développés****, ou des Etats* ***mis au ban*** *des nations (Libye, Cuba, Birmanie) pour des raisons politiques, ou des pays ravagés par l'instabilité politique et la guerre civile"* (Magnard). Pour Belin, les ***"angle-morts"*** sont les *"pays qui attendent une mise en valeur, pays les moins avancés"*.

Qui a décidé de ce classement ? Quels facteurs ont conduit à ces inégalités de développement ? Ce n'est pas au programme. Quelles sont les conséquences sociales de cette mondialisation ? C'est tout juste si des manuels évoquent la *"marginalisation de la moitié de la planète"* ou constatent des *"tensions ou des résistances dues aux excès de la mondialisation"* (Nathan). Cependant, les exemples choisis par les manuels pour démontrer la résistance évoquent surtout l'islamisme, le communautarisme, et, à la rigueur, l'altermondialisme... (Magnard).

Deuxième partie consacrée aux *"Trois grandes aires de puissance"*, déjà largement évoquées. La ***"superpuissance des Etats-Unis"*** : *"L'incontournable marché américain"* (Magnard), *"les Etats-Unis fascinent le monde", "le monde sous le contrôle des Etats-Unis"*... **L'Asie orientale en expansion**, dont le dénominateur commun est un taux de croissance de plus en plus élevé. L'**Union européenne**, dont il faut montrer la *"puissance économique et commerciale"*.

Les "aires", les "espaces" prennent-ils le pas sur les Etats ?

Certes, d'un point de vue économique, c'est une réalité, mais si on l'étudie en tant que telle, ne risque-t-on pas d'en donner une image partielle et statique ?

Par exemple, la **façade atlantique de l'Amérique du Nord** n'a de réalité géographique que dans l'Association de libre-échange nord-américain (ALENA). Le golfe du Mexique, *"une* ***périphérie désormais intégrée****"* (Magnard), frontière ouverte aux capitaux et aux biens ("maquiladoras", usines états-uniennes implantées au Mexique), mais pas aux hommes (le gouvernement Bush n'envisage-t-il pas de construire un mur entre les deux pays ?). Et un quart des emplois ont déjà quitté le Mexique pour la Chine.

"L'Asie orientale", espace *"dynamique"*, de plus en plus intégré... financièrement et commercialement, mais très éclaté (il exclut notamment toute la Chine non côtière), et les relations sont souvent mauvaises entre des Etats, très différents les uns des autres.

L'étude de **l'espace méditerranéen comme *"une interface nord/sud"*** déconnecte ces espaces des Etats dont ils font partie. Comment comprendre les aménagements sur les littoraux, les choix de développement, sans se reporter aux problèmes de chaque Etat et aux politiques de gestion ?

"L'intégration" dans une "aire", est-elle garantie de croissance ? Cela mériterait d'être nuancé. Le Japon, la Corée du Sud, Taiwan ont connu un essor remarquable, car le contexte de la guerre froide leur a permis d'obtenir des "dérogations" de la part des champions du libéralisme et de développer leur économie à l'intérieur de protections douanières et financières, dont on veut priver aujourd'hui les Etats aux économies fragiles et non développées.

Comment traiter du "sous-développement" ?

La troisième partie du programme des séries ES/L est consacrée aux *"mondes en quête de développement"* (dont la Russie !). La pauvreté dans le monde, sa persistance choquent et indi-

gnent les jeunes. Comment l'inspection et le ministère répondent-ils à leurs interrogations ? *"Il conviendra donc d'insister surtout sur les* ***manifestations*** *du sous-développement plus que sur la recherche de* ***causes supposées*** *(poids des contraintes naturelles, colonisation, mondialisation, incurie des gouvernements)."*

Comment écrire qu'il ne faut pas s'attarder à l'examen des causes que l'on qualifie de supposées et dont on dresse une liste précise ? Sauf à en conclure que le poids des contraintes naturelles, la colonisation, la mondialisation, l'incurie des gouvernements sont de faux facteurs explicatifs ? Le "commerce équitable" ferait presque oublier les très puissantes firmes multinationales, dont la survie des agriculteurs du monde entier dépend. Veut-on nous inciter à fermer les yeux et ceux de nos élèves sur ce qui fait problème ?

Ces *"mondes en quête de développement"* (5,5 milliards d'habitants) regroupent tout *"le reste"* du monde, les *"autres"*, qui ont besoin de *"l'aide au développement"*, remake de la "mission civilisatrice", alors que les multinationales occidentales pillent leurs ressources. Au bas de l'échelle, les pays les moins avancés, surtout africains, continuent de s'enliser.

Qu'entend-on par "développement" ? S'agit-il d'atteindre celui des pays riches ? Il faudrait alors les ressources de trois planètes comme la nôtre. Ne devrait-on pas étudier surtout les atouts dont disposent les Etats et leurs habitants pour exister face à la domination des centres et pour "monnayer" une part de liberté, comme le suggère Paul Nicolas ?

Comment doit-on traiter aujourd'hui la question de la dette du tiers-monde ?

Le programme de géographie la fait disparaître. Ce doit être une ***"cause supposée"*** du sous-développement, car il n'y est fait aucune référence, y compris comme l'une des formes possibles de dépendance économique. La dette des pays du Sud se monte à 2 500-3 000 milliards de dollars (dette publique des Etats-Unis : 8 050 milliards, en 2005). Certains pays, en Afrique, mais aussi en Amérique latine, ont dû consacrer tous les ans plus de 40 % de leurs exportations (70 % pour l'Algérie) pour assurer, à la demande du FMI, le "service de la dette" (part des exportations réservée au paiement de la dette), aux dépens de leur système de santé, d'éducation. Quel pays peut, dans de telles conditions, sortir du sous-développement ? Sylvie Brunel montre clairement la dissolution des Etats liée aux exigences des PAS (politiques d'ajustement structurel), contribuant à générer des guerres, attisées souvent par la convoitise des nations occidentales.

L'inspection a trouvé la solution... Pour faire disparaître la dette, n'en parlons plus ! Pourtant, Hachette en dit quelques mots : *"L'aide est nécessaire, car les pays du Sud sont souvent incapables d'assumer seuls l'essor de leur économie (...), mais elle les fait entrer dans le cercle vicieux de l'assistance (...). L'aide est insuffisante (...) et de nombreux pays du Sud sont contraints de s'endetter lourdement. Le remboursement est une charge insupportable pour beaucoup d'entre eux."* Pour **tous**, d'ailleurs, même pour les pays "émergents". Les mots endettement ou dette extérieure ont souvent disparu du lexique. La notion de PAS apparaît incidemment dans le cours : *"La crise de la dette a contraint beaucoup d'Etats à appliquer les PAS imposés par le FMI, l'assainissement des économies ayant un coût social très lourd."* Mais d'où provient cette dette, comment la résorber, qu'est-ce que la crise de la dette ? Même si, au détour d'un document, quelques renseignements intéressants sont fournis, l'élève restera avec ses interrogations face au discours officiel *"sur l'assainissement indispensable des économies des pays en développement"*.

S'il ne faut plus évoquer la question de la dette, que dire à nos élèves sur les solutions, les pistes à étudier qui permettraient à ces pays de sortir du sous-développement ?

Le nouveau leitmotiv, *"développement durable"*, envahit les tables des matières, se décline à tous les thèmes, comme une évidence, et, dans plusieurs manuels, comme "la" solution. Yvette Veyret, professeur de géographie de Paris-X, écrit, en juillet 2004, dans la revue de l'APHG, *"qu'il s'agit d'un objet politique, voire idéologique, qui peut être différemment interprété si l'on est ONG, entreprise de pays développé, pays en développement (...). Cela ne peut constituer un objet d'étude clé en main, car il est nécessaire de s'interroger préalablement sur le fonctionnement du groupe social, sur son histoire, sa culture."*

L'infléchissement des programmes vers une étude de plus en plus économiste, et géopolitique, est un leurre, puisqu'elle manque de bases physiques, humaines et techniques. La géographie devient "virtuelle", abstraite, déshumanisée... Un exemple : les élèves tracent des flèches représentant les flux pétroliers sur une carte, mais ne connaissent plus rien des gisements, du forage, du transport, du raffinage du pétrole, du rôle des grandes compagnies pétrolières, ni du faible prix du brut par rapport à celui des produits raffinés. Le programme de terminales met le point final à cette négation des rapports de l'homme avec l'espace, des aménagements qu'il a réalisés et des difficultés qu'il peut éprouver. La majeure partie du programme concerne le *"monde qui compte"* (1 milliard d'habitants), les *"pays gagnants du XXI^e^"* (thème d'une conférence proposée par Jacques Marseille aux professeurs de géographie).

Michel Barbe et Serge Sebban

Pages oubliées

Benjamin Péret (1899-1959) est l'un des principaux poètes du mouvement surréaliste, qu'il a fondé avec André Breton, Louis Aragon, Paul Eluard et Robert Desnos. Il adhère en 1926 au Parti communiste, puis se rallie vite à l'Opposition de gauche, puis, après sa fondation, à la IV^e^ Internationale. En 1931, il séjourne au Brésil, d'où il est expulsé pour activités révolutionnaires. En 1936, il rejoint Barcelone dès le début de la révolution et combat sur le front d'Aragon contre les franquistes avec les membres de la CNT (anarchistes) et le POUM. Antistalinien convaincu, il rompt en 1948 avec la IV^e^ Internationale, en même temps que Munis et Natalia Sedova par désaccord avec l'analyse trotskyste de l'URSS comme "Etat ouvrier dégénéré". Selon Jean-Louis Bédouin, l'auteur de *La Poésie surréaliste* (1), *"de tous les poètes surréalistes, Péret fut certainement l'un des plus libres, des plus spontanés, des plus naturellement poètes, bref l'un des plus grands. Chez lui, la poésie, l'humour, la révolte coulent de source à tout instant. Affranchi de toute sujétion, de toute domestication, le langage de Péret est celui de la liberté"* (2). En 1957, il répond à une enquête de *La Vérité* à l'occasion du quarantième anniversaire de la révolution d'Octobre. C'est cette réponse que nous republions ci-dessous.

(1) Editions Seghers, 1964.
(2) *Ibidem*, p. 251.

Benjamin Péret : *"La révolution ne peut se développer sans la plus large démocratie dans les masses"* (article paru dans *La Vérité*, 7 novembre 1957)

LA révolution russe représente pour moi un double enseignement, à la fois positif et négatif. Pour la première fois, on a vu le prolétariat rassemblé dans ses conseils (soviets) s'emparer du pouvoir politique et économique, puis constituer son propre Etat. De ce fait, l'internationalisme révolutionnaire, de mot d'ordre de propagande, est devenu une réalité concrète acquérant une immense valeur d'agitation. De plus, Lénine et Trotsky ont mille fois répété que, sans le triomphe de la révolution en Occident, le pouvoir des soviets ne pouvait être que fragile. C'est la première leçon qu'on doit retenir de la révolution. Dans quelque pays qu'elle éclate désormais, elle est condamnée d'avance si elle ne réussit pas à se propager très rapidement — beaucoup plus vite qu'en 1917 — dans les pays voisins et surtout dans ceux à forte structure industrielle. Le déroulement de la révolution espagnole (1931-1939) confirme pleinement cette assertion. Cependant, pour triompher, la révolution doit partir d'organismes dynamiques correspondant aux besoins d'une lutte particulièrement aiguë. Ce sont les comités ouvriers (soviets), démocratiquement élus sur les lieux de travail, et dont les membres sont révocables à tout moment. Ils me paraissent irremplaçables, et d'ailleurs, depuis quarante ans, dans toute crise sociale qui atteint une certaine acuité, on les a vus surgir spontanément avec plus ou moins d'assurance. Enfin, le troisième enseignement de la révolution russe — le principal, en réalité — réside dans le rôle du parti audacieux et lucide sans lequel la révolution, si elle peut à la rigueur triompher, est aussitôt contrainte de péricliter. Là aussi, la révolution espagnole s'est chargée de montrer la justesse de cette opinion.

Ce sont les enseignements positifs de la révolution russe, à côté desquels elle nous offre l'image de ce qu'il faut désormais éviter. Lénine a maintes fois répété que les mesures prises par le gouvernement bolchevique n'avaient qu'une va-

leur expérimentale, que des erreurs seraient fatalement commises et qu'il était du devoir des révolutionnaires de les corriger.

Les bolcheviks n'avaient alors pour se guider que le bref exemple de la Commune de Paris. Les révolutionnaires d'aujourd'hui, face au problème de la révolution, bénéficient maintenant de l'immense expérience de la révolution russe. Le jour de la prise du pouvoir, a dit Lénine dans *L'Etat et la révolution,* doit être le premier jour de la mort lente de l'Etat, mais, en même temps, les bolcheviks décrétaient la nationalisation des moyens de production. Celle-ci était donc placée sous le contrôle direct de l'Etat, qui, fût-il ouvrier, acquérait de ce chef un pouvoir illimité. Par ailleurs, les soviets (organismes politiques et économiques) étaient ainsi privés d'une de leurs principales raisons d'être.

Je sais bien que les conditions arriérées de la Russie jointes à l'état de guerre justifiaient en partie cette mesure ; mais les bolcheviks n'ont pas vu le danger qu'elle comportait parce qu'ils n'avaient aucun exemple historique pour les guider.

Le résultat a été la naissance d'une bureaucratie monstrueuse, qui a étouffé la révolution tout en se réclamant d'elle. Lorsque Lénine s'est rendu compte du danger, il était peut-être déjà trop tard pour porter remède a cette situation, d'autant que, pendant les mêmes années, une autre erreur avait été commise : la suppression de tous les partis et des fractions dans le Parti bolchevique. La révolution ne peut pas se développer sans la plus large démocratie dans les masses, puisque celles-ci ne sauraient être homogènes. Cela implique donc la liberté d'action de partis multiples de la classe ouvrière et la pleine liberté des fractions à l'intérieur du parti devenu majoritaire dans cette classe ouvrière. Certes, socialistes-révolutionnaires et mencheviks s'étaient dressés contre la révolution d'Octobre, mais était-ce l'ensemble de ces partis ou leurs couches dirigeantes qui s'opposaient à la révolution ? Il est plus que certain que, dans ces partis mêmes, plusieurs tendances se manifestaient avec plus ou moins de netteté et qu'il eût mieux valu isoler les éléments hostiles au régime pour faciliter l'accès à la direction des militants les plus sains que d'interdire ces partis en bloc.

Il y aurait certainement beaucoup d'autres choses à dire à propos de la révolution d'Octobre, mais cela dépasserait par trop le cadre de cette enquête.

Benjamin Péret

Lénine sur les fraternisations en 14-18 (1)

LE 8 janvier (...), on mandait de Berlin aux journaux suisses : *"Ces derniers temps, les journaux ont publié à plusieurs reprises des informations relatives à des tentatives de rapprochement pacifique entre les tranchées allemandes et françaises. La* Tägliche Rundschau *communique qu'un ordre de l'armée en date du 29 décembre interdit la fraternisation et, en général, tout rapprochement avec l'ennemi dans les tranchées ; toute infraction à cet ordre sera réprimée comme un crime de haute trahison."*

Donc, la fraternisation et les tentatives de rapprochement sont un fait. Le haut commandement allemand s'en inquiète : il lui reconnaît donc de l'importance. Le journal ouvrier britannique *Labour Leader* (7 janvier 1915) reproduit *toute une*

(1) *"Pour illustrer le mot d'ordre de la guerre civile"* (*Œuvres*, édition en français, 1960, tome 21, article paru dans *Le Social-Démocrate*, n° 40, 29 mars 1915).

série d'extraits de journaux bourgeois anglais faisant état de cas de fraternisation entre soldats anglais et allemands, qui ont organisé (pour la Noël) des "armistices de 48 heures", des rencontres amicales à mi-chemin entre les deux lignes de tranchées, etc. Le haut commandement britannique a *interdit* la fraternisation *par un ordre spécial*. Alors que les opportunistes socialistes et leurs défenseurs (ou leurs valets ?) s'évertuaient dans leur presse (comme Kautsky) à persuader les ouvriers, d'un air plein de suffisance et avec la tranquille assurance que la censure militaire leur épargnerait tout démenti, que les accords entre socialistes des pays belligérants en vue d'actions contre la guerre étaient *impossibles* (expression littérale de Kautsky dans la *Neue Zeit*) !

Imaginez que Hyndman, Guesde, Vandervelde, Plekhanov, Kautsky, etc., au lieu de se faire comme maintenant les complices de la bourgeoisie, aient constitué un comité international pour l'agitation en faveur *"de la fraternisation et des tentatives de rapprochement"* entre socialistes des pays belligérants, *"dans les tranchées"* aussi bien que parmi les troupes en général, quels auraient été les résultats au bout de plusieurs mois, si aujourd'hui, six mois après la déclaration de guerre et contre la volonté de tous les gros bonnets, des chefs et des étoiles de première grandeur qui ont trahi le socialisme, une opposition monte partout contre ceux qui ont voté les crédits et contre les coureurs de portefeuilles ministériels, et que le haut commandement agite la menace de la peine capitale contre la "fraternisation" !

"En pratique, une seule question se pose : la victoire ou la défaite de son propre pays", écrivait Kautsky, le laquais des opportunistes, en pleine communion avec Guesde, Plekhanov et compagnie. Oui, si l'on oublie le socialisme et la lutte de classes, c'est exact. Mais si l'on n'oublie pas le socialisme, c'est faux : il se pose une autre question *pratique*. Périr dans la guerre entre les esclavagistes, en restant un esclave aveugle et impuissant, ou bien périr pour "des tentatives de fraternisation" entre les esclaves, afin de renverser l'esclavage ?

Telle est, en *réalité*, la question "pratique".

Chronique des falsifications

Les truqueurs

DEUX historiens français, Pierre Rigoulot — l'un des auteurs du *Livre noir du communisme* — et Ilios Yannakakis, dans leur ouvrage *Un pavé dans l'histoire. Le débat français sur le Livre noir du communisme,* dénoncent ce qu'ils considèrent comme une critique de mauvaise foi adressée aux thèses de l'historien allemand Eric Nolte. Ils écrivent : *"Les réelles ambiguïtés de Nolte, sensibles notamment dans sa conception d'une guerre organisée menée par les Juifs contre Hitler, sont transformées par la polémique en complaisance pour le nazisme."* Admirable phrase, qui illustre fort bien la perversité de la conception de Nolte et de ses nombreux défenseurs. L'idée d'une *"guerre organisée menée par les Juifs contre Hitler"* serait une simple *"ambiguïté"* ? Si l'inconscient parle ici et emmène ces deux auteurs un peu plus loin sans doute qu'ils ne le voudraient consciemment, cette phrase révèle toute l'ampleur de la révision sournoise de l'histoire du XX^{e} siècle menée par des disciples ou admirateurs avoués ou discrets d'Eric Nolte.

Oublieuse de la rapidité avec laquelle l'information circule aujourd'hui, la secrétaire perpétuelle de l'Académie française, Hélène Carrère d'Encausse, dans une interview donnée à un journal russe pendant la crise des banlieues de l'automne 2005, s'est laissée aller à dire : *"En France, on ne peut pas dire la vérité sur la Seconde Guerre mondiale."* Quelle est cette vérité indicible sous peine d'on ne sait quelle sanction ? Elle se garde bien de le préciser.

Même si elle ne le dit pas, c'est, chez elle comme chez bien d'autres, la "vérité" que développe Eric Nolte, entre autres dans son ouvrage *La Guerre civile européenne,* Eric Nolte avec qui François Furet avait échangé une correspondance courtoise avant de mourir au cours d'un malencontreux match de tennis, Eric Nolte qui a reçu en 2000 le prix d'histoire Konrad Adenauer, Eric Nolte qui inspire directement ou indirectement une pléiade d'historiens et de politologues, de Stéphane Courtois à Pierre Hassner.

La thèse de Nolte est la suivante : la révolution russe et le bolchevisme ont à partir de 1917 lancé un assaut brutal contre les fondements mêmes de la civilisation européenne. Le nazisme n'a été pour l'essentiel qu'une réponse — certes exagérée ou "démesurée" — à cette agression contre la civilisation. Et le bolchevisme ayant inventé le "génocide de classe" (?), le nazisme y a — malencontreusement, certes — répondu par le "génocide de race". Selon Nolte, les nazis, pour donner ainsi cette réponse du berger à la bergère, se sont appuyés sur un

fait que Nolte juge incontestable : la présence de nombreux Juifs parmi les dirigeants bolcheviques. Ils n'ont pu dès lors ressentir l'agression bolchevique que comme une agression juive.

"C'est de ce processus-là que Hitler s'est inspiré"

Courtois, pour défendre le point de vue de Nolte, écrit ainsi : *« La révolution d'Octobre ayant été caractérisée par la* "violence pure érigée par Lénine en système de gouvernement" *(F. Furet), il était inévitable que la terreur, le crime de masse, l'extermination de "l'ennemi" deviennent des données centrales de l'histoire du siècle et un modèle pour d'autres partis idéologiques. C'est là ce que Nolte appelle le* "nœud causal" *entre le Goulag et Auschwitz (...). En déclarant la guerre civile mondiale, Lénine a inauguré un processus incontrôlable. Comme Nolte en avance l'hypothèse, c'est de ce processus-là que Hitler s'est inspiré et c'est d'ailleurs pourquoi il qualifie le mouvement de celui-ci de* "fascisme radical", *le distinguant ainsi du "fascisme normal"* (sic !) *de l'Italie. »* Ajoutons que Courtois, pour justifier sa thèse d'un "génocide de classe", en vient même à falsifier une déclaration de Staline, qui semble pourtant n'avoir nul besoin que l'on exagère ses mérites de bourreau. Staline, en 1930, a insisté sur la *"liquidation des koulaks en tant que classe"*. Courtois remplace "liquidation", qui a un sens politique très brutal, certes, mais politique, par *"extermination"*. Et le tour est joué.

Ainsi Lénine — qui n'a jamais déclaré la guerre civile mondiale, mais prôné la révolution mondiale comme nécessité découlant de la crise de l'impérialisme *"stade suprême du capitalisme"*, ce qui est autre chose — est le maître de Hitler et les bolcheviks ont été les modèles des nazis, qui se sont inspirés d'eux et ont réagi à leur volonté de bouleversement mondial. Présentant ainsi, dans la foulée de Nolte, les nazis comme des disciples et des victimes d'une agression, Courtois ajoute :

« Nolte avance que, eu égard aux circonstances, l'antisémitisme hitlérien s'est nourri de la forte présence de militants d'origine juive dans le mouvement communiste, tant russe qu'allemand. Par là, il rappelle que l'historien ne peut pas se contenter d'évaluer les hommes et les faits à la seule aune de ses propres valeurs. S'il veut vraiment expliciter un phénomène, chercher à le rendre intelligible, à en dégager le "noyau rationnel", il doit pénétrer les valeurs et la logique des autres, aussi éloignées soient-elles des siennes propres. »

"La rationalité interne du nazisme"

Evoquer "valeurs" et "logique" pour traiter de l'extermination des Juifs, n'est-ce pas banaliser cette dernière ? Courtois, qui, en passant, cautionne l'invention noltiste d'une *"forte présence de militants d'origine juive dans le mouvement communiste allemand"*, poursuit : *"On ne voit pas en quoi le fait de montrer la rationalité interne du nazisme face à ce qu'il présentait comme une menace bolchevique et une menace juive peut exonérer en quoi que ce soit les nazis de leur responsabilité."* Responsables, les nazis, certes, mais d'abord en position d'agressés... et leur responsabilité est sérieusement atténuée dès lors que l'extermination —fort regrettable — des Juifs est présentée comme une réponse à une agression bien réelle dans laquelle les Juifs auraient joué un rôle tout aussi réel. L'agresseur en porte lui aussi une part de responsabilité. Selon l'imparable logique enfantine lors des bagarres en cour de récréation, c'est celui qui a commencé qui est le plus fautif. En passant, d'ailleurs, Nolte affirme qu'une bonne description des camps nazis exige de réunir les témoignages des victimes survivantes... et aussi, par souci d'objectivité, des gardiens ou responsables des camps, porteurs sans doute de la "rationalité interne".

Avant même que Nolte n'écrive ses ouvrages fondamentaux, Soljenitsyne nourrissait cette thèse encore informulée en inventant en 1929 une rencontre entre

Staline et *"le Juif de Turquie Naftali Frenkel"*, qui aurait expliqué en détail à Staline comment organiser le Goulag naissant, ou en insistant sur le nombre de Juifs longtemps présents dans l'appareil du Guépéou et du Goulag. On réédite aujourd'hui à grand tirage en Russie les ouvrages de Lev Goumilev, ancienne victime du Goulag, qui, dans une perspective similaire à celle de Nolte, dépeint les Juifs de l'empire Khazar comme un peuple parasite et génocidaire, accusé d'avoir massacré des tribus slaves pour satisfaire ses appétits de lucre. On a là une ligne parallèle au noltisme...

Autant de réactions de défense face à une agression mondiale...

L'histoire de l'Union soviétique et d'autres moments de l'histoire européenne (celle de l'Allemagne dans les années 1920 au premier chef, celle de l'Italie, de l'Autriche, de la Pologne, du Portugal, de l'Espagne, etc.) sont "revisités", comme on dit aujourd'hui, et révisés pour les adapter à cette nouvelle conception : le fascisme mussolinien, le corporatisme salazariste, le régime dictatorial de Horthy et le franquisme sont autant de réactions de défense face à une agression mondiale... Même le christianisme social botté et armé du chancelier autrichien Dollfuss, malgré la faiblesse insigne du PC autrichien. Il n'y a dès lors plus de limite à la révision de l'histoire. Courtois a ainsi pu imprimer, par exemple, deux fois dans l'*Histoire* que Trotsky avait fait assassiner à Sébastopol, en novembre 1920, 50 000 (!) officiers blancs et 500 dockers. Pure invention sortie d'un ouvrage de l'émigré blanc Serguei Melgounov, *La Terreur rouge en Russie*, publié à Berlin en 1924... et réédité à Paris en 2004.

Autour de la vision noltiste de l'histoire de l'Europe dans la première moitié du XX^{e} siècle, Courtois rassemble beaucoup de monde. Ainsi, les deux derniers volumes qu'il a publiés (*Une si longue nuit* [1] et *Le jour se lève* [2]) comprennent des contributions de Jacques Julliard, Nicolas Werth, Yves Santamaria, Joël Kotek, Claire Mouradian, Philippe Buton, Marc Lazar, Jean-François Soulet, Pierre Rigoulot, Dominique Colas, Krzystof Pomian, Cécile Vaissié, Laurent Rucker, Françoise Thom (remarquable historienne, qui, en 1989, présentait la perestroïka comme une invention du KGB destinée à tromper les gogos et qui a ensuite préparé avec le fils de Beria une édition des souvenirs de ce dernier très arrangée par rapport à l'édition russe au point qu'il y dit plusieurs fois l'inverse !), Galia Ackerman, etc.

Cette réécriture de l'histoire de la révolution russe et des convulsions de l'Europe dans les années 1920-1930 jusqu'à la guerre d'Espagne se développe sur deux lignes apparemment contradictoires et pourtant complémentaires, bien qu'elles ne soient pas développées par les mêmes hommes :

a) Présenter un certain nombre des mesures (réelles ou inventées) prises par les dirigeants de la révolution comme la préfiguration des mesures prises par les nazis (c'est le noyau rationnel de leur politique...). Ainsi, les camps dits de concentration construits par les communistes russes en 1918-1920 pour y "concentrer" leurs adversaires (comme font d'ailleurs les blancs, qui utilisent eux aussi ce mot) deviennent des camps de travail forcé et d'extermination... dont les nazis n'auraient fait que recopier le modèle.

b) Suggérer que l'Union soviétique a finalement développé le même antisémitisme radical et exterminateur que les nazis : ainsi, sont parus depuis quelques années plusieurs ouvrages sur le thème : Staline préparait la déportation et l'extermination des Juifs en 1953 (développé entre autres dans l'ouvrage de Brent et Naoumov, *Le dernier crime de Staline*, et dans d'autres ouvrages qui illustrent la thèse d'un "holocauste" soviétique en préparation...).

Jean-Jacques Marie

(1) *Une si longue nuit*, éditions du Rocher, 2003, ouvrage publié avec le concours du Centre national du livre, du Géode et de l'université Paris-X.
(2) *Le jour se lève*, ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-X.

Une lettre au *Monde*

Paris, le 28 novembre 2007

Le Monde
service abonnements
B1200
60732 Sainte-Geneviève Cedex

Messieurs, mesdames,

J'avais souscrit, pour l'instruction de mon service, un abonnement au *Monde*, le considérant il y a un an encore comme un "journal de référence".

Après la parution des trois articles signés Jan Krauze sur la révolution russe, je suis au regret de devoir ne pas renouveler cet abonnement.

En effet, "tout n'est pas permis", pour détourner le titre aussi sot que malveillant du dernier de ces trois articles.

Je ne m'étendrai pas sur les critiques, d'ordre historique et documentaire d'abord, que ces articles ont suscitées, à juste titre, ici ou là dans la presse ou sur le Net : ce n'est pas parce que les contemporains ou les témoins oculaires ont disparu que l'on peut écrire n'importe quoi, démarquant à peine la prose fétide des organes du "Comité des Forges" ou du "Völkischer Beobachter" du Dr Goebbels.

J'ajoute que, sous couleur de "commisération", ces articles sont profondément insultants pour les ouvriers, les paysans, les intellectuels de l'empire tsariste, "bolcheviks" ou non, Russes ou non, qui ont lutté sous le drapeau d'Octobre pour se libérer de l'exploitation, de l'oppression nationale, de l'obscurantisme moral et religieux, avant de succomber sous les coups des pogroms, de la réaction stalinienne ou des nazis.

Ces articles déshonorent non seulement leur auteur, mais votre journal.

Veuillez agréer, avec l'expression de mes profonds regrets, celle de mes salutations républicaines.

C. D.

C.c. au journal, 80, boulevard Auguste-Blanqui, 75707 Paris Cedex 13

Monsieur le Directeur de la rédaction, Alain Frachon

Monsieur le Président du directoire, Pierre Jeantet

Monsieur le Président de la Société des rédacteurs

Madame la Médiatrice Véronique Maurus

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0908G78360